

Gazette officielle du Québec

Partie 2 Lois et règlements

131^e année
22 septembre 1999
N^o 38

Sommaire

Table des matières
Lois 1999
Entrée en vigueur de lois
Règlements et autres actes
Projets de règlement
Décisions
Affaires municipales
Décrets
Index

Dépôt légal — 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 1999

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

Table des matières

Page

Lois 1999

| | | |
|--|--|------|
| Liste des projets de loi sanctionnés | | 4301 |
| 72 Loi concernant la prestation des services de soins infirmiers et des services pharmaceutiques | | 4303 |

Entrée en vigueur de lois

| | | |
|---------|---|------|
| 1020-99 | Société de la faune et des parcs du Québec, Loi sur la... — Entrée en vigueur de certaines dispositions | 4313 |
| 1048-99 | Loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement relativement aux navires de croisières internationales, Loi modifiant la Loi sur les... — Entrée en vigueur | 4313 |

Règlements et autres actes

| | | |
|---------|---|------|
| 1051-99 | Services essentiels à l'Office municipal d'habitation de Montréal, Loi visant à assurer les... — Fin d'effet de la loi | 4315 |
| | Code des professions — Inhalothérapeutes — Modalités d'élection au Bureau de l'Ordre (Mod.) | 4315 |

Projets de règlement

| | | |
|---|--|------|
| Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2000 | | 4317 |
| Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2000 | | 4318 |
| Aide financière aux études | | 4349 |

Décisions

| | | |
|---|--|------|
| Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite | | 4351 |
|---|--|------|

Affaires municipales

| | | |
|---------|---|------|
| 1023-99 | Modification aux lettres patentes constituant la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine | 4359 |
|---------|---|------|

Décrets

| | | |
|--------|---|------|
| 986-99 | Désignation du ministre chargé de l'application de la Loi concernant la Société nationale du cheval de course | 4361 |
| 988-99 | Nomination d'un membre du conseil d'administration de la Société du Palais des Congrès de Montréal | 4361 |
| 989-99 | Nomination d'un membre du conseil d'administration de la Société d'habitation du Québec ... | 4361 |
| 990-99 | Nomination de monsieur Jean-Pierre Payette comme directeur général par intérim de la Régie des installations olympiques | 4362 |

| | | |
|---------|---|------|
| 991-99 | Nomination de monsieur Alain Riendeau comme président par intérim de la Régie des installations olympiques | 4362 |
| 992-99 | Signature par la Commission de la capitale nationale du Québec d'un contrat de construction de 3 181 830 \$ pour la réfection d'un tronçon de la Grande Allée et des espaces urbains limitrophes | 4363 |
| 993-99 | Délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de QuébecTel pour le projet SUNOQUE — Installation de deux câbles de télécommunication par fibre optique à travers le fleuve Saint-Laurent entre Rimouski et Baie-Comeau et entre Rimouski et Forestville | 4363 |
| 996-99 | Nomination du président et des membres du conseil d'administration de la Société Innovatech du sud du Québec | 4365 |
| 997-99 | Assistance financière du gouvernement pour la promotion et le développement touristique de la région de Québec pour les années 1999-2000 et 2000-2001 | 4366 |
| 998-99 | Octroi d'une subvention au Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium pour les exercices financiers 1999-2000 à 2001-2002 | 4366 |
| 999-99 | Transfert de personnel au ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie | 4367 |
| 1000-99 | Programme de services de radio-oncologie assurés rendus hors du Québec | 4369 |
| 1003-99 | Nomination de monsieur Marc St-Pierre comme membre, président et directeur général par intérim de la Régie de l'assurance maladie du Québec | 4371 |
| 1004-99 | Accord de réciprocité avec le territoire du Nunavut en matière d'assurance hospitalisation | 4371 |
| 1005-99 | Modifications au programme d'assistance financière relatif au conflit survenu à Listuguj à l'été 1998 | 4372 |
| 1006-99 | Promotion d'officiers à la Sûreté du Québec | 4373 |
| 1007-99 | Promotion d'officiers à la Sûreté du Québec | 4373 |
| 1008-99 | Octroi d'une subvention à la Communauté urbaine de Montréal pour la réalisation de mesures visant à enrayer le commerce illégal de boissons alcooliques et l'exploitation illégale d'appareils de loterie vidéo | 4374 |
| 1009-99 | Déplacement du siège et de l'un des bureaux de la Régie des alcools, des courses et des jeux | 4374 |
| 1014-99 | Autorisation pour le ministre des Transports de déclarer que le chemin de mine Frontenac Mines composé des parties du lot 428, 474, 475 et 476, du cadastre du Canton de Gayhurst dans la municipalité de Lac-Drolet, n'est plus un chemin minier | 4375 |
| 1015-99 | Programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents des Îles-de-la-Madeleine | 4378 |
| 1016-99 | Programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents de la Basse-Côte-Nord | 4379 |
| 1018-99 | Nomination d'un membre de la Commission des partenaires du marché du travail | 4381 |

PROVINCE DE QUÉBEC36^e LÉGISLATURE1^{re} SESSION

QUÉBEC, LE 2 JUILLET 1999

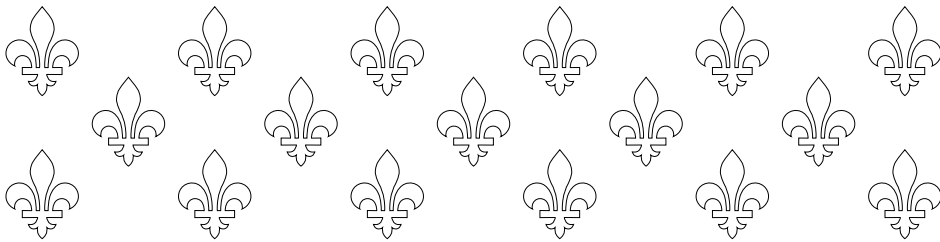
CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, le 2 juillet 1999

Aujourd'hui, à vingt-deux heures vingt-cinq minutes, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner le projet de loi suivant :

n^o 72 Loi concernant la prestation des services de soins infirmiers et des services pharmaceutiques

La sanction royale est apposée sur ce projet de loi par l'honorable Administrateur du Québec.



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-SIXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n^o 72

(1999, chapitre 39)

Loi concernant la prestation des services de soins infirmiers et des services pharmaceutiques

Présenté le 2 juillet 1999

Principe adopté le 2 juillet 1999

Adopté le 2 juillet 1999

Sanctionné le 2 juillet 1999

**Éditeur officiel du Québec
1999**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'assurer la reprise des services de soins infirmiers en ordonnant aux infirmières et infirmiers qui ont cessé d'exercer leurs fonctions de retourner au travail selon leur horaire habituel à compter de 16 heures le 3 juillet 1999.

Le projet de loi prévoit certaines sanctions applicables en cas de poursuite de la grève en cours.

Le projet de loi apporte de plus, conformément à ce qui a été convenu entre les parties, des modifications à certaines conditions de travail des infirmières et des infirmiers et prévoit la constitution d'un comité conjoint sur la rémunération des infirmières et des infirmiers.

Le projet de loi prévoit enfin que le Conseil des services essentiels pourra intervenir à l'égard de toute action concertée impliquant un organisme représentatif des pharmaciens oeuvrant auprès des établissements.

Projet de loi n^o 72

LOI CONCERNANT LA PRESTATION DES SERVICES DE SOINS INFIRMIERS ET DES SERVICES PHARMACEUTIQUES

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

SECTION I

SERVICES DE SOINS INFIRMIERS

§1. — *Interprétation*

1. Dans la présente loi, on entend par :

« association de salariés » : une association qui est accréditée pour représenter des infirmières ou infirmiers à l'égard d'un établissement et qui, le 2 juillet 1999, adhère, appartient, est affiliée ou est liée par contrat à la fédération ;

« établissement » : un établissement auquel s'applique la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2) ;

« fédération » : la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (F.I.I.Q.) ;

« infirmière » ou « infirmier » : un salarié, membre de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, représenté par une association de salariés.

§2. — *Reprise des services*

2. Toute infirmière ou tout infirmier qui a cessé d'exercer ses fonctions en raison de la grève en cours doit, à compter de 16 heures le 3 juillet 1999, retourner au travail selon son horaire habituel.

3. Un établissement doit, à compter du même moment, prendre les moyens appropriés pour que soient dispensés les services de soins infirmiers habituels.

4. La fédération doit, au plus tard à 14 heures le 3 juillet 1999, recommander aux associations de salariés de mettre fin à la grève en cours et faire connaître publiquement cette recommandation.

5. Une association de salariés doit, au plus tard à 14 heures le 3 juillet 1999, faire connaître aux salariés qu'elle représente son intention de mettre fin à la grève en cours.

6. Si la fédération contrevient à l'article 4, elle commet une infraction et est passible des peines prévues par le paragraphe 3^o de l'article 10 de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (L.R.Q., chapitre M-1.1). L'association de salariés qui contrevient à l'article 5 commet une infraction et est passible des mêmes peines.

§3. — *Sanctions administratives*

7. Une infirmière ou un infirmier qui est l'objet d'une libération pour exercer des activités syndicales au bénéfice de l'association de salariés qui le représente ou de la fédération pendant un jour ou une partie de jour où cette association contrevient à l'article 4 de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux ne peut être rémunéré par l'établissement pour ce jour ou cette partie de jour.

De plus, le traitement à lui être versé après la contravention de l'association, suivant les conditions de travail applicables, est réduit d'un montant égal à celui qui lui aurait été versé en l'absence de contravention.

Chaque établissement doit, s'il constate une contravention visée au premier alinéa, faire les retenues découlant de l'application du deuxième alinéa, jusqu'à concurrence de 20 % du traitement par période de paie et verser ces sommes à un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) désigné par décret du gouvernement.

L'infirmière ou l'infirmier a droit au remboursement des retenues faites en vertu du deuxième alinéa s'il n'a pas participé aux activités de l'association de salariés ou de la fédération qui sont reliées à la contravention.

Toute mésentente portant sur l'application du présent article doit être soumise à l'arbitrage comme s'il s'agissait d'un grief au sens des conditions de travail applicables.

8. Lorsqu'il constate qu'une association de salariés accréditée pour représenter des infirmières et des infirmiers à son emploi a déclaré ou poursuivi une grève contrairement à l'article 4 de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux, un établissement doit, après en avoir avisé l'association de salariés, cesser de payer, pour la période déterminée en vertu du troisième alinéa, à toute infirmière ou à tout infirmier qui est l'objet d'une libération au cours de cette période pour exercer des activités syndicales au bénéfice de cette association ou de la fédération, tout traitement pour le temps durant lequel il est libéré.

Le premier alinéa s'applique également lorsqu'un établissement constate que les infirmières ou les infirmiers que représente l'association de salariés ne se conforment pas à l'article 2 de cette loi en nombre suffisant pour assurer la prestation des services essentiels prévus à une entente ou à une liste ou, à défaut, ceux visés aux articles 111.10 et 111.10.1 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27).

La cessation de paiement prescrite par le présent article est d'une durée de douze semaines par jour ou partie de jour pendant lequel l'établissement fait le constat prévu au premier ou au deuxième alinéa.

Toutefois, la cessation de paiement prescrite par le présent article ne s'applique pas à l'égard de la libération d'un salarié lorsqu'il participe aux travaux d'un comité auquel réfère la présente loi.

9. Le directeur général d'un établissement doit prendre les mesures nécessaires pour que les sanctions prévues par les articles 7 et 8 de la présente loi et par les articles 18 à 22 de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux soient appliquées au plus tard à compter de la deuxième période de paie qui suit celle au cours de laquelle les contraventions ont eu lieu.

L'application de ces mesures ne peut être différée, annulée ou réduite par entente.

§4. — *Modifications de certaines conditions de travail*

10. Les conditions de travail des infirmières et des infirmiers, en vigueur en vertu de l'article 51 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, sont modifiées de façon à rendre applicables, jusqu'au renouvellement de nouvelles stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale, les conditions de travail convenues entre les parties lors de la séance de négociations du 22 juin 1999 et qui sont prévues à l'annexe.

11. Est constitué un comité conjoint sur la rémunération des infirmières et des infirmiers.

Ce comité est composé, d'une part, de représentants de la fédération et, d'autre part, de représentants du Conseil du trésor et du comité patronal de négociation institué en vertu de l'article 36 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

12. Le mandat du comité est d'examiner les questions suivantes :

1° la reconnaissance d'emplois distincts pour les emplois d'infirmière ou d'infirmier et ceux d'infirmière bachelière ou d'infirmier bachelier ;

2° les exigences d'admission à ces emplois distincts ;

- 3° la prise en compte pour fin de traitement de la formation post-collégiale ;
- 4° l'évaluation et le rangement dans le système gouvernemental de relativité salariale des emplois d'infirmière bachelière ou d'infirmier bachelier ainsi que la révision de l'évaluation et du rangement des emplois d'infirmière ou d'infirmier.

Le comité s'assure de la coordination de ses travaux avec ceux d'autres groupes de travail ou comités ayant également pour mandat de mettre en relation, pour fins salariales, des emplois techniques, professionnels ou de soutien des secteurs public et parapublic.

Il remet aux parties, au plus tard le 30 septembre 1999, un rapport intérimaire faisant état de ce qui peut faire l'objet d'une entente au cours de l'année 1999 et de ce qui exigera la poursuite des travaux.

Le rapport final du comité est remis aux parties au plus tard le 30 septembre 2000.

SECTION II

SERVICES PHARMACEUTIQUES DANS LES ÉTABLISSEMENTS

13. Le Conseil des services essentiels doit, à la demande de toute personne intéressée, faire enquête sur toute grève, tout ralentissement d'activités ou toute autre action concertée, appréhendé ou en cours, impliquant un organisme représentatif des pharmaciens oeuvrant auprès des établissements et relatif à la négociation en vue du renouvellement d'une entente visée à l'article 432 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2).

Le Conseil peut faire une telle enquête de sa propre initiative.

14. S'il estime que la grève, le ralentissement d'activités ou toute autre action concertée porte préjudice ou est vraisemblablement susceptible de porter préjudice à un service auquel les usagers des établissements ont droit, le Conseil peut exercer les pouvoirs prévus par les articles 111.17 à 111.20 du Code du travail.

SECTION III

DISPOSITIONS FINALES

15. La présente loi n'a pas pour effet de restreindre l'application de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux.

16. La présente loi entre en vigueur le 2 juillet 1999.

ANNEXE
(*article 10*)

CONDITIONS DE TRAVAIL CONVENUES ENTRE LES PARTIES
LORS DE LA SÉANCE DE NÉGOCIATIONS DU 22 JUIN 1999

Mutations

1. Les postes vacants sont affichés dans un délai de quatre-vingt-dix jours de leur vacance sauf dans le cas où ils sont visés par une mesure spéciale. Dans ce cas, ils sont affichés dans un délai n'excédant pas douze mois d'un avis relatif à cette mesure spéciale.

Postes temporairement dépourvus de titulaire

2. Un salarié inscrit sur une liste de disponibilité qui comble un poste à temps complet temporairement dépourvu de titulaire est considéré, pendant ce remplacement, s'il est d'une durée prévue de six mois et plus, comme un salarié à temps complet et se voit appliquer les bénéfices associés à ce statut.

3. Les parties, au niveau local, peuvent convenir de toute question relative à l'équipe volante, notamment celles relatives aux modalités d'assignation.

4. Une affectation détenue par un salarié de la liste de disponibilité peut être accordée à un salarié détenant un poste d'équipe volante lorsqu'aucune affectation n'est disponible pour ce dernier. Le salarié de la liste de disponibilité visé est celui ayant le moins d'ancienneté parmi ceux détenant une affectation à laquelle il reste moins de vingt jours à écouler et pour laquelle le salarié de l'équipe volante répond aux exigences.

5. Un salarié inscrit sur la liste de disponibilité peut être assigné à l'avance. Cette assignation ne peut être remise en question par ce salarié, ni ne peut être réclamée par un autre salarié en raison de son rang d'ancienneté, s'il reste sept jours ou moins avant la date du début de l'affectation.

6. Un salarié titulaire de poste à temps partiel qui a quitté temporairement son poste afin d'obtenir une affectation dans son centre d'activités, n'est pas tenu de la poursuivre si le nombre de jours de cette affectation devient inférieur à celui du poste du salarié.

7. Durant la période de congés annuels, un salarié de la liste de disponibilité peut être assigné pour effectuer le remplacement de plus d'un salarié en congé annuel. Ces assignations sont accordées dans les trente jours suivant l'affichage du programme de congés annuels.

8. Avant de recourir à du personnel d'agences de recrutement, une affectation en centre local de services communautaires de quatorze jours ou moins ou à durée indéterminée qui n'a pu être accordée en totalité à un salarié de la liste de disponibilité est divisible et offerte, par ancienneté, en fonction de la disponibilité exprimée, dans l'ordre suivant :

- 1° aux salariés titulaires de poste à temps partiel du centre d'activités ;
- 2° aux autres salariés inscrits sur la liste de disponibilité.

Toutefois, lorsque la durée indéterminée d'une affectation devient prévisible pour une durée supérieure à quatorze jours, le présent paragraphe cesse de s'appliquer à la suite d'un avis de sept jours aux salariés concernés.

Mécanisme de plainte en cas de fardeau de tâche

9. Dans le cas où une plainte faite au comité des soins infirmiers n'est pas réglée :

1° l'une ou l'autre des parties peut, dans les cinq jours ouvrables de la réception des recommandations du comité, demander l'intervention d'une personne-ressource. Cette personne est chargée, auprès des parties, de recueillir les faits et de tenter de les amener à s'entendre et ce, dans un délai maximal de cinq jours ouvrables ;

2° les parties s'entendent sur le choix de la personne-ressource dans un délai de dix jours ouvrables. À défaut d'entente, cette personne est nommée par le ministre de la Santé et des Services sociaux ;

3° en l'absence d'un règlement de la plainte, la personne-ressource remet un rapport écrit ainsi que la preuve recueillie à chacune des parties et à l'arbitre désigné conformément au sous-paragraphe 4° ;

4° le salarié visé ou l'association de salariés peut demander l'arbitrage dans les trente jours de la date de remise du rapport de la personne-ressource. Les parties s'entendent sur le choix de l'arbitre. À défaut, ce dernier est nommé par le ministre du Travail ;

5° l'arbitre dispose de la plainte de façon sommaire après avoir reçu les observations des parties. Sa décision doit être motivée et rendue par écrit dans les trois semaines de sa nomination. L'arbitre transmet sa décision au ministre de la Santé et des Services sociaux ainsi qu'aux parties. Elle est exécutoire et lie les parties. Sauf indication contraire prévue à la décision, elle doit être mise en application dans les trente jours à moins d'impossibilité absolue ;

6° les frais et honoraires de la personne-ressource et de l'arbitre, le cas échéant, sont assumés par l'employeur.

Conversion des heures de remplacement en postes

10. Les parties reconnaissent l'intérêt de procéder à la conversion des heures de remplacement en postes contribuant ainsi à réduire la précarité d'emploi des salariés.

À cet effet, un comité paritaire est formé dans chaque établissement. Les parties locales doivent, dans les quatre mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, procéder à l'exercice de conversion en postes des heures de remplacement. Cette conversion s'effectue dans la mesure où les besoins le justifient.

À cette fin, les parties utilisent comme base de calcul annualisé, la période budgétaire où les heures de remplacement ont été les moins nombreuses parmi les douze mois précédant l'entrée en vigueur de l'annexe. Ces heures comprennent celles travaillées dans l'unité d'accréditation par les salariés de la liste de disponibilité, celles effectuées par l'équipe de remplacement, excluant celles effectuées en surplus de personnel, celles effectuées par un salarié d'une autre unité d'accréditation ainsi que celles effectuées par le personnel des agences de recrutement auxquelles s'ajoutent celles faites en temps supplémentaire dans le cadre du remplacement d'un quart complet de travail.

Les parties procèdent à une analyse du nombre d'heures ainsi obtenues afin de les réduire en tenant compte :

1^o du nombre d'heures des postes qui ont été créés à la suite d'une transformation d'heures de remplacement en postes et du nombre d'heures de remplacement attribuable à des postes vacants. Ces heures sont celles effectuées depuis la fin du mois de référence et ne comprennent pas celles attribuables à du développement ;

2^o du nombre d'heures effectuées dans le cadre de remplacements de postes qui ont été abolis ;

3^o du nombre d'heures qui seront visées par une transformation ayant une incidence sur l'emploi ;

4^o du caractère récurrent des absences ;

5^o de la fréquence des absences simultanées par quart de travail ou partie de quart de travail ainsi que par jour de la semaine ;

6^o de la nécessité de s'assurer que la création de postes n'entraînera pas de manque de personnel ou d'accroissement des heures travaillées.

L'employeur doit afficher des postes pour la totalité des heures résultant de l'exercice de conversion. Cet affichage doit se faire dans les trente jours de la fin des travaux du Comité.

Les parties conviennent de favoriser le plus possible cette conversion des heures de remplacement en postes à temps complet. Cette conversion s'actualise par la création de postes de la façon suivante :

1^o d'abord dans les centres d'activités où les besoins le justifient :
— d'abord à temps complet ;
— ensuite à temps partiel conformément à la procédure particulière concernant l'octroi de postes à temps partiel ;

2^o ensuite par des postes d'équipe volante ou des postes composés ou des postes composés dont l'équipe volante est une composante :
— d'abord à temps complet ;
— ensuite à temps partiel conformément à la procédure particulière concernant l'octroi de postes à temps partiel.

Lorsque, dans l'une ou l'autre des étapes précédentes, le nombre de jours de travail non récupérés à la suite de la procédure particulière concernant l'octroi de postes à temps partiel est inférieur à quatre jours par période de deux semaines, l'employeur peut également afficher un poste composé comportant plus d'un titre d'emploi dans le même centre d'activités ou dans plus d'un centre d'activités ou considérer que l'équipe volante puisse être une composante du poste composé et ce, malgré la définition de poste composé. Les parties conviennent, par arrangement local, des modalités d'application nécessaires à la gestion des postes composés.

Il sera loisible aux parties locales de convenir de la mise sur pied d'équipes volantes interdépartementales. Les salariés de cette équipe sont appelés à travailler exclusivement à l'intérieur d'un nombre limité de centres d'activités prédéterminés.

Les parties peuvent également convenir de toute autre modalité ayant pour objectif d'accroître la portée des dispositions du présent paragraphe.

Pour la participation aux travaux du comité paritaire, l'employeur libère sans perte de salaire un ou des salariés dans la proportion des jours établie ci-après :

- de 1 à 49 salariés : 10 jours
- de 50 à 99 salariés : 21 jours
- de 100 à 299 salariés : 42 jours
- 300 salariés et plus : 60 jours.

Pour l'application de l'alinéa précédent, le nombre de salariés compris dans l'unité d'accréditation est celui du 1^{er} janvier de l'année en cours.

Les établissements visés par la fermeture totale ou un changement de vocation à la suite de la publication des plans triennaux de réorganisation des services des régions régionales sont exclus de l'application du présent paragraphe.

Deux ans après avoir effectué l'exercice de conversion des heures de remplacement en postes, les parties l'effectuent à nouveau.

Entrée en vigueur de lois

Gouvernement du Québec

Décret 1020-99, 8 septembre 1999

Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec (1999, c. 36)

— Entrée en vigueur de certaines dispositions

CONCERNANT l'entrée en vigueur des articles 1 à 3, 5 à 23, 33, 35, 36, 169 et 170 de la Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec

ATTENDU QUE la Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec (1999, c. 36) a été sanctionnée le 19 juin 1999;

ATTENDU QUE l'article 171 de cette loi prévoit que les dispositions de celle-ci entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 8 septembre 1999 l'entrée en vigueur des articles 1 à 3, 5 à 23, 33, 35, 36, 169 et 170 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre:

QUE soit fixée au 8 septembre 1999 l'entrée en vigueur des articles 1 à 3, 5 à 23, 33, 35, 36, 169 et 170 de la Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec (1999, c. 36).

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32797

Gouvernement du Québec

Décret 1048-99, 8 septembre 1999

Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement relativement aux navires de croisières internationales (1996, c. 8)

— Entrée en vigueur

CONCERNANT l'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement relativement aux navires de croisières internationales

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement relativement aux navires de croisières internationales (1996, c. 8) a été sanctionnée le 13 juin 1996;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 2 de cette loi, les dispositions de celle-ci entrent en vigueur à la date fixée par le gouvernement, laquelle ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur de dispositions législatives modifiant le Code criminel (Lois révisées du Canada, 1985, c. C-46) afin de permettre l'exploitation de loteries sur les navires de croisières internationales;

ATTENDU QUE le gouverneur général en conseil a fixé au 15 mars 1999, la date d'entrée en vigueur de l'article 7 de la Loi modifiant le Code criminel, la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (Lois du Canada, 1999, c. 5) autorisant notamment l'exploitation de loteries sur les navires de croisières internationales;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 8 septembre 1999 la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement relativement aux navires de croisières internationales;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE le 8 septembre 1999 soit fixé comme date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement relativement aux navires de croisières internationales (1996, c. 8).

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32795

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 1051-99, 8 septembre 1999

Loi visant à assurer les services essentiels à l'Office municipal d'habitation de Montréal (1999, c. 10)

Fin d'effet de la loi

CONCERNANT la Loi visant à assurer les services essentiels à l'Office municipal d'habitation de Montréal (1999, c. 10)

ATTENDU QUE la Loi visant à assurer les services essentiels à l'Office municipal d'habitation de Montréal (1999, c. 10) a été sanctionnée et est entrée en vigueur le 16 juin 1999;

ATTENDU QUE le différend qui existait alors entre l'Office municipal d'habitation de Montréal et l'association de salariés accréditée pour représenter les salariés cols bleus de l'Office a été réglé par la conclusion d'une convention collective de travail;

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi visant à assurer les services essentiels à l'Office municipal d'habitation de Montréal prévoit que celle-ci cessera d'avoir effet à la date déterminée par le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer cette date;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État au Travail et à l'Emploi et ministre du Travail:

QUE la Loi visant à assurer les services essentiels à l'Office municipal d'habitation de Montréal (1999, c. 10) cesse d'avoir effet à la date du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32794

Avis de dépôt

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

Inhalothérapeutes — Modalités d'élection au Bureau de l'ordre — Modifications

Prenez avis que le Bureau de l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec a adopté, à sa réunion du 18 juin 1999, en vertu de l'article 63 et du paragraphe *b* de l'article 93 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), le Règlement modifiant le Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec.

Conformément aux dispositions de l'article 95.1 du Code des professions, ce règlement a été déposé à l'Office des professions du Québec à sa séance tenue le 27 août 1999 et entrera en vigueur le quinzième jour suivant la date de la présente publication.

*Le président de l'Office des
professions du Québec,*
JEAN-K. SAMSON

Règlement modifiant le Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec*

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 63 et 93, par. *b*)

1. Le Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec est modifié par le remplacement de l'article 13 par le suivant :

« 13. Les administrateurs de l'Ordre sont élus pour un mandat de quatre ans.

* Le Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec a été déposé à l'Office des professions du Québec le 16 décembre 1998 selon un avis de dépôt publié à la *Gazette officielle du Québec* du 20 janvier 1999 (1999, *G.O.* 2, 133). Ce règlement n'a pas été modifié depuis.

Le président de l'Ordre est élu pour un mandat de quatre ans ou pour la durée non écoulée de son mandat en tant qu'administrateur si celle-ci est moins de quatre ans. ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 39, de la section suivante :

**«SECTION IX.I
DISPOSITIONS DIVERSES**

39.1 Le secrétaire peut désigner une ou des personnes pour l'assister dans l'accomplissement de chacune des activités suivantes :

1^o transmettre les documents, conformément à l'article 18 ;

2^o procéder au dépouillement du vote, conformément à l'article 25 ;

3^o ouvrir chacune des enveloppes extérieures jugées conformes et en retirer les enveloppes intérieures, conformément à l'article 28 ;

4^o examiner les enveloppes intérieures, ouvrir celles jugées conformes et en retirer les bulletins de vote, conformément à l'article 29 ;

5^o faire le décompte des bulletins de vote, conformément à l'article 32.

La ou les personnes ainsi désignées ne doivent pas être membres du Bureau. ».

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Projets de règlement

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2000

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le projet de «Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2000» dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être adopté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à ajuster la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2000.

À ce jour, l'étude de ce dossier ne révèle aucun impact significatif sur les citoyens et les entreprises directement concernés par ces modifications.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur René Peterson, 524, rue Bourdages, à Québec, téléphone (418) 643-1227, télécopieur (418) 528-2081.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Roland Longchamps, vice-président aux Finances, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 524, rue Bourdages, Québec (Québec) G1K 7E2.

*Le président du conseil d'administration
et chef de la direction*

*de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,*

TREFFLÉ LACOMBE

Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2000

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 50)

1. La table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2000 est la suivante:

| Tranche | Limite inférieure | | Limite supérieure |
|---------|-------------------|------------|-------------------|
| 1. de | 14 750 \$ | à moins de | 15 500 \$ |
| 2. “ | 15 500 \$ | “ | 17 500 \$ |
| 3. “ | 17 500 \$ | “ | 20 500 \$ |
| 4. “ | 20 500 \$ | “ | 23 500 \$ |
| 5. “ | 23 500 \$ | “ | 26 500 \$ |
| 6. “ | 26 500 \$ | “ | 29 500 \$ |
| 7. “ | 29 500 \$ | “ | 32 500 \$ |
| 8. “ | 32 500 \$ | “ | 35 500 \$ |
| 9. “ | 35 500 \$ | “ | 38 500 \$ |
| 10. “ | 38 500 \$ | “ | 41 500 \$ |
| 11. “ | 41 500 \$ | “ | 44 500 \$ |
| 12. “ | 44 500 \$ | “ | 47 500 \$ |
| 13. “ | 47 500 \$ | “ | 50 500 \$ |
| 14. “ | 50 500 \$ | et plus | |

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2000

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le projet de «Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2000» dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être adopté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à ajuster la table des indemnités de remplacement du revenu en fonction des changements survenus à l'impôt sur le revenu payable en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) et de la Loi concernant les impôts sur le revenu (Statuts révisés du Canada, 1985, c. I, 5^e supplément), à la cotisation ouvrière payable en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi (Lois du Canada, 1996, c. 23) et à la cotisation payable par le travailleur en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9).

À ce jour, l'étude du dossier révèle les impacts suivants sur les citoyens et les entreprises concernés directement par ces modifications:

— Comme tout autre travailleur recevant un salaire en 2000, le travailleur recevant une indemnité de remplacement du revenu verra son revenu net ajusté en fonction des changements survenus aux lois de l'impôt, à l'assurance-emploi et à la Régie des rentes;

— Cette nouvelle table n'aura pas d'impact significatif dans la tarification servant à établir la cotisation des employeurs.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur René Peterson, 524, rue Bourdages, à Québec, téléphone (418) 643-1227, télécopieur (418) 528-2081.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Roland Longchamps, vice-président aux Finances, Commission

de la santé et de la sécurité du travail, 524, rue Bourdages, Québec (Québec) G1K 7E2.

*Le président du conseil d'administration
et chef de la direction
de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,
TREFFLÉ LACOMBE*

Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2000

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 63)

1. Aux fins de l'établissement de l'indemnité de remplacement du revenu à compter de la quinzième journée, le revenu brut du travailleur est pris en considération jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable de 50 500 \$ pour l'année 2000.

2. Aux fins du calcul du revenu net retenu, les situations familiales sont déterminées de la façon suivante:

1^o Travailleur avec conjoint à charge:

- a) Travailleur avec conjoint;
- b) Travailleur avec conjoint et 1 personne à charge;
- c) Travailleur avec conjoint et 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec conjoint et 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec conjoint et 4 personnes à charge et plus.

2^o Travailleur avec conjoint non à charge:

- a) Travailleur sans personne à charge;
- b) Travailleur avec 1 personne à charge;
- c) Travailleur avec 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec 4 personnes à charge et plus.

3^o Célibataire ou famille monoparentale:

- a) Travailleur sans personne à charge;
- b) Travailleur avec 1 personne à charge;
- c) Travailleur avec 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec 4 personnes à charge et plus.

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint à charge
Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)**

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et plus |
|-------|----------|----------|----------|----------|------------------|
| 100 | 87,71 | 87,71 | 87,71 | 87,71 | 87,71 |
| 200 | 175,41 | 175,41 | 175,41 | 175,41 | 175,41 |
| 300 | 263,12 | 263,12 | 263,12 | 263,12 | 263,12 |
| 400 | 350,82 | 350,82 | 350,82 | 350,82 | 350,82 |
| 500 | 438,53 | 438,53 | 438,53 | 438,53 | 438,53 |
| 600 | 526,23 | 526,23 | 526,23 | 526,23 | 526,23 |
| 700 | 613,94 | 613,94 | 613,94 | 613,94 | 613,94 |
| 800 | 701,64 | 701,64 | 701,64 | 701,64 | 701,64 |
| 900 | 789,35 | 789,35 | 789,35 | 789,35 | 789,35 |
| 1 000 | 877,05 | 877,05 | 877,05 | 877,05 | 877,05 |
| 1 100 | 964,76 | 964,76 | 964,76 | 964,76 | 964,76 |
| 1 200 | 1 052,46 | 1 052,46 | 1 052,46 | 1 052,46 | 1 052,46 |
| 1 300 | 1 140,17 | 1 140,17 | 1 140,17 | 1 140,17 | 1 140,17 |
| 1 400 | 1 227,87 | 1 227,87 | 1 227,87 | 1 227,87 | 1 227,87 |
| 1 500 | 1 315,58 | 1 315,58 | 1 315,58 | 1 315,58 | 1 315,58 |
| 1 600 | 1 403,28 | 1 403,28 | 1 403,28 | 1 403,28 | 1 403,28 |
| 1 700 | 1 490,99 | 1 490,99 | 1 490,99 | 1 490,99 | 1 490,99 |
| 1 800 | 1 578,69 | 1 578,69 | 1 578,69 | 1 578,69 | 1 578,69 |
| 1 900 | 1 666,40 | 1 666,40 | 1 666,40 | 1 666,40 | 1 666,40 |
| 2 000 | 1 754,10 | 1 754,10 | 1 754,10 | 1 754,10 | 1 754,10 |
| 2 100 | 1 841,81 | 1 841,81 | 1 841,81 | 1 841,81 | 1 841,81 |
| 2 200 | 1 929,51 | 1 929,51 | 1 929,51 | 1 929,51 | 1 929,51 |
| 2 300 | 2 017,22 | 2 017,22 | 2 017,22 | 2 017,22 | 2 017,22 |
| 2 400 | 2 104,92 | 2 104,92 | 2 104,92 | 2 104,92 | 2 104,92 |
| 2 500 | 2 192,63 | 2 192,63 | 2 192,63 | 2 192,63 | 2 192,63 |
| 2 600 | 2 280,33 | 2 280,33 | 2 280,33 | 2 280,33 | 2 280,33 |
| 2 700 | 2 368,04 | 2 368,04 | 2 368,04 | 2 368,04 | 2 368,04 |
| 2 800 | 2 455,74 | 2 455,74 | 2 455,74 | 2 455,74 | 2 455,74 |
| 2 900 | 2 543,45 | 2 543,45 | 2 543,45 | 2 543,45 | 2 543,45 |
| 3 000 | 2 631,15 | 2 631,15 | 2 631,15 | 2 631,15 | 2 631,15 |
| 3 100 | 2 718,86 | 2 718,86 | 2 718,86 | 2 718,86 | 2 718,86 |
| 3 200 | 2 806,56 | 2 806,56 | 2 806,56 | 2 806,56 | 2 806,56 |
| 3 300 | 2 894,27 | 2 894,27 | 2 894,27 | 2 894,27 | 2 894,27 |
| 3 400 | 2 981,97 | 2 981,97 | 2 981,97 | 2 981,97 | 2 981,97 |
| 3 500 | 3 069,68 | 3 069,68 | 3 069,68 | 3 069,68 | 3 069,68 |
| 3 600 | 3 153,87 | 3 153,87 | 3 153,87 | 3 153,87 | 3 153,87 |
| 3 700 | 3 238,07 | 3 238,07 | 3 238,07 | 3 238,07 | 3 238,07 |
| 3 800 | 3 322,26 | 3 322,26 | 3 322,26 | 3 322,26 | 3 322,26 |
| 3 900 | 3 406,46 | 3 406,46 | 3 406,46 | 3 406,46 | 3 406,46 |
| 4 000 | 3 490,65 | 3 490,65 | 3 490,65 | 3 490,65 | 3 490,65 |
| 4 100 | 3 574,85 | 3 574,85 | 3 574,85 | 3 574,85 | 3 574,85 |
| 4 200 | 3 659,04 | 3 659,04 | 3 659,04 | 3 659,04 | 3 659,04 |
| 4 300 | 3 743,24 | 3 743,24 | 3 743,24 | 3 743,24 | 3 743,24 |
| 4 400 | 3 827,43 | 3 827,43 | 3 827,43 | 3 827,43 | 3 827,43 |
| 4 500 | 3 911,63 | 3 911,63 | 3 911,63 | 3 911,63 | 3 911,63 |
| 4 600 | 3 995,82 | 3 995,82 | 3 995,82 | 3 995,82 | 3 995,82 |
| 4 700 | 4 080,02 | 4 080,02 | 4 080,02 | 4 080,02 | 4 080,02 |
| 4 800 | 4 164,21 | 4 164,21 | 4 164,21 | 4 164,21 | 4 164,21 |
| 4 900 | 4 248,41 | 4 248,41 | 4 248,41 | 4 248,41 | 4 248,41 |
| 5 000 | 4 332,60 | 4 332,60 | 4 332,60 | 4 332,60 | 4 332,60 |

| Revenu brut annuel | Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2000) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint) | | | | |
|-----------------------|--|----------|----------|----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et plus |
| 5 100 | 4 416,80 | 4 416,80 | 4 416,80 | 4 416,80 | 4 416,80 |
| 5 200 | 4 500,99 | 4 500,99 | 4 500,99 | 4 500,99 | 4 500,99 |
| 5 300 | 4 585,19 | 4 585,19 | 4 585,19 | 4 585,19 | 4 585,19 |
| 5 400 | 4 669,38 | 4 669,38 | 4 669,38 | 4 669,38 | 4 669,38 |
| 5 500 | 4 753,58 | 4 753,58 | 4 753,58 | 4 753,58 | 4 753,58 |
| 5 600 | 4 837,77 | 4 837,77 | 4 837,77 | 4 837,77 | 4 837,77 |
| 5 700 | 4 921,97 | 4 921,97 | 4 921,97 | 4 921,97 | 4 921,97 |
| 5 800 | 5 006,16 | 5 006,16 | 5 006,16 | 5 006,16 | 5 006,16 |
| 5 900 | 5 090,36 | 5 090,36 | 5 090,36 | 5 090,36 | 5 090,36 |
| 6 000 | 5 174,55 | 5 174,55 | 5 174,55 | 5 174,55 | 5 174,55 |
| 6 100 | 5 258,75 | 5 258,75 | 5 258,75 | 5 258,75 | 5 258,75 |
| 6 200 | 5 342,94 | 5 342,94 | 5 342,94 | 5 342,94 | 5 342,94 |
| 6 300 | 5 427,14 | 5 427,14 | 5 427,14 | 5 427,14 | 5 427,14 |
| 6 400 | 5 511,33 | 5 511,33 | 5 511,33 | 5 511,33 | 5 511,33 |
| 6 500 | 5 595,53 | 5 595,53 | 5 595,53 | 5 595,53 | 5 595,53 |
| 6 600 | 5 679,72 | 5 679,72 | 5 679,72 | 5 679,72 | 5 679,72 |
| 6 700 | 5 763,92 | 5 763,92 | 5 763,92 | 5 763,92 | 5 763,92 |
| 6 800 | 5 848,11 | 5 848,11 | 5 848,11 | 5 848,11 | 5 848,11 |
| 6 900 | 5 932,31 | 5 932,31 | 5 932,31 | 5 932,31 | 5 932,31 |
| 7 000 | 6 016,50 | 6 016,50 | 6 016,50 | 6 016,50 | 6 016,50 |
| 7 100 | 6 100,70 | 6 100,70 | 6 100,70 | 6 100,70 | 6 100,70 |
| 7 200 | 6 184,89 | 6 184,89 | 6 184,89 | 6 184,89 | 6 184,89 |
| 7 300 | 6 269,09 | 6 269,09 | 6 269,09 | 6 269,09 | 6 269,09 |
| 7 400 | 6 353,28 | 6 353,28 | 6 353,28 | 6 353,28 | 6 353,28 |
| 7 500 | 6 437,48 | 6 437,48 | 6 437,48 | 6 437,48 | 6 437,48 |
| 7 600 | 6 521,67 | 6 521,67 | 6 521,67 | 6 521,67 | 6 521,67 |
| 7 700 | 6 605,87 | 6 605,87 | 6 605,87 | 6 605,87 | 6 605,87 |
| 7 800 | 6 690,06 | 6 690,06 | 6 690,06 | 6 690,06 | 6 690,06 |
| 7 900 | 6 774,26 | 6 774,26 | 6 774,26 | 6 774,26 | 6 774,26 |
| 8 000 | 6 858,45 | 6 858,45 | 6 858,45 | 6 858,45 | 6 858,45 |
| 8 100 | 6 942,65 | 6 942,65 | 6 942,65 | 6 942,65 | 6 942,65 |
| 8 200 | 7 026,84 | 7 026,84 | 7 026,84 | 7 026,84 | 7 026,84 |
| 8 300 | 7 111,04 | 7 111,04 | 7 111,04 | 7 111,04 | 7 111,04 |
| 8 400 | 7 195,23 | 7 195,23 | 7 195,23 | 7 195,23 | 7 195,23 |
| 8 500 | 7 279,43 | 7 279,43 | 7 279,43 | 7 279,43 | 7 279,43 |
| 8 600 | 7 363,62 | 7 363,62 | 7 363,62 | 7 363,62 | 7 363,62 |
| 8 700 | 7 447,82 | 7 447,82 | 7 447,82 | 7 447,82 | 7 447,82 |
| 8 800 | 7 532,01 | 7 532,01 | 7 532,01 | 7 532,01 | 7 532,01 |
| 8 900 | 7 616,21 | 7 616,21 | 7 616,21 | 7 616,21 | 7 616,21 |
| 9 000 | 7 700,40 | 7 700,40 | 7 700,40 | 7 700,40 | 7 700,40 |
| 9 100 | 7 784,60 | 7 784,60 | 7 784,60 | 7 784,60 | 7 784,60 |
| 9 200 | 7 868,79 | 7 868,79 | 7 868,79 | 7 868,79 | 7 868,79 |
| 9 300 | 7 952,99 | 7 952,99 | 7 952,99 | 7 952,99 | 7 952,99 |
| 9 400 | 8 037,18 | 8 037,18 | 8 037,18 | 8 037,18 | 8 037,18 |
| 9 500 | 8 121,38 | 8 121,38 | 8 121,38 | 8 121,38 | 8 121,38 |
| 9 600 | 8 205,57 | 8 205,57 | 8 205,57 | 8 205,57 | 8 205,57 |
| 9 700 | 8 289,77 | 8 289,77 | 8 289,77 | 8 289,77 | 8 289,77 |
| 9 800 | 8 373,96 | 8 373,96 | 8 373,96 | 8 373,96 | 8 373,96 |
| 9 900 | 8 458,16 | 8 458,16 | 8 458,16 | 8 458,16 | 8 458,16 |
| 10 000 | 8 542,35 | 8 542,35 | 8 542,35 | 8 542,35 | 8 542,35 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint à charge
Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)**

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 10 100 | 8 626,55 | 8 626,55 | 8 626,55 | 8 626,55 | 8 626,55 |
| 10 200 | 8 710,74 | 8 710,74 | 8 710,74 | 8 710,74 | 8 710,74 |
| 10 300 | 8 794,94 | 8 794,94 | 8 794,94 | 8 794,94 | 8 794,94 |
| 10 400 | 8 879,13 | 8 879,13 | 8 879,13 | 8 879,13 | 8 879,13 |
| 10 500 | 8 963,33 | 8 963,33 | 8 963,33 | 8 963,33 | 8 963,33 |
| 10 600 | 9 047,52 | 9 047,52 | 9 047,52 | 9 047,52 | 9 047,52 |
| 10 700 | 9 131,72 | 9 131,72 | 9 131,72 | 9 131,72 | 9 131,72 |
| 10 800 | 9 215,91 | 9 215,91 | 9 215,91 | 9 215,91 | 9 215,91 |
| 10 900 | 9 300,11 | 9 300,11 | 9 300,11 | 9 300,11 | 9 300,11 |
| 11 000 | 9 384,30 | 9 384,30 | 9 384,30 | 9 384,30 | 9 384,30 |
| 11 100 | 9 468,50 | 9 468,50 | 9 468,50 | 9 468,50 | 9 468,50 |
| 11 200 | 9 552,69 | 9 552,69 | 9 552,69 | 9 552,69 | 9 552,69 |
| 11 300 | 9 636,89 | 9 636,89 | 9 636,89 | 9 636,89 | 9 636,89 |
| 11 400 | 9 721,08 | 9 721,08 | 9 721,08 | 9 721,08 | 9 721,08 |
| 11 500 | 9 805,28 | 9 805,28 | 9 805,28 | 9 805,28 | 9 805,28 |
| 11 600 | 9 889,47 | 9 889,47 | 9 889,47 | 9 889,47 | 9 889,47 |
| 11 700 | 9 973,67 | 9 973,67 | 9 973,67 | 9 973,67 | 9 973,67 |
| 11 800 | 10 057,86 | 10 057,86 | 10 057,86 | 10 057,86 | 10 057,86 |
| 11 900 | 10 142,06 | 10 142,06 | 10 142,06 | 10 142,06 | 10 142,06 |
| 12 000 | 10 226,25 | 10 226,25 | 10 226,25 | 10 226,25 | 10 226,25 |
| 12 100 | 10 310,45 | 10 310,45 | 10 310,45 | 10 310,45 | 10 310,45 |
| 12 200 | 10 394,64 | 10 394,64 | 10 394,64 | 10 394,64 | 10 394,64 |
| 12 300 | 10 478,84 | 10 478,84 | 10 478,84 | 10 478,84 | 10 478,84 |
| 12 400 | 10 563,03 | 10 563,03 | 10 563,03 | 10 563,03 | 10 563,03 |
| 12 500 | 10 647,23 | 10 647,23 | 10 647,23 | 10 647,23 | 10 647,23 |
| 12 600 | 10 731,42 | 10 731,42 | 10 731,42 | 10 731,42 | 10 731,42 |
| 12 700 | 10 815,62 | 10 815,62 | 10 815,62 | 10 815,62 | 10 815,62 |
| 12 800 | 10 899,81 | 10 899,81 | 10 899,81 | 10 899,81 | 10 899,81 |
| 12 900 | 10 984,01 | 10 984,01 | 10 984,01 | 10 984,01 | 10 984,01 |
| 13 000 | 11 068,20 | 11 068,20 | 11 068,20 | 11 068,20 | 11 068,20 |
| 13 100 | 11 152,40 | 11 152,40 | 11 152,40 | 11 152,40 | 11 152,40 |
| 13 200 | 11 236,59 | 11 236,59 | 11 236,59 | 11 236,59 | 11 236,59 |
| 13 300 | 11 320,79 | 11 320,79 | 11 320,79 | 11 320,79 | 11 320,79 |
| 13 400 | 11 404,98 | 11 404,98 | 11 404,98 | 11 404,98 | 11 404,98 |
| 13 500 | 11 489,18 | 11 489,18 | 11 489,18 | 11 489,18 | 11 489,18 |
| 13 600 | 11 573,37 | 11 573,37 | 11 573,37 | 11 573,37 | 11 573,37 |
| 13 700 | 11 657,57 | 11 657,57 | 11 657,57 | 11 657,57 | 11 657,57 |
| 13 800 | 11 741,76 | 11 741,76 | 11 741,76 | 11 741,76 | 11 741,76 |
| 13 900 | 11 825,96 | 11 825,96 | 11 825,96 | 11 825,96 | 11 825,96 |
| 14 000 | 11 904,08 | 11 904,08 | 11 904,08 | 11 904,08 | 11 904,08 |
| 14 100 | 11 976,33 | 11 976,33 | 11 976,33 | 11 976,33 | 11 976,33 |
| 14 200 | 12 048,57 | 12 048,57 | 12 048,57 | 12 048,57 | 12 048,57 |
| 14 300 | 12 120,81 | 12 120,81 | 12 120,81 | 12 120,81 | 12 120,81 |
| 14 400 | 12 193,06 | 12 193,06 | 12 193,06 | 12 193,06 | 12 193,06 |
| 14 500 | 12 265,30 | 12 265,30 | 12 265,30 | 12 265,30 | 12 265,30 |
| 14 600 | 12 337,54 | 12 337,54 | 12 337,54 | 12 337,54 | 12 337,54 |
| 14 700 | 12 409,79 | 12 409,79 | 12 409,79 | 12 409,79 | 12 409,79 |
| 14 800 | 12 482,03 | 12 482,03 | 12 482,03 | 12 482,03 | 12 482,03 |
| 14 900 | 12 554,27 | 12 554,27 | 12 554,27 | 12 554,27 | 12 554,27 |
| 15 000 | 12 626,52 | 12 626,52 | 12 626,52 | 12 626,52 | 12 626,52 |

| Revenu brut annuel | Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2000) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint) | | | | |
|-----------------------|--|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et plus |
| 15 100 | 12 698,76 | 12 698,76 | 12 698,76 | 12 698,76 | 12 698,76 |
| 15 200 | 12 771,00 | 12 771,00 | 12 771,00 | 12 771,00 | 12 771,00 |
| 15 300 | 12 843,25 | 12 843,25 | 12 843,25 | 12 843,25 | 12 843,25 |
| 15 400 | 12 915,49 | 12 915,49 | 12 915,49 | 12 915,49 | 12 915,49 |
| 15 500 | 12 987,73 | 12 987,73 | 12 987,73 | 12 987,73 | 12 987,73 |
| 15 600 | 13 059,98 | 13 059,98 | 13 059,98 | 13 059,98 | 13 059,98 |
| 15 700 | 13 132,22 | 13 132,22 | 13 132,22 | 13 132,22 | 13 132,22 |
| 15 800 | 13 204,46 | 13 204,46 | 13 204,46 | 13 204,46 | 13 204,46 |
| 15 900 | 13 276,71 | 13 276,71 | 13 276,71 | 13 276,71 | 13 276,71 |
| 16 000 | 13 348,95 | 13 348,95 | 13 348,95 | 13 348,95 | 13 348,95 |
| 16 100 | 13 421,20 | 13 421,20 | 13 421,20 | 13 421,20 | 13 421,20 |
| 16 200 | 13 493,44 | 13 493,44 | 13 493,44 | 13 493,44 | 13 493,44 |
| 16 300 | 13 565,68 | 13 565,68 | 13 565,68 | 13 565,68 | 13 565,68 |
| 16 400 | 13 637,93 | 13 637,93 | 13 637,93 | 13 637,93 | 13 637,93 |
| 16 500 | 13 710,17 | 13 710,17 | 13 710,17 | 13 710,17 | 13 710,17 |
| 16 600 | 13 782,41 | 13 782,41 | 13 782,41 | 13 782,41 | 13 782,41 |
| 16 700 | 13 854,66 | 13 854,66 | 13 854,66 | 13 854,66 | 13 854,66 |
| 16 800 | 13 926,90 | 13 926,90 | 13 926,90 | 13 926,90 | 13 926,90 |
| 16 900 | 13 999,14 | 13 999,14 | 13 999,14 | 13 999,14 | 13 999,14 |
| 17 000 | 14 071,39 | 14 071,39 | 14 071,39 | 14 071,39 | 14 071,39 |
| 17 100 | 14 143,63 | 14 143,63 | 14 143,63 | 14 143,63 | 14 143,63 |
| 17 200 | 14 215,87 | 14 215,87 | 14 215,87 | 14 215,87 | 14 215,87 |
| 17 300 | 14 288,12 | 14 288,12 | 14 288,12 | 14 288,12 | 14 288,12 |
| 17 400 | 14 360,36 | 14 360,36 | 14 360,36 | 14 360,36 | 14 360,36 |
| 17 500 | 14 432,60 | 14 432,60 | 14 432,60 | 14 432,60 | 14 432,60 |
| 17 600 | 14 504,85 | 14 504,85 | 14 504,85 | 14 504,85 | 14 504,85 |
| 17 700 | 14 577,09 | 14 577,09 | 14 577,09 | 14 577,09 | 14 577,09 |
| 17 800 | 14 649,34 | 14 649,34 | 14 649,34 | 14 649,34 | 14 649,34 |
| 17 900 | 14 721,58 | 14 721,58 | 14 721,58 | 14 721,58 | 14 721,58 |
| 18 000 | 14 793,82 | 14 793,82 | 14 793,82 | 14 793,82 | 14 793,82 |
| 18 100 | 14 866,07 | 14 866,07 | 14 866,07 | 14 866,07 | 14 866,07 |
| 18 200 | 14 938,31 | 14 938,31 | 14 938,31 | 14 938,31 | 14 938,31 |
| 18 300 | 15 010,55 | 15 010,55 | 15 010,55 | 15 010,55 | 15 010,55 |
| 18 400 | 15 082,80 | 15 082,80 | 15 082,80 | 15 082,80 | 15 082,80 |
| 18 500 | 15 155,04 | 15 155,04 | 15 155,04 | 15 155,04 | 15 155,04 |
| 18 600 | 15 227,28 | 15 227,28 | 15 227,28 | 15 227,28 | 15 227,28 |
| 18 700 | 15 299,53 | 15 299,53 | 15 299,53 | 15 299,53 | 15 299,53 |
| 18 800 | 15 371,77 | 15 371,77 | 15 371,77 | 15 371,77 | 15 371,77 |
| 18 900 | 15 444,01 | 15 444,01 | 15 444,01 | 15 444,01 | 15 444,01 |
| 19 000 | 15 516,26 | 15 516,26 | 15 516,26 | 15 516,26 | 15 516,26 |
| 19 100 | 15 588,50 | 15 588,50 | 15 588,50 | 15 588,50 | 15 588,50 |
| 19 200 | 15 660,74 | 15 660,74 | 15 660,74 | 15 660,74 | 15 660,74 |
| 19 300 | 15 732,99 | 15 732,99 | 15 732,99 | 15 732,99 | 15 732,99 |
| 19 400 | 15 805,23 | 15 805,23 | 15 805,23 | 15 805,23 | 15 805,23 |
| 19 500 | 15 871,99 | 15 877,48 | 15 877,48 | 15 877,48 | 15 877,48 |
| 19 600 | 15 926,23 | 15 949,72 | 15 949,72 | 15 949,72 | 15 949,72 |
| 19 700 | 15 980,47 | 16 021,96 | 16 021,96 | 16 021,96 | 16 021,96 |
| 19 800 | 16 034,72 | 16 094,21 | 16 094,21 | 16 094,21 | 16 094,21 |
| 19 900 | 16 088,96 | 16 166,45 | 16 166,45 | 16 166,45 | 16 166,45 |
| 20 000 | 16 143,20 | 16 238,69 | 16 238,69 | 16 238,69 | 16 238,69 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)****Travailleur avec conjoint à charge****Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)**

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 20 100 | 16 197,45 | 16 310,94 | 16 310,94 | 16 310,94 | 16 310,94 |
| 20 200 | 16 251,69 | 16 383,18 | 16 383,18 | 16 383,18 | 16 383,18 |
| 20 300 | 16 305,93 | 16 455,42 | 16 455,42 | 16 455,42 | 16 455,42 |
| 20 400 | 16 360,18 | 16 527,67 | 16 527,67 | 16 527,67 | 16 527,67 |
| 20 500 | 16 414,42 | 16 599,91 | 16 599,91 | 16 599,91 | 16 599,91 |
| 20 600 | 16 468,66 | 16 672,15 | 16 672,15 | 16 672,15 | 16 672,15 |
| 20 700 | 16 522,91 | 16 744,40 | 16 744,40 | 16 744,40 | 16 744,40 |
| 20 800 | 16 577,15 | 16 816,64 | 16 816,64 | 16 816,64 | 16 816,64 |
| 20 900 | 16 631,39 | 16 888,88 | 16 888,88 | 16 888,88 | 16 888,88 |
| 21 000 | 16 685,64 | 16 961,13 | 16 961,13 | 16 961,13 | 16 961,13 |
| 21 100 | 16 739,88 | 17 033,37 | 17 033,37 | 17 033,37 | 17 033,37 |
| 21 200 | 16 794,13 | 17 105,62 | 17 105,62 | 17 105,62 | 17 105,62 |
| 21 300 | 16 848,37 | 17 177,86 | 17 177,86 | 17 177,86 | 17 177,86 |
| 21 400 | 16 902,61 | 17 250,10 | 17 250,10 | 17 250,10 | 17 250,10 |
| 21 500 | 16 956,86 | 17 322,35 | 17 322,35 | 17 322,35 | 17 322,35 |
| 21 600 | 17 011,10 | 17 394,59 | 17 394,59 | 17 394,59 | 17 394,59 |
| 21 700 | 17 065,34 | 17 466,83 | 17 466,83 | 17 466,83 | 17 466,83 |
| 21 800 | 17 119,59 | 17 539,08 | 17 539,08 | 17 539,08 | 17 539,08 |
| 21 900 | 17 173,83 | 17 611,32 | 17 611,32 | 17 611,32 | 17 611,32 |
| 22 000 | 17 228,07 | 17 683,56 | 17 683,56 | 17 683,56 | 17 683,56 |
| 22 100 | 17 282,32 | 17 755,81 | 17 755,81 | 17 755,81 | 17 755,81 |
| 22 200 | 17 336,56 | 17 828,05 | 17 828,05 | 17 828,05 | 17 828,05 |
| 22 300 | 17 390,80 | 17 900,29 | 17 900,29 | 17 900,29 | 17 900,29 |
| 22 400 | 17 445,05 | 17 972,54 | 17 972,54 | 17 972,54 | 17 972,54 |
| 22 500 | 17 499,29 | 18 044,78 | 18 044,78 | 18 044,78 | 18 044,78 |
| 22 600 | 17 553,53 | 18 117,02 | 18 117,02 | 18 117,02 | 18 117,02 |
| 22 700 | 17 607,78 | 18 189,27 | 18 189,27 | 18 189,27 | 18 189,27 |
| 22 800 | 17 662,02 | 18 261,51 | 18 261,51 | 18 261,51 | 18 261,51 |
| 22 900 | 17 716,26 | 18 333,75 | 18 333,75 | 18 333,75 | 18 333,75 |
| 23 000 | 17 770,51 | 18 406,00 | 18 406,00 | 18 406,00 | 18 406,00 |
| 23 100 | 17 824,75 | 18 478,24 | 18 478,24 | 18 478,24 | 18 478,24 |
| 23 200 | 17 879,00 | 18 550,49 | 18 550,49 | 18 550,49 | 18 550,49 |
| 23 300 | 17 933,24 | 18 622,73 | 18 622,73 | 18 622,73 | 18 622,73 |
| 23 400 | 17 987,48 | 18 694,97 | 18 694,97 | 18 694,97 | 18 694,97 |
| 23 500 | 18 041,73 | 18 767,22 | 18 767,22 | 18 767,22 | 18 767,22 |
| 23 600 | 18 095,97 | 18 839,46 | 18 839,46 | 18 839,46 | 18 839,46 |
| 23 700 | 18 150,21 | 18 911,70 | 18 911,70 | 18 911,70 | 18 911,70 |
| 23 800 | 18 204,46 | 18 983,95 | 18 983,95 | 18 983,95 | 18 983,95 |
| 23 900 | 18 258,70 | 19 056,19 | 19 056,19 | 19 056,19 | 19 056,19 |
| 24 000 | 18 312,94 | 19 128,43 | 19 128,43 | 19 128,43 | 19 128,43 |
| 24 100 | 18 367,19 | 19 200,68 | 19 200,68 | 19 200,68 | 19 200,68 |
| 24 200 | 18 421,43 | 19 272,92 | 19 272,92 | 19 272,92 | 19 272,92 |
| 24 300 | 18 475,67 | 19 345,16 | 19 345,16 | 19 345,16 | 19 345,16 |
| 24 400 | 18 529,92 | 19 417,41 | 19 417,41 | 19 417,41 | 19 417,41 |
| 24 500 | 18 584,16 | 19 489,65 | 19 489,65 | 19 489,65 | 19 489,65 |
| 24 600 | 18 638,40 | 19 561,89 | 19 561,89 | 19 561,89 | 19 561,89 |
| 24 700 | 18 692,65 | 19 634,14 | 19 634,14 | 19 634,14 | 19 634,14 |
| 24 800 | 18 746,89 | 19 706,38 | 19 706,38 | 19 706,38 | 19 706,38 |
| 24 900 | 18 801,14 | 19 778,63 | 19 778,63 | 19 778,63 | 19 778,63 |
| 25 000 | 18 855,38 | 19 850,87 | 19 850,87 | 19 850,87 | 19 850,87 |

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)**
Travailleur avec conjoint à charge
Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 25 100 | 18 906,92 | 19 923,11 | 19 923,11 | 19 923,11 | 19 923,11 |
| 25 200 | 18 958,47 | 19 995,36 | 19 995,36 | 19 995,36 | 19 995,36 |
| 25 300 | 19 010,01 | 20 067,60 | 20 067,60 | 20 067,60 | 20 067,60 |
| 25 400 | 19 061,55 | 20 139,84 | 20 139,84 | 20 139,84 | 20 139,84 |
| 25 500 | 19 113,10 | 20 212,09 | 20 212,09 | 20 212,09 | 20 212,09 |
| 25 600 | 19 164,64 | 20 284,33 | 20 284,33 | 20 284,33 | 20 284,33 |
| 25 700 | 19 216,18 | 20 356,57 | 20 356,57 | 20 356,57 | 20 356,57 |
| 25 800 | 19 267,73 | 20 428,82 | 20 428,82 | 20 428,82 | 20 428,82 |
| 25 900 | 19 319,27 | 20 501,06 | 20 501,06 | 20 501,06 | 20 501,06 |
| 26 000 | 19 370,81 | 20 573,30 | 20 573,30 | 20 573,30 | 20 573,30 |
| 26 100 | 19 422,36 | 20 645,55 | 20 645,55 | 20 645,55 | 20 645,55 |
| 26 200 | 19 473,90 | 20 717,79 | 20 717,79 | 20 717,79 | 20 717,79 |
| 26 300 | 19 525,44 | 20 790,03 | 20 790,03 | 20 790,03 | 20 790,03 |
| 26 400 | 19 576,99 | 20 862,28 | 20 862,28 | 20 862,28 | 20 862,28 |
| 26 500 | 19 628,53 | 20 934,52 | 20 934,52 | 20 934,52 | 20 934,52 |
| 26 600 | 19 680,08 | 21 006,77 | 21 006,77 | 21 006,77 | 21 006,77 |
| 26 700 | 19 731,62 | 21 079,01 | 21 079,01 | 21 079,01 | 21 079,01 |
| 26 800 | 19 783,16 | 21 151,25 | 21 151,25 | 21 151,25 | 21 151,25 |
| 26 900 | 19 834,71 | 21 223,50 | 21 223,50 | 21 223,50 | 21 223,50 |
| 27 000 | 19 886,25 | 21 295,74 | 21 295,74 | 21 295,74 | 21 295,74 |
| 27 100 | 19 937,79 | 21 367,98 | 21 367,98 | 21 367,98 | 21 367,98 |
| 27 200 | 19 989,34 | 21 440,23 | 21 440,23 | 21 440,23 | 21 440,23 |
| 27 300 | 20 040,88 | 21 512,47 | 21 512,47 | 21 512,47 | 21 512,47 |
| 27 400 | 20 092,42 | 21 584,71 | 21 584,71 | 21 584,71 | 21 584,71 |
| 27 500 | 20 143,97 | 21 656,96 | 21 656,96 | 21 656,96 | 21 656,96 |
| 27 600 | 20 195,51 | 21 729,20 | 21 729,20 | 21 729,20 | 21 729,20 |
| 27 700 | 20 247,05 | 21 801,44 | 21 801,44 | 21 801,44 | 21 801,44 |
| 27 800 | 20 298,60 | 21 873,69 | 21 873,69 | 21 873,69 | 21 873,69 |
| 27 900 | 20 350,14 | 21 945,93 | 21 945,93 | 21 945,93 | 21 945,93 |
| 28 000 | 20 401,68 | 22 018,17 | 22 018,17 | 22 018,17 | 22 018,17 |
| 28 100 | 20 453,23 | 22 090,42 | 22 090,42 | 22 090,42 | 22 090,42 |
| 28 200 | 20 504,77 | 22 162,66 | 22 162,66 | 22 162,66 | 22 162,66 |
| 28 300 | 20 556,31 | 22 234,90 | 22 234,90 | 22 234,90 | 22 234,90 |
| 28 400 | 20 607,86 | 22 307,15 | 22 307,15 | 22 307,15 | 22 307,15 |
| 28 500 | 20 659,40 | 22 379,39 | 22 379,39 | 22 379,39 | 22 379,39 |
| 28 600 | 20 710,95 | 22 451,64 | 22 451,64 | 22 451,64 | 22 451,64 |
| 28 700 | 20 762,49 | 22 504,89 | 22 523,88 | 22 523,88 | 22 523,88 |
| 28 800 | 20 814,03 | 22 551,03 | 22 596,12 | 22 596,12 | 22 596,12 |
| 28 900 | 20 865,58 | 22 597,18 | 22 668,37 | 22 668,37 | 22 668,37 |
| 29 000 | 20 917,12 | 22 643,32 | 22 740,61 | 22 740,61 | 22 740,61 |
| 29 100 | 20 968,66 | 22 689,46 | 22 812,85 | 22 812,85 | 22 812,85 |
| 29 200 | 21 020,21 | 22 735,61 | 22 885,10 | 22 885,10 | 22 885,10 |
| 29 300 | 21 071,75 | 22 781,75 | 22 957,34 | 22 957,34 | 22 957,34 |
| 29 400 | 21 123,29 | 22 827,89 | 23 029,58 | 23 029,58 | 23 029,58 |
| 29 500 | 21 174,84 | 22 874,04 | 23 101,83 | 23 101,83 | 23 101,83 |
| 29 600 | 21 225,70 | 22 919,50 | 23 173,39 | 23 173,39 | 23 173,39 |
| 29 700 | 21 270,48 | 22 958,88 | 23 238,87 | 23 238,87 | 23 238,87 |
| 29 800 | 21 315,26 | 22 998,26 | 23 304,35 | 23 304,35 | 23 304,35 |
| 29 900 | 21 360,04 | 23 037,64 | 23 369,83 | 23 369,83 | 23 369,83 |
| 30 000 | 21 404,82 | 23 077,02 | 23 435,31 | 23 435,31 | 23 435,31 |

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)

Travailleur avec conjoint à charge

Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 30 100 | 21 449,60 | 23 116,40 | 23 500,79 | 23 500,79 | 23 500,79 |
| 30 200 | 21 494,38 | 23 155,78 | 23 566,27 | 23 566,27 | 23 566,27 |
| 30 300 | 21 539,16 | 23 195,16 | 23 631,75 | 23 631,75 | 23 631,75 |
| 30 400 | 21 583,94 | 23 234,54 | 23 697,23 | 23 697,23 | 23 697,23 |
| 30 500 | 21 628,72 | 23 273,92 | 23 762,71 | 23 762,71 | 23 762,71 |
| 30 600 | 21 673,50 | 23 313,30 | 23 810,10 | 23 828,19 | 23 828,19 |
| 30 700 | 21 718,28 | 23 352,68 | 23 849,48 | 23 893,67 | 23 893,67 |
| 30 800 | 21 763,06 | 23 392,06 | 23 888,86 | 23 959,15 | 23 959,15 |
| 30 900 | 21 807,84 | 23 431,44 | 23 928,24 | 24 024,63 | 24 024,63 |
| 31 000 | 21 852,62 | 23 470,82 | 23 967,62 | 24 090,11 | 24 090,11 |
| 31 100 | 21 897,40 | 23 510,20 | 24 007,00 | 24 155,59 | 24 155,59 |
| 31 200 | 21 942,18 | 23 549,58 | 24 046,38 | 24 221,07 | 24 221,07 |
| 31 300 | 21 986,96 | 23 588,96 | 24 085,76 | 24 286,55 | 24 286,55 |
| 31 400 | 22 031,74 | 23 628,34 | 24 125,14 | 24 352,03 | 24 352,03 |
| 31 500 | 22 076,52 | 23 667,72 | 24 164,52 | 24 417,51 | 24 417,51 |
| 31 600 | 22 121,30 | 23 707,10 | 24 203,90 | 24 482,99 | 24 482,99 |
| 31 700 | 22 166,08 | 23 746,48 | 24 243,28 | 24 548,47 | 24 548,47 |
| 31 800 | 22 210,86 | 23 785,86 | 24 282,66 | 24 613,95 | 24 613,95 |
| 31 900 | 22 255,64 | 23 825,24 | 24 322,04 | 24 679,43 | 24 679,43 |
| 32 000 | 22 300,42 | 23 864,62 | 24 361,42 | 24 744,91 | 24 744,91 |
| 32 100 | 22 345,20 | 23 904,00 | 24 400,80 | 24 810,39 | 24 810,39 |
| 32 200 | 22 389,98 | 23 943,38 | 24 440,18 | 24 875,87 | 24 875,87 |
| 32 300 | 22 434,76 | 23 982,76 | 24 479,56 | 24 941,35 | 24 941,35 |
| 32 400 | 22 479,54 | 24 022,14 | 24 518,94 | 25 006,83 | 25 006,83 |
| 32 500 | 22 524,32 | 24 061,52 | 24 558,32 | 25 055,12 | 25 072,31 |
| 32 600 | 22 569,10 | 24 100,90 | 24 597,70 | 25 094,50 | 25 137,79 |
| 32 700 | 22 613,88 | 24 140,28 | 24 637,08 | 25 133,88 | 25 203,27 |
| 32 800 | 22 658,67 | 24 179,67 | 24 676,47 | 25 173,27 | 25 268,76 |
| 32 900 | 22 703,45 | 24 219,05 | 24 715,85 | 25 212,65 | 25 334,24 |
| 33 000 | 22 748,23 | 24 258,43 | 24 755,23 | 25 252,03 | 25 399,72 |
| 33 100 | 22 793,01 | 24 297,81 | 24 794,61 | 25 291,41 | 25 465,20 |
| 33 200 | 22 837,79 | 24 337,19 | 24 833,99 | 25 330,79 | 25 530,68 |
| 33 300 | 22 882,57 | 24 376,57 | 24 873,37 | 25 370,17 | 25 596,16 |
| 33 400 | 22 927,35 | 24 415,95 | 24 912,75 | 25 409,55 | 25 661,64 |
| 33 500 | 22 972,13 | 24 455,33 | 24 952,13 | 25 448,93 | 25 727,12 |
| 33 600 | 23 016,91 | 24 494,71 | 24 991,51 | 25 488,31 | 25 792,60 |
| 33 700 | 23 061,69 | 24 534,09 | 25 030,89 | 25 527,69 | 25 858,08 |
| 33 800 | 23 106,47 | 24 573,47 | 25 070,27 | 25 567,07 | 25 923,56 |
| 33 900 | 23 151,25 | 24 612,85 | 25 109,65 | 25 606,45 | 25 989,04 |
| 34 000 | 23 196,03 | 24 652,23 | 25 149,03 | 25 645,83 | 26 054,52 |
| 34 100 | 23 240,81 | 24 691,61 | 25 188,41 | 25 685,21 | 26 120,00 |
| 34 200 | 23 285,59 | 24 730,99 | 25 227,79 | 25 724,59 | 26 185,48 |
| 34 300 | 23 330,37 | 24 770,37 | 25 267,17 | 25 763,97 | 26 250,96 |
| 34 400 | 23 375,15 | 24 809,75 | 25 306,55 | 25 803,35 | 26 300,15 |
| 34 500 | 23 419,93 | 24 849,13 | 25 345,93 | 25 842,73 | 26 339,53 |
| 34 600 | 23 464,71 | 24 888,51 | 25 385,31 | 25 882,11 | 26 378,91 |
| 34 700 | 23 509,49 | 24 927,89 | 25 424,69 | 25 921,49 | 26 418,29 |
| 34 800 | 23 554,27 | 24 967,27 | 25 464,07 | 25 960,87 | 26 457,67 |
| 34 900 | 23 599,05 | 25 006,65 | 25 503,45 | 26 000,25 | 26 497,05 |
| 35 000 | 23 643,83 | 25 046,03 | 25 542,83 | 26 039,63 | 26 536,43 |

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint à charge
Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 35 100 | 23 688,61 | 25 085,41 | 25 582,21 | 26 079,01 | 26 575,81 |
| 35 200 | 23 733,39 | 25 124,79 | 25 621,59 | 26 118,39 | 26 615,19 |
| 35 300 | 23 778,17 | 25 164,17 | 25 660,97 | 26 157,77 | 26 654,57 |
| 35 400 | 23 822,95 | 25 203,55 | 25 700,35 | 26 197,15 | 26 693,95 |
| 35 500 | 23 867,73 | 25 242,93 | 25 739,73 | 26 236,53 | 26 733,33 |
| 35 600 | 23 912,51 | 25 282,31 | 25 779,11 | 26 275,91 | 26 772,71 |
| 35 700 | 23 957,29 | 25 321,69 | 25 818,49 | 26 315,29 | 26 812,09 |
| 35 800 | 24 002,07 | 25 361,07 | 25 857,87 | 26 354,67 | 26 851,47 |
| 35 900 | 24 046,85 | 25 400,45 | 25 897,25 | 26 394,05 | 26 890,85 |
| 36 000 | 24 091,63 | 25 439,83 | 25 936,63 | 26 433,43 | 26 930,23 |
| 36 100 | 24 136,41 | 25 479,21 | 25 976,01 | 26 472,81 | 26 969,61 |
| 36 200 | 24 181,19 | 25 518,59 | 26 015,39 | 26 512,19 | 27 008,99 |
| 36 300 | 24 225,97 | 25 557,97 | 26 054,77 | 26 551,57 | 27 048,37 |
| 36 400 | 24 270,75 | 25 597,35 | 26 094,15 | 26 590,95 | 27 087,75 |
| 36 500 | 24 315,53 | 25 636,73 | 26 133,53 | 26 630,33 | 27 127,13 |
| 36 600 | 24 360,31 | 25 676,11 | 26 172,91 | 26 669,71 | 27 166,51 |
| 36 700 | 24 405,09 | 25 715,49 | 26 212,29 | 26 709,09 | 27 205,89 |
| 36 800 | 24 449,87 | 25 754,87 | 26 251,67 | 26 748,47 | 27 245,27 |
| 36 900 | 24 494,65 | 25 794,25 | 26 291,05 | 26 787,85 | 27 284,65 |
| 37 000 | 24 539,43 | 25 833,63 | 26 330,43 | 26 827,23 | 27 324,03 |
| 37 100 | 24 584,21 | 25 873,01 | 26 369,81 | 26 866,61 | 27 363,41 |
| 37 200 | 24 628,99 | 25 912,39 | 26 409,19 | 26 905,99 | 27 402,79 |
| 37 300 | 24 673,77 | 25 951,77 | 26 448,57 | 26 945,37 | 27 442,17 |
| 37 400 | 24 718,55 | 25 991,15 | 26 487,95 | 26 984,75 | 27 481,55 |
| 37 500 | 24 766,34 | 26 033,54 | 26 530,34 | 27 027,14 | 27 523,94 |
| 37 600 | 24 814,13 | 26 075,93 | 26 572,73 | 27 069,53 | 27 566,33 |
| 37 700 | 24 861,92 | 26 118,32 | 26 615,12 | 27 111,92 | 27 608,72 |
| 37 800 | 24 909,71 | 26 160,71 | 26 657,51 | 27 154,31 | 27 651,11 |
| 37 900 | 24 957,50 | 26 203,10 | 26 699,90 | 27 196,70 | 27 693,50 |
| 38 000 | 25 005,30 | 26 245,50 | 26 742,30 | 27 239,10 | 27 735,90 |
| 38 100 | 25 053,09 | 26 287,89 | 26 784,69 | 27 281,49 | 27 778,29 |
| 38 200 | 25 100,88 | 26 330,28 | 26 827,08 | 27 323,88 | 27 820,68 |
| 38 300 | 25 148,67 | 26 372,67 | 26 869,47 | 27 366,27 | 27 863,07 |
| 38 400 | 25 196,46 | 26 415,06 | 26 911,86 | 27 408,66 | 27 905,46 |
| 38 500 | 25 244,26 | 26 457,46 | 26 954,26 | 27 451,06 | 27 947,86 |
| 38 600 | 25 292,05 | 26 499,85 | 26 996,65 | 27 493,45 | 27 990,25 |
| 38 700 | 25 339,84 | 26 542,24 | 27 039,04 | 27 535,84 | 28 032,64 |
| 38 800 | 25 387,63 | 26 584,63 | 27 081,43 | 27 578,23 | 28 075,03 |
| 38 900 | 25 435,42 | 26 627,02 | 27 123,82 | 27 620,62 | 28 117,42 |
| 39 000 | 25 483,21 | 26 669,41 | 27 166,21 | 27 663,01 | 28 159,81 |
| 39 100 | 25 532,98 | 26 713,78 | 27 210,58 | 27 707,38 | 28 204,18 |
| 39 200 | 25 582,74 | 26 758,14 | 27 254,94 | 27 751,74 | 28 248,54 |
| 39 300 | 25 632,50 | 26 802,50 | 27 299,30 | 27 796,10 | 28 292,90 |
| 39 400 | 25 682,26 | 26 846,86 | 27 343,66 | 27 840,46 | 28 337,26 |
| 39 500 | 25 732,02 | 26 891,22 | 27 388,02 | 27 884,82 | 28 381,62 |
| 39 600 | 25 781,78 | 26 935,58 | 27 432,38 | 27 929,18 | 28 425,98 |
| 39 700 | 25 831,54 | 26 979,94 | 27 476,74 | 27 973,54 | 28 470,34 |
| 39 800 | 25 881,30 | 27 024,30 | 27 521,10 | 28 017,90 | 28 514,70 |
| 39 900 | 25 931,06 | 27 068,66 | 27 565,46 | 28 062,26 | 28 559,06 |
| 40 000 | 25 980,82 | 27 113,02 | 27 609,82 | 28 106,62 | 28 603,42 |

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)

Travailleur avec conjoint à charge

Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 40 100 | 26 030,59 | 27 157,39 | 27 654,19 | 28 150,99 | 28 647,79 |
| 40 200 | 26 080,35 | 27 201,75 | 27 698,55 | 28 195,35 | 28 692,15 |
| 40 300 | 26 130,11 | 27 246,11 | 27 742,91 | 28 239,71 | 28 736,51 |
| 40 400 | 26 179,87 | 27 290,47 | 27 787,27 | 28 284,07 | 28 780,87 |
| 40 500 | 26 229,63 | 27 334,83 | 27 831,63 | 28 328,43 | 28 825,23 |
| 40 600 | 26 279,39 | 27 379,19 | 27 875,99 | 28 372,79 | 28 869,59 |
| 40 700 | 26 329,15 | 27 423,55 | 27 920,35 | 28 417,15 | 28 913,95 |
| 40 800 | 26 378,91 | 27 467,91 | 27 964,71 | 28 461,51 | 28 958,31 |
| 40 900 | 26 428,67 | 27 512,27 | 28 009,07 | 28 505,87 | 29 002,67 |
| 41 000 | 26 478,43 | 27 556,63 | 28 053,43 | 28 550,23 | 29 047,03 |
| 41 100 | 26 528,20 | 27 601,00 | 28 097,80 | 28 594,60 | 29 091,40 |
| 41 200 | 26 577,96 | 27 645,36 | 28 142,16 | 28 638,96 | 29 135,76 |
| 41 300 | 26 627,72 | 27 689,72 | 28 186,52 | 28 683,32 | 29 180,12 |
| 41 400 | 26 677,48 | 27 734,08 | 28 230,88 | 28 727,68 | 29 224,48 |
| 41 500 | 26 727,24 | 27 778,44 | 28 275,24 | 28 772,04 | 29 268,84 |
| 41 600 | 26 777,00 | 27 822,80 | 28 319,60 | 28 816,40 | 29 313,20 |
| 41 700 | 26 826,76 | 27 867,16 | 28 363,96 | 28 860,76 | 29 357,56 |
| 41 800 | 26 876,52 | 27 911,52 | 28 408,32 | 28 905,12 | 29 401,92 |
| 41 900 | 26 926,28 | 27 955,88 | 28 452,68 | 28 949,48 | 29 446,28 |
| 42 000 | 26 976,04 | 28 000,24 | 28 497,04 | 28 993,84 | 29 490,64 |
| 42 100 | 27 025,81 | 28 044,61 | 28 541,41 | 29 038,21 | 29 535,01 |
| 42 200 | 27 075,57 | 28 088,97 | 28 585,77 | 29 082,57 | 29 579,37 |
| 42 300 | 27 125,33 | 28 133,33 | 28 630,13 | 29 126,93 | 29 623,73 |
| 42 400 | 27 175,09 | 28 177,69 | 28 674,49 | 29 171,29 | 29 668,09 |
| 42 500 | 27 224,85 | 28 222,05 | 28 718,85 | 29 215,65 | 29 712,45 |
| 42 600 | 27 274,61 | 28 266,41 | 28 763,21 | 29 260,01 | 29 756,81 |
| 42 700 | 27 324,37 | 28 310,77 | 28 807,57 | 29 304,37 | 29 801,17 |
| 42 800 | 27 374,13 | 28 355,13 | 28 851,93 | 29 348,73 | 29 845,53 |
| 42 900 | 27 423,89 | 28 399,49 | 28 896,29 | 29 393,09 | 29 889,89 |
| 43 000 | 27 473,65 | 28 443,85 | 28 940,65 | 29 437,45 | 29 934,25 |
| 43 100 | 27 523,42 | 28 488,22 | 28 985,02 | 29 481,82 | 29 978,62 |
| 43 200 | 27 573,18 | 28 532,58 | 29 029,38 | 29 526,18 | 30 022,98 |
| 43 300 | 27 622,94 | 28 576,94 | 29 073,74 | 29 570,54 | 30 067,34 |
| 43 400 | 27 672,70 | 28 621,30 | 29 118,10 | 29 614,90 | 30 111,70 |
| 43 500 | 27 722,46 | 28 665,66 | 29 162,46 | 29 659,26 | 30 156,06 |
| 43 600 | 27 772,22 | 28 710,02 | 29 206,82 | 29 703,62 | 30 200,42 |
| 43 700 | 27 821,98 | 28 754,38 | 29 251,18 | 29 747,98 | 30 244,78 |
| 43 800 | 27 871,74 | 28 798,74 | 29 295,54 | 29 792,34 | 30 289,14 |
| 43 900 | 27 921,50 | 28 843,10 | 29 339,90 | 29 836,70 | 30 333,50 |
| 44 000 | 27 971,26 | 28 887,46 | 29 384,26 | 29 881,06 | 30 377,86 |
| 44 100 | 28 021,03 | 28 931,83 | 29 428,63 | 29 925,43 | 30 422,23 |
| 44 200 | 28 070,79 | 28 976,19 | 29 472,99 | 29 969,79 | 30 466,59 |
| 44 300 | 28 120,55 | 29 020,55 | 29 517,35 | 30 014,15 | 30 510,95 |
| 44 400 | 28 170,31 | 29 064,91 | 29 561,71 | 30 058,51 | 30 555,31 |
| 44 500 | 28 220,07 | 29 109,27 | 29 606,07 | 30 102,87 | 30 599,67 |
| 44 600 | 28 269,83 | 29 153,63 | 29 650,43 | 30 147,23 | 30 644,03 |
| 44 700 | 28 319,59 | 29 197,99 | 29 694,79 | 30 191,59 | 30 688,39 |
| 44 800 | 28 369,35 | 29 242,35 | 29 739,15 | 30 235,95 | 30 732,75 |
| 44 900 | 28 419,11 | 29 286,71 | 29 783,51 | 30 280,31 | 30 777,11 |
| 45 000 | 28 468,87 | 29 331,07 | 29 827,87 | 30 324,67 | 30 821,47 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint à charge
Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)**

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 45 100 | 28 518,64 | 29 375,44 | 29 872,24 | 30 369,04 | 30 865,84 |
| 45 200 | 28 568,40 | 29 419,80 | 29 916,60 | 30 413,40 | 30 910,20 |
| 45 300 | 28 618,16 | 29 464,16 | 29 960,96 | 30 457,76 | 30 954,56 |
| 45 400 | 28 667,92 | 29 508,52 | 30 005,32 | 30 502,12 | 30 998,92 |
| 45 500 | 28 717,68 | 29 552,88 | 30 049,68 | 30 546,48 | 31 043,28 |
| 45 600 | 28 767,44 | 29 597,24 | 30 094,04 | 30 590,84 | 31 087,64 |
| 45 700 | 28 817,20 | 29 641,60 | 30 138,40 | 30 635,20 | 31 132,00 |
| 45 800 | 28 866,96 | 29 685,96 | 30 182,76 | 30 679,56 | 31 176,36 |
| 45 900 | 28 916,72 | 29 730,32 | 30 227,12 | 30 723,92 | 31 220,72 |
| 46 000 | 28 966,48 | 29 774,68 | 30 271,48 | 30 768,28 | 31 265,08 |
| 46 100 | 29 016,25 | 29 819,05 | 30 315,85 | 30 812,65 | 31 309,45 |
| 46 200 | 29 066,01 | 29 863,41 | 30 360,21 | 30 857,01 | 31 353,81 |
| 46 300 | 29 115,77 | 29 907,77 | 30 404,57 | 30 901,37 | 31 398,17 |
| 46 400 | 29 165,53 | 29 952,13 | 30 448,93 | 30 945,73 | 31 442,53 |
| 46 500 | 29 215,29 | 29 996,49 | 30 493,29 | 30 990,09 | 31 486,89 |
| 46 600 | 29 265,05 | 30 040,85 | 30 537,65 | 31 034,45 | 31 531,25 |
| 46 700 | 29 314,81 | 30 085,21 | 30 582,01 | 31 078,81 | 31 575,61 |
| 46 800 | 29 364,57 | 30 129,57 | 30 626,37 | 31 123,17 | 31 619,97 |
| 46 900 | 29 414,33 | 30 173,93 | 30 670,73 | 31 167,53 | 31 664,33 |
| 47 000 | 29 464,09 | 30 218,29 | 30 715,09 | 31 211,89 | 31 708,69 |
| 47 100 | 29 513,86 | 30 262,66 | 30 759,46 | 31 256,26 | 31 753,06 |
| 47 200 | 29 563,62 | 30 307,02 | 30 803,82 | 31 300,62 | 31 797,42 |
| 47 300 | 29 613,38 | 30 351,38 | 30 848,18 | 31 344,98 | 31 841,78 |
| 47 400 | 29 663,14 | 30 395,74 | 30 892,54 | 31 389,34 | 31 886,14 |
| 47 500 | 29 712,90 | 30 440,10 | 30 936,90 | 31 433,70 | 31 930,50 |
| 47 600 | 29 762,66 | 30 484,46 | 30 981,26 | 31 478,06 | 31 974,86 |
| 47 700 | 29 812,42 | 30 528,82 | 31 025,62 | 31 522,42 | 32 019,22 |
| 47 800 | 29 862,18 | 30 573,18 | 31 069,98 | 31 566,78 | 32 063,58 |
| 47 900 | 29 911,94 | 30 617,54 | 31 114,34 | 31 611,14 | 32 107,94 |
| 48 000 | 29 961,70 | 30 661,90 | 31 158,70 | 31 655,50 | 32 152,30 |
| 48 100 | 30 011,47 | 30 706,27 | 31 203,07 | 31 699,87 | 32 196,67 |
| 48 200 | 30 061,23 | 30 750,63 | 31 247,43 | 31 744,23 | 32 241,03 |
| 48 300 | 30 110,99 | 30 794,99 | 31 291,79 | 31 788,59 | 32 285,39 |
| 48 400 | 30 160,75 | 30 839,35 | 31 336,15 | 31 832,95 | 32 329,75 |
| 48 500 | 30 210,51 | 30 883,71 | 31 380,51 | 31 877,31 | 32 374,11 |
| 48 600 | 30 260,27 | 30 928,07 | 31 424,87 | 31 921,67 | 32 418,47 |
| 48 700 | 30 310,03 | 30 972,43 | 31 469,23 | 31 966,03 | 32 462,83 |
| 48 800 | 30 359,79 | 31 016,79 | 31 513,59 | 32 010,39 | 32 507,19 |
| 48 900 | 30 409,55 | 31 061,15 | 31 557,95 | 32 054,75 | 32 551,55 |
| 49 000 | 30 459,31 | 31 105,51 | 31 602,31 | 32 099,11 | 32 595,91 |
| 49 100 | 30 509,08 | 31 149,88 | 31 646,68 | 32 143,48 | 32 640,28 |
| 49 200 | 30 558,84 | 31 194,24 | 31 691,04 | 32 187,84 | 32 684,64 |
| 49 300 | 30 608,60 | 31 238,60 | 31 735,40 | 32 232,20 | 32 729,00 |
| 49 400 | 30 658,36 | 31 282,96 | 31 779,76 | 32 276,56 | 32 773,36 |
| 49 500 | 30 708,12 | 31 327,32 | 31 824,12 | 32 320,92 | 32 817,72 |
| 49 600 | 30 757,88 | 31 371,68 | 31 868,48 | 32 365,28 | 32 862,08 |
| 49 700 | 30 807,64 | 31 416,04 | 31 912,84 | 32 409,64 | 32 906,44 |
| 49 800 | 30 857,40 | 31 460,40 | 31 957,20 | 32 454,00 | 32 950,80 |
| 49 900 | 30 907,16 | 31 504,76 | 32 001,56 | 32 498,36 | 32 995,16 |
| 50 000 | 30 956,92 | 31 549,12 | 32 045,92 | 32 542,72 | 33 039,52 |

| Revenu brut annuel | Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2000) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint) | | | | |
|-----------------------|--|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et plus |
| 50 100 | 31 003,99 | 31 590,79 | 32 087,59 | 32 584,39 | 33 081,19 |
| 50 200 | 31 051,05 | 31 632,45 | 32 129,25 | 32 626,05 | 33 122,85 |
| 50 300 | 31 098,11 | 31 674,11 | 32 170,91 | 32 667,71 | 33 164,51 |
| 50 400 | 31 145,17 | 31 715,77 | 32 212,57 | 32 709,37 | 33 206,17 |
| 50 500 | 31 192,23 | 31 757,43 | 32 254,23 | 32 751,03 | 33 247,83 |

| Revenu brut annuel | Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2000) Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes à charge | | | | |
|-----------------------|---|----------|----------|----------|-----------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
| 100 | 87,71 | 87,71 | 87,71 | 87,71 | 87,71 |
| 200 | 175,41 | 175,41 | 175,41 | 175,41 | 175,41 |
| 300 | 263,12 | 263,12 | 263,12 | 263,12 | 263,12 |
| 400 | 350,82 | 350,82 | 350,82 | 350,82 | 350,82 |
| 500 | 438,53 | 438,53 | 438,53 | 438,53 | 438,53 |
| 600 | 526,23 | 526,23 | 526,23 | 526,23 | 526,23 |
| 700 | 613,94 | 613,94 | 613,94 | 613,94 | 613,94 |
| 800 | 701,64 | 701,64 | 701,64 | 701,64 | 701,64 |
| 900 | 789,35 | 789,35 | 789,35 | 789,35 | 789,35 |
| 1 000 | 877,05 | 877,05 | 877,05 | 877,05 | 877,05 |
| 1 100 | 964,76 | 964,76 | 964,76 | 964,76 | 964,76 |
| 1 200 | 1 052,46 | 1 052,46 | 1 052,46 | 1 052,46 | 1 052,46 |
| 1 300 | 1 140,17 | 1 140,17 | 1 140,17 | 1 140,17 | 1 140,17 |
| 1 400 | 1 227,87 | 1 227,87 | 1 227,87 | 1 227,87 | 1 227,87 |
| 1 500 | 1 315,58 | 1 315,58 | 1 315,58 | 1 315,58 | 1 315,58 |
| 1 600 | 1 403,28 | 1 403,28 | 1 403,28 | 1 403,28 | 1 403,28 |
| 1 700 | 1 490,99 | 1 490,99 | 1 490,99 | 1 490,99 | 1 490,99 |
| 1 800 | 1 578,69 | 1 578,69 | 1 578,69 | 1 578,69 | 1 578,69 |
| 1 900 | 1 666,40 | 1 666,40 | 1 666,40 | 1 666,40 | 1 666,40 |
| 2 000 | 1 754,10 | 1 754,10 | 1 754,10 | 1 754,10 | 1 754,10 |
| 2 100 | 1 841,81 | 1 841,81 | 1 841,81 | 1 841,81 | 1 841,81 |
| 2 200 | 1 929,51 | 1 929,51 | 1 929,51 | 1 929,51 | 1 929,51 |
| 2 300 | 2 017,22 | 2 017,22 | 2 017,22 | 2 017,22 | 2 017,22 |
| 2 400 | 2 104,92 | 2 104,92 | 2 104,92 | 2 104,92 | 2 104,92 |
| 2 500 | 2 192,63 | 2 192,63 | 2 192,63 | 2 192,63 | 2 192,63 |
| 2 600 | 2 280,33 | 2 280,33 | 2 280,33 | 2 280,33 | 2 280,33 |
| 2 700 | 2 368,04 | 2 368,04 | 2 368,04 | 2 368,04 | 2 368,04 |
| 2 800 | 2 455,74 | 2 455,74 | 2 455,74 | 2 455,74 | 2 455,74 |
| 2 900 | 2 543,45 | 2 543,45 | 2 543,45 | 2 543,45 | 2 543,45 |
| 3 000 | 2 631,15 | 2 631,15 | 2 631,15 | 2 631,15 | 2 631,15 |
| 3 100 | 2 718,86 | 2 718,86 | 2 718,86 | 2 718,86 | 2 718,86 |
| 3 200 | 2 806,56 | 2 806,56 | 2 806,56 | 2 806,56 | 2 806,56 |
| 3 300 | 2 894,27 | 2 894,27 | 2 894,27 | 2 894,27 | 2 894,27 |
| 3 400 | 2 981,97 | 2 981,97 | 2 981,97 | 2 981,97 | 2 981,97 |
| 3 500 | 3 069,68 | 3 069,68 | 3 069,68 | 3 069,68 | 3 069,68 |
| 3 600 | 3 153,87 | 3 153,87 | 3 153,87 | 3 153,87 | 3 153,87 |
| 3 700 | 3 238,07 | 3 238,07 | 3 238,07 | 3 238,07 | 3 238,07 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint non à charge
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|-------|----------|----------|----------|----------|------------------|
| 3 800 | 3 322,26 | 3 322,26 | 3 322,26 | 3 322,26 | 3 322,26 |
| 3 900 | 3 406,46 | 3 406,46 | 3 406,46 | 3 406,46 | 3 406,46 |
| 4 000 | 3 490,65 | 3 490,65 | 3 490,65 | 3 490,65 | 3 490,65 |
| 4 100 | 3 574,85 | 3 574,85 | 3 574,85 | 3 574,85 | 3 574,85 |
| 4 200 | 3 659,04 | 3 659,04 | 3 659,04 | 3 659,04 | 3 659,04 |
| 4 300 | 3 743,24 | 3 743,24 | 3 743,24 | 3 743,24 | 3 743,24 |
| 4 400 | 3 827,43 | 3 827,43 | 3 827,43 | 3 827,43 | 3 827,43 |
| 4 500 | 3 911,63 | 3 911,63 | 3 911,63 | 3 911,63 | 3 911,63 |
| 4 600 | 3 995,82 | 3 995,82 | 3 995,82 | 3 995,82 | 3 995,82 |
| 4 700 | 4 080,02 | 4 080,02 | 4 080,02 | 4 080,02 | 4 080,02 |
| 4 800 | 4 164,21 | 4 164,21 | 4 164,21 | 4 164,21 | 4 164,21 |
| 4 900 | 4 248,41 | 4 248,41 | 4 248,41 | 4 248,41 | 4 248,41 |
| 5 000 | 4 332,60 | 4 332,60 | 4 332,60 | 4 332,60 | 4 332,60 |
| 5 100 | 4 416,80 | 4 416,80 | 4 416,80 | 4 416,80 | 4 416,80 |
| 5 200 | 4 500,99 | 4 500,99 | 4 500,99 | 4 500,99 | 4 500,99 |
| 5 300 | 4 585,19 | 4 585,19 | 4 585,19 | 4 585,19 | 4 585,19 |
| 5 400 | 4 669,38 | 4 669,38 | 4 669,38 | 4 669,38 | 4 669,38 |
| 5 500 | 4 753,58 | 4 753,58 | 4 753,58 | 4 753,58 | 4 753,58 |
| 5 600 | 4 837,77 | 4 837,77 | 4 837,77 | 4 837,77 | 4 837,77 |
| 5 700 | 4 921,97 | 4 921,97 | 4 921,97 | 4 921,97 | 4 921,97 |
| 5 800 | 5 006,16 | 5 006,16 | 5 006,16 | 5 006,16 | 5 006,16 |
| 5 900 | 5 090,36 | 5 090,36 | 5 090,36 | 5 090,36 | 5 090,36 |
| 6 000 | 5 174,55 | 5 174,55 | 5 174,55 | 5 174,55 | 5 174,55 |
| 6 100 | 5 258,75 | 5 258,75 | 5 258,75 | 5 258,75 | 5 258,75 |
| 6 200 | 5 342,94 | 5 342,94 | 5 342,94 | 5 342,94 | 5 342,94 |
| 6 300 | 5 427,14 | 5 427,14 | 5 427,14 | 5 427,14 | 5 427,14 |
| 6 400 | 5 511,33 | 5 511,33 | 5 511,33 | 5 511,33 | 5 511,33 |
| 6 500 | 5 595,53 | 5 595,53 | 5 595,53 | 5 595,53 | 5 595,53 |
| 6 600 | 5 679,72 | 5 679,72 | 5 679,72 | 5 679,72 | 5 679,72 |
| 6 700 | 5 763,92 | 5 763,92 | 5 763,92 | 5 763,92 | 5 763,92 |
| 6 800 | 5 848,11 | 5 848,11 | 5 848,11 | 5 848,11 | 5 848,11 |
| 6 900 | 5 932,31 | 5 932,31 | 5 932,31 | 5 932,31 | 5 932,31 |
| 7 000 | 6 016,50 | 6 016,50 | 6 016,50 | 6 016,50 | 6 016,50 |
| 7 100 | 6 100,70 | 6 100,70 | 6 100,70 | 6 100,70 | 6 100,70 |
| 7 200 | 6 184,89 | 6 184,89 | 6 184,89 | 6 184,89 | 6 184,89 |
| 7 300 | 6 269,09 | 6 269,09 | 6 269,09 | 6 269,09 | 6 269,09 |
| 7 400 | 6 353,28 | 6 353,28 | 6 353,28 | 6 353,28 | 6 353,28 |
| 7 500 | 6 437,47 | 6 437,47 | 6 437,47 | 6 437,47 | 6 437,47 |
| 7 600 | 6 521,67 | 6 521,67 | 6 521,67 | 6 521,67 | 6 521,67 |
| 7 700 | 6 605,86 | 6 605,86 | 6 605,86 | 6 605,86 | 6 605,86 |
| 7 800 | 6 690,06 | 6 690,06 | 6 690,06 | 6 690,06 | 6 690,06 |
| 7 900 | 6 774,25 | 6 774,25 | 6 774,25 | 6 774,25 | 6 774,25 |
| 8 000 | 6 858,45 | 6 858,45 | 6 858,45 | 6 858,45 | 6 858,45 |
| 8 100 | 6 942,64 | 6 942,64 | 6 942,64 | 6 942,64 | 6 942,64 |
| 8 200 | 7 026,84 | 7 026,84 | 7 026,84 | 7 026,84 | 7 026,84 |
| 8 300 | 7 111,03 | 7 111,03 | 7 111,03 | 7 111,03 | 7 111,03 |
| 8 400 | 7 195,23 | 7 195,23 | 7 195,23 | 7 195,23 | 7 195,23 |
| 8 500 | 7 279,42 | 7 279,42 | 7 279,42 | 7 279,42 | 7 279,42 |
| 8 600 | 7 363,62 | 7 363,62 | 7 363,62 | 7 363,62 | 7 363,62 |
| 8 700 | 7 447,81 | 7 447,81 | 7 447,81 | 7 447,81 | 7 447,81 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint non à charge
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 8 800 | 7 373,86 | 7 373,86 | 7 373,86 | 7 373,86 | 7 373,86 |
| 8 900 | 7 446,11 | 7 446,11 | 7 446,11 | 7 446,11 | 7 446,11 |
| 9 000 | 7 518,35 | 7 518,35 | 7 518,35 | 7 518,35 | 7 518,35 |
| 9 100 | 7 590,59 | 7 590,59 | 7 590,59 | 7 590,59 | 7 590,59 |
| 9 200 | 7 662,84 | 7 662,84 | 7 662,84 | 7 662,84 | 7 662,84 |
| 9 300 | 7 735,08 | 7 735,08 | 7 735,08 | 7 735,08 | 7 735,08 |
| 9 400 | 7 807,32 | 7 807,32 | 7 807,32 | 7 807,32 | 7 807,32 |
| 9 500 | 7 879,57 | 7 879,57 | 7 879,57 | 7 879,57 | 7 879,57 |
| 9 600 | 7 951,81 | 7 951,81 | 7 951,81 | 7 951,81 | 7 951,81 |
| 9 700 | 8 024,05 | 8 024,05 | 8 024,05 | 8 024,05 | 8 024,05 |
| 9 800 | 8 084,55 | 8 096,30 | 8 096,30 | 8 096,30 | 8 096,30 |
| 9 900 | 8 138,80 | 8 168,54 | 8 168,54 | 8 168,54 | 8 168,54 |
| 10 000 | 8 193,04 | 8 240,78 | 8 240,78 | 8 240,78 | 8 240,78 |
| 10 100 | 8 247,28 | 8 313,03 | 8 313,03 | 8 313,03 | 8 313,03 |
| 10 200 | 8 301,53 | 8 385,27 | 8 385,27 | 8 385,27 | 8 385,27 |
| 10 300 | 8 355,77 | 8 457,51 | 8 457,51 | 8 457,51 | 8 457,51 |
| 10 400 | 8 410,01 | 8 529,76 | 8 529,76 | 8 529,76 | 8 529,76 |
| 10 500 | 8 464,26 | 8 602,00 | 8 602,00 | 8 602,00 | 8 602,00 |
| 10 600 | 8 518,50 | 8 674,25 | 8 674,25 | 8 674,25 | 8 674,25 |
| 10 700 | 8 572,74 | 8 746,49 | 8 746,49 | 8 746,49 | 8 746,49 |
| 10 800 | 8 626,99 | 8 818,73 | 8 818,73 | 8 818,73 | 8 818,73 |
| 10 900 | 8 681,23 | 8 890,98 | 8 890,98 | 8 890,98 | 8 890,98 |
| 11 000 | 8 735,47 | 8 963,22 | 8 963,22 | 8 963,22 | 8 963,22 |
| 11 100 | 8 789,72 | 9 035,46 | 9 035,46 | 9 035,46 | 9 035,46 |
| 11 200 | 8 843,96 | 9 107,71 | 9 107,71 | 9 107,71 | 9 107,71 |
| 11 300 | 8 898,21 | 9 179,95 | 9 179,95 | 9 179,95 | 9 179,95 |
| 11 400 | 8 952,45 | 9 252,19 | 9 252,19 | 9 252,19 | 9 252,19 |
| 11 500 | 9 006,69 | 9 324,44 | 9 324,44 | 9 324,44 | 9 324,44 |
| 11 600 | 9 060,94 | 9 396,68 | 9 396,68 | 9 396,68 | 9 396,68 |
| 11 700 | 9 115,18 | 9 468,92 | 9 468,92 | 9 468,92 | 9 468,92 |
| 11 800 | 9 169,42 | 9 541,17 | 9 541,17 | 9 541,17 | 9 541,17 |
| 11 900 | 9 223,67 | 9 613,41 | 9 613,41 | 9 613,41 | 9 613,41 |
| 12 000 | 9 277,91 | 9 685,65 | 9 685,65 | 9 685,65 | 9 685,65 |
| 12 100 | 9 332,15 | 9 757,90 | 9 757,90 | 9 757,90 | 9 757,90 |
| 12 200 | 9 386,40 | 9 830,14 | 9 830,14 | 9 830,14 | 9 830,14 |
| 12 300 | 9 440,64 | 9 902,39 | 9 902,39 | 9 902,39 | 9 902,39 |
| 12 400 | 9 494,88 | 9 974,63 | 9 974,63 | 9 974,63 | 9 974,63 |
| 12 500 | 9 549,13 | 10 046,87 | 10 046,87 | 10 046,87 | 10 046,87 |
| 12 600 | 9 603,37 | 10 119,12 | 10 119,12 | 10 119,12 | 10 119,12 |
| 12 700 | 9 657,61 | 10 191,36 | 10 191,36 | 10 191,36 | 10 191,36 |
| 12 800 | 9 711,86 | 10 263,60 | 10 263,60 | 10 263,60 | 10 263,60 |
| 12 900 | 9 766,10 | 10 335,85 | 10 335,85 | 10 335,85 | 10 335,85 |
| 13 000 | 9 820,34 | 10 408,09 | 10 408,09 | 10 408,09 | 10 408,09 |
| 13 100 | 9 874,59 | 10 480,33 | 10 480,33 | 10 480,33 | 10 480,33 |
| 13 200 | 9 928,83 | 10 552,58 | 10 552,58 | 10 552,58 | 10 552,58 |
| 13 300 | 9 983,08 | 10 624,82 | 10 624,82 | 10 624,82 | 10 624,82 |
| 13 400 | 10 037,32 | 10 697,06 | 10 697,06 | 10 697,06 | 10 697,06 |
| 13 500 | 10 091,56 | 10 769,31 | 10 769,31 | 10 769,31 | 10 769,31 |
| 13 600 | 10 145,81 | 10 841,55 | 10 841,55 | 10 841,55 | 10 841,55 |
| 13 700 | 10 200,05 | 10 913,79 | 10 913,79 | 10 913,79 | 10 913,79 |

| Revenu brut annuel | Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2000) Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes à charge | | | | |
|-----------------------|---|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
| 13 800 | 10 254,29 | 10 986,04 | 10 986,04 | 10 986,04 | 10 986,04 |
| 13 900 | 10 308,54 | 11 058,28 | 11 058,28 | 11 058,28 | 11 058,28 |
| 14 000 | 10 362,78 | 11 130,53 | 11 130,53 | 11 130,53 | 11 130,53 |
| 14 100 | 10 417,02 | 11 202,77 | 11 202,77 | 11 202,77 | 11 202,77 |
| 14 200 | 10 471,27 | 11 275,01 | 11 275,01 | 11 275,01 | 11 275,01 |
| 14 300 | 10 525,51 | 11 347,26 | 11 347,26 | 11 347,26 | 11 347,26 |
| 14 400 | 10 579,75 | 11 419,50 | 11 419,50 | 11 419,50 | 11 419,50 |
| 14 500 | 10 634,00 | 11 491,74 | 11 491,74 | 11 491,74 | 11 491,74 |
| 14 600 | 10 688,24 | 11 563,99 | 11 563,99 | 11 563,99 | 11 563,99 |
| 14 700 | 10 742,48 | 11 636,23 | 11 636,23 | 11 636,23 | 11 636,23 |
| 14 800 | 10 796,73 | 11 708,47 | 11 708,47 | 11 708,47 | 11 708,47 |
| 14 900 | 10 850,97 | 11 780,72 | 11 780,72 | 11 780,72 | 11 780,72 |
| 15 000 | 10 905,22 | 11 852,96 | 11 852,96 | 11 852,96 | 11 852,96 |
| 15 100 | 10 959,46 | 11 925,20 | 11 925,20 | 11 925,20 | 11 925,20 |
| 15 200 | 11 013,70 | 11 997,45 | 11 997,45 | 11 997,45 | 11 997,45 |
| 15 300 | 11 067,95 | 12 069,69 | 12 069,69 | 12 069,69 | 12 069,69 |
| 15 400 | 11 122,19 | 12 141,93 | 12 141,93 | 12 141,93 | 12 141,93 |
| 15 500 | 11 176,43 | 12 214,18 | 12 214,18 | 12 214,18 | 12 214,18 |
| 15 600 | 11 230,68 | 12 286,42 | 12 286,42 | 12 286,42 | 12 286,42 |
| 15 700 | 11 284,92 | 12 358,66 | 12 358,66 | 12 358,66 | 12 358,66 |
| 15 800 | 11 339,16 | 12 401,16 | 12 430,91 | 12 430,91 | 12 430,91 |
| 15 900 | 11 393,41 | 12 450,01 | 12 503,15 | 12 503,15 | 12 503,15 |
| 16 000 | 11 447,65 | 12 498,85 | 12 575,40 | 12 575,40 | 12 575,40 |
| 16 100 | 11 501,89 | 12 547,69 | 12 647,64 | 12 647,64 | 12 647,64 |
| 16 200 | 11 556,14 | 12 596,54 | 12 719,88 | 12 719,88 | 12 719,88 |
| 16 300 | 11 610,38 | 12 645,38 | 12 792,13 | 12 792,13 | 12 792,13 |
| 16 400 | 11 664,62 | 12 694,22 | 12 864,37 | 12 864,37 | 12 864,37 |
| 16 500 | 11 718,87 | 12 743,07 | 12 936,61 | 12 936,61 | 12 936,61 |
| 16 600 | 11 773,11 | 12 791,91 | 13 008,86 | 13 008,86 | 13 008,86 |
| 16 700 | 11 827,36 | 12 840,76 | 13 081,10 | 13 081,10 | 13 081,10 |
| 16 800 | 11 881,60 | 12 889,60 | 13 153,34 | 13 153,34 | 13 153,34 |
| 16 900 | 11 935,84 | 12 938,44 | 13 225,59 | 13 225,59 | 13 225,59 |
| 17 000 | 11 990,09 | 12 987,29 | 13 297,83 | 13 297,83 | 13 297,83 |
| 17 100 | 12 044,33 | 13 036,13 | 13 370,07 | 13 370,07 | 13 370,07 |
| 17 200 | 12 098,57 | 13 084,97 | 13 442,32 | 13 442,32 | 13 442,32 |
| 17 300 | 12 152,82 | 13 133,82 | 13 514,56 | 13 514,56 | 13 514,56 |
| 17 400 | 12 207,06 | 13 182,66 | 13 586,80 | 13 586,80 | 13 586,80 |
| 17 500 | 12 261,30 | 13 231,50 | 13 659,05 | 13 659,05 | 13 659,05 |
| 17 600 | 12 315,55 | 13 280,35 | 13 731,29 | 13 731,29 | 13 731,29 |
| 17 700 | 12 369,79 | 13 329,19 | 13 803,54 | 13 803,54 | 13 803,54 |
| 17 800 | 12 424,03 | 13 378,03 | 13 874,83 | 13 875,78 | 13 875,78 |
| 17 900 | 12 478,28 | 13 426,88 | 13 923,68 | 13 948,02 | 13 948,02 |
| 18 000 | 12 532,52 | 13 475,72 | 13 972,52 | 14 020,27 | 14 020,27 |
| 18 100 | 12 586,76 | 13 524,56 | 14 021,36 | 14 092,51 | 14 092,51 |
| 18 200 | 12 641,01 | 13 573,41 | 14 070,21 | 14 164,75 | 14 164,75 |
| 18 300 | 12 695,25 | 13 622,25 | 14 119,05 | 14 237,00 | 14 237,00 |
| 18 400 | 12 749,49 | 13 671,09 | 14 167,89 | 14 309,24 | 14 309,24 |
| 18 500 | 12 803,74 | 13 719,94 | 14 216,74 | 14 381,48 | 14 381,48 |
| 18 600 | 12 857,98 | 13 768,78 | 14 265,58 | 14 453,73 | 14 453,73 |
| 18 700 | 12 912,23 | 13 817,63 | 14 314,43 | 14 525,97 | 14 525,97 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint non à charge
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 18 800 | 12 966,47 | 13 866,47 | 14 363,27 | 14 598,21 | 14 598,21 |
| 18 900 | 13 020,71 | 13 915,31 | 14 412,11 | 14 670,46 | 14 670,46 |
| 19 000 | 13 074,96 | 13 964,16 | 14 460,96 | 14 742,70 | 14 742,70 |
| 19 100 | 13 129,20 | 14 013,00 | 14 509,80 | 14 814,94 | 14 814,94 |
| 19 200 | 13 183,44 | 14 061,84 | 14 558,64 | 14 887,19 | 14 887,19 |
| 19 300 | 13 237,69 | 14 110,69 | 14 607,49 | 14 959,43 | 14 959,43 |
| 19 400 | 13 291,93 | 14 159,53 | 14 656,33 | 15 031,68 | 15 031,68 |
| 19 500 | 13 346,17 | 14 208,37 | 14 705,17 | 15 103,92 | 15 103,92 |
| 19 600 | 13 400,42 | 14 257,22 | 14 754,02 | 15 176,16 | 15 176,16 |
| 19 700 | 13 454,66 | 14 306,06 | 14 802,86 | 15 248,41 | 15 248,41 |
| 19 800 | 13 508,90 | 14 354,90 | 14 851,70 | 15 320,65 | 15 320,65 |
| 19 900 | 13 563,15 | 14 403,75 | 14 900,55 | 15 392,89 | 15 392,89 |
| 20 000 | 13 617,39 | 14 452,59 | 14 949,39 | 15 466,19 | 15 465,14 |
| 20 100 | 13 671,63 | 14 501,43 | 14 998,23 | 15 495,03 | 15 537,38 |
| 20 200 | 13 725,88 | 14 550,28 | 15 047,08 | 15 543,88 | 15 609,62 |
| 20 300 | 13 780,12 | 14 599,12 | 15 095,92 | 15 592,72 | 15 681,87 |
| 20 400 | 13 834,37 | 14 647,97 | 15 144,77 | 15 641,57 | 15 754,11 |
| 20 500 | 13 888,61 | 14 696,81 | 15 193,61 | 15 690,41 | 15 826,35 |
| 20 600 | 13 942,85 | 14 745,65 | 15 242,45 | 15 739,25 | 15 898,60 |
| 20 700 | 13 997,10 | 14 794,50 | 15 291,30 | 15 788,10 | 15 970,84 |
| 20 800 | 14 051,34 | 14 843,34 | 15 340,14 | 15 836,94 | 16 043,08 |
| 20 900 | 14 105,58 | 14 892,18 | 15 388,98 | 15 885,78 | 16 115,33 |
| 21 000 | 14 159,83 | 14 941,03 | 15 437,83 | 15 934,63 | 16 187,57 |
| 21 100 | 14 214,07 | 14 989,87 | 15 486,67 | 15 983,47 | 16 259,82 |
| 21 200 | 14 268,31 | 15 038,71 | 15 535,51 | 16 032,31 | 16 332,06 |
| 21 300 | 14 322,56 | 15 087,56 | 15 584,36 | 16 081,16 | 16 404,30 |
| 21 400 | 14 376,80 | 15 136,40 | 15 633,20 | 16 130,00 | 16 476,55 |
| 21 500 | 14 431,04 | 15 185,24 | 15 682,04 | 16 178,84 | 16 548,79 |
| 21 600 | 14 485,29 | 15 234,09 | 15 730,89 | 16 227,69 | 16 621,03 |
| 21 700 | 14 539,53 | 15 282,93 | 15 779,73 | 16 276,53 | 16 693,28 |
| 21 800 | 14 593,77 | 15 331,77 | 15 828,57 | 16 325,37 | 16 765,52 |
| 21 900 | 14 648,02 | 15 380,62 | 15 877,42 | 16 374,22 | 16 837,76 |
| 22 000 | 14 702,26 | 15 429,46 | 15 926,26 | 16 423,06 | 16 910,01 |
| 22 100 | 14 756,51 | 15 478,31 | 15 975,11 | 16 471,91 | 16 968,71 |
| 22 200 | 14 810,75 | 15 527,15 | 16 023,95 | 16 520,75 | 17 017,55 |
| 22 300 | 14 864,99 | 15 575,99 | 16 072,79 | 16 569,59 | 17 066,39 |
| 22 400 | 14 919,24 | 15 624,84 | 16 121,64 | 16 618,44 | 17 115,24 |
| 22 500 | 14 973,48 | 15 673,68 | 16 170,48 | 16 667,28 | 17 164,08 |
| 22 600 | 15 027,72 | 15 722,52 | 16 219,32 | 16 716,12 | 17 212,92 |
| 22 700 | 15 081,97 | 15 771,37 | 16 268,17 | 16 764,97 | 17 261,77 |
| 22 800 | 15 136,21 | 15 820,21 | 16 317,01 | 16 813,81 | 17 310,61 |
| 22 900 | 15 190,45 | 15 869,05 | 16 365,85 | 16 862,65 | 17 359,45 |
| 23 000 | 15 244,70 | 15 917,90 | 16 414,70 | 16 911,50 | 17 408,30 |
| 23 100 | 15 298,94 | 15 966,74 | 16 463,54 | 16 960,34 | 17 457,14 |
| 23 200 | 15 353,18 | 16 015,58 | 16 512,38 | 17 009,18 | 17 505,98 |
| 23 300 | 15 407,43 | 16 064,43 | 16 561,23 | 17 058,03 | 17 554,83 |
| 23 400 | 15 461,67 | 16 113,27 | 16 610,07 | 17 106,87 | 17 603,67 |
| 23 500 | 15 515,91 | 16 162,11 | 16 658,91 | 17 155,71 | 17 652,51 |
| 23 600 | 15 570,16 | 16 210,96 | 16 707,76 | 17 204,56 | 17 701,36 |
| 23 700 | 15 624,40 | 16 259,80 | 16 756,60 | 17 253,40 | 17 750,20 |

| Revenu brut annuel | Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2000) Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes à charge | | | | |
|-----------------------|---|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
| 23 800 | 15 678,65 | 16 308,65 | 16 805,45 | 17 302,25 | 17 799,05 |
| 23 900 | 15 732,89 | 16 357,49 | 16 854,29 | 17 351,09 | 17 847,89 |
| 24 000 | 15 787,13 | 16 406,33 | 16 903,13 | 17 399,93 | 17 896,73 |
| 24 100 | 15 841,38 | 16 455,18 | 16 951,98 | 17 448,78 | 17 945,58 |
| 24 200 | 15 895,62 | 16 504,02 | 17 000,82 | 17 497,62 | 17 994,42 |
| 24 300 | 15 949,86 | 16 552,86 | 17 049,66 | 17 546,46 | 18 043,26 |
| 24 400 | 16 004,11 | 16 601,71 | 17 098,51 | 17 595,31 | 18 092,11 |
| 24 500 | 16 058,35 | 16 650,55 | 17 147,35 | 17 644,15 | 18 140,95 |
| 24 600 | 16 112,59 | 16 699,39 | 17 196,19 | 17 692,99 | 18 189,79 |
| 24 700 | 16 166,84 | 16 748,24 | 17 245,04 | 17 741,84 | 18 238,64 |
| 24 800 | 16 221,08 | 16 797,08 | 17 293,88 | 17 790,68 | 18 287,48 |
| 24 900 | 16 275,32 | 16 845,92 | 17 342,72 | 17 839,52 | 18 336,32 |
| 25 000 | 16 329,57 | 16 894,77 | 17 391,57 | 17 888,37 | 18 385,17 |
| 25 100 | 16 381,11 | 16 940,91 | 17 437,71 | 17 934,51 | 18 431,31 |
| 25 200 | 16 432,65 | 16 987,05 | 17 483,85 | 17 980,65 | 18 477,45 |
| 25 300 | 16 484,20 | 17 033,20 | 17 530,00 | 18 026,80 | 18 523,60 |
| 25 400 | 16 535,74 | 17 079,34 | 17 576,14 | 18 072,94 | 18 569,74 |
| 25 500 | 16 587,28 | 17 125,48 | 17 622,28 | 18 119,08 | 18 615,88 |
| 25 600 | 16 638,83 | 17 177,03 | 17 673,83 | 18 170,63 | 18 667,43 |
| 25 700 | 16 690,37 | 17 228,57 | 17 725,37 | 18 222,17 | 18 718,97 |
| 25 800 | 16 741,92 | 17 280,12 | 17 776,92 | 18 273,72 | 18 770,52 |
| 25 900 | 16 793,46 | 17 331,66 | 17 828,46 | 18 325,26 | 18 822,06 |
| 26 000 | 16 845,00 | 17 383,20 | 17 880,00 | 18 376,80 | 18 873,60 |
| 26 100 | 16 896,55 | 17 434,75 | 17 931,55 | 18 428,35 | 18 925,15 |
| 26 200 | 16 948,09 | 17 486,29 | 17 983,09 | 18 479,89 | 18 976,69 |
| 26 300 | 16 999,63 | 17 537,83 | 18 034,63 | 18 531,43 | 19 028,23 |
| 26 400 | 17 051,18 | 17 589,38 | 18 086,18 | 18 582,98 | 19 079,78 |
| 26 500 | 17 102,72 | 17 640,92 | 18 137,72 | 18 634,52 | 19 131,32 |
| 26 600 | 17 154,26 | 17 692,46 | 18 189,26 | 18 686,06 | 19 182,86 |
| 26 700 | 17 205,81 | 17 744,01 | 18 240,81 | 18 737,61 | 19 234,41 |
| 26 800 | 17 257,35 | 17 795,55 | 18 292,35 | 18 789,15 | 19 285,95 |
| 26 900 | 17 308,89 | 17 847,09 | 18 343,89 | 18 840,69 | 19 337,49 |
| 27 000 | 17 360,44 | 17 898,64 | 18 395,44 | 18 892,24 | 19 389,04 |
| 27 100 | 17 411,98 | 17 950,18 | 18 446,98 | 18 943,78 | 19 440,58 |
| 27 200 | 17 463,52 | 18 001,72 | 18 498,52 | 18 995,32 | 19 492,12 |
| 27 300 | 17 515,07 | 18 053,27 | 18 550,07 | 19 046,87 | 19 543,67 |
| 27 400 | 17 566,61 | 18 104,81 | 18 601,61 | 19 098,41 | 19 595,21 |
| 27 500 | 17 618,16 | 18 156,36 | 18 653,16 | 19 149,96 | 19 646,76 |
| 27 600 | 17 669,70 | 18 207,90 | 18 704,70 | 19 201,50 | 19 698,30 |
| 27 700 | 17 721,24 | 18 259,44 | 18 756,24 | 19 253,04 | 19 749,84 |
| 27 800 | 17 772,79 | 18 310,99 | 18 807,79 | 19 304,59 | 19 801,39 |
| 27 900 | 17 824,33 | 18 362,53 | 18 859,33 | 19 356,13 | 19 852,93 |
| 28 000 | 17 875,87 | 18 414,07 | 18 910,87 | 19 407,67 | 19 904,47 |
| 28 100 | 17 927,42 | 18 465,62 | 18 962,42 | 19 459,22 | 19 956,02 |
| 28 200 | 17 978,96 | 18 517,16 | 19 013,96 | 19 510,76 | 20 007,56 |
| 28 300 | 18 030,50 | 18 568,70 | 19 065,50 | 19 562,30 | 20 059,10 |
| 28 400 | 18 082,05 | 18 620,25 | 19 117,05 | 19 613,85 | 20 110,65 |
| 28 500 | 18 133,59 | 18 671,79 | 19 168,59 | 19 665,39 | 20 162,19 |
| 28 600 | 18 185,13 | 18 723,33 | 19 220,13 | 19 716,93 | 20 213,73 |
| 28 700 | 18 236,68 | 18 774,88 | 19 271,68 | 19 768,48 | 20 265,28 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint non à charge
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 28 800 | 18 288,22 | 18 826,42 | 19 323,22 | 19 820,02 | 20 316,82 |
| 28 900 | 18 339,76 | 18 877,96 | 19 374,76 | 19 871,56 | 20 368,36 |
| 29 000 | 18 391,31 | 18 929,51 | 19 426,31 | 19 923,11 | 20 419,91 |
| 29 100 | 18 442,85 | 18 981,05 | 19 477,85 | 19 974,65 | 20 471,45 |
| 29 200 | 18 494,40 | 19 032,60 | 19 529,40 | 20 026,20 | 20 523,00 |
| 29 300 | 18 545,94 | 19 084,14 | 19 580,94 | 20 077,74 | 20 574,54 |
| 29 400 | 18 597,48 | 19 135,68 | 19 632,48 | 20 129,28 | 20 626,08 |
| 29 500 | 18 649,03 | 19 187,23 | 19 684,03 | 20 180,83 | 20 677,63 |
| 29 600 | 18 699,89 | 19 238,09 | 19 734,89 | 20 231,69 | 20 728,49 |
| 29 700 | 18 744,67 | 19 282,87 | 19 779,67 | 20 276,47 | 20 773,27 |
| 29 800 | 18 789,45 | 19 327,65 | 19 824,45 | 20 321,25 | 20 818,05 |
| 29 900 | 18 834,23 | 19 372,43 | 19 869,23 | 20 366,03 | 20 862,83 |
| 30 000 | 18 879,01 | 19 417,21 | 19 914,01 | 20 410,81 | 20 907,61 |
| 30 100 | 18 923,79 | 19 461,99 | 19 958,79 | 20 455,59 | 20 952,39 |
| 30 200 | 18 968,57 | 19 506,77 | 20 003,57 | 20 500,37 | 20 997,17 |
| 30 300 | 19 013,35 | 19 551,55 | 20 048,35 | 20 545,15 | 21 041,95 |
| 30 400 | 19 058,13 | 19 596,33 | 20 093,13 | 20 589,93 | 21 086,73 |
| 30 500 | 19 102,91 | 19 641,11 | 20 137,91 | 20 634,71 | 21 131,51 |
| 30 600 | 19 147,69 | 19 685,89 | 20 182,69 | 20 679,49 | 21 176,29 |
| 30 700 | 19 192,47 | 19 730,67 | 20 227,47 | 20 724,27 | 21 221,07 |
| 30 800 | 19 237,25 | 19 775,45 | 20 272,25 | 20 769,05 | 21 265,85 |
| 30 900 | 19 282,03 | 19 820,23 | 20 317,03 | 20 813,83 | 21 310,63 |
| 31 000 | 19 326,81 | 19 865,01 | 20 361,81 | 20 858,61 | 21 355,41 |
| 31 100 | 19 371,59 | 19 909,79 | 20 406,59 | 20 903,39 | 21 400,19 |
| 31 200 | 19 416,37 | 19 954,57 | 20 451,37 | 20 948,17 | 21 444,97 |
| 31 300 | 19 461,15 | 19 999,35 | 20 496,15 | 20 992,95 | 21 489,75 |
| 31 400 | 19 505,93 | 20 044,13 | 20 540,93 | 21 037,73 | 21 534,53 |
| 31 500 | 19 550,71 | 20 088,91 | 20 585,71 | 21 082,51 | 21 579,31 |
| 31 600 | 19 595,49 | 20 133,69 | 20 630,49 | 21 127,29 | 21 624,09 |
| 31 700 | 19 640,27 | 20 178,47 | 20 675,27 | 21 172,07 | 21 668,87 |
| 31 800 | 19 685,05 | 20 223,25 | 20 720,05 | 21 216,85 | 21 713,65 |
| 31 900 | 19 729,83 | 20 268,03 | 20 764,83 | 21 261,63 | 21 758,43 |
| 32 000 | 19 774,61 | 20 312,81 | 20 809,61 | 21 306,41 | 21 803,21 |
| 32 100 | 19 819,39 | 20 357,59 | 20 854,39 | 21 351,19 | 21 847,99 |
| 32 200 | 19 864,17 | 20 402,37 | 20 899,17 | 21 395,97 | 21 892,77 |
| 32 300 | 19 908,95 | 20 447,15 | 20 943,95 | 21 440,75 | 21 937,55 |
| 32 400 | 19 953,73 | 20 491,93 | 20 988,73 | 21 485,53 | 21 982,33 |
| 32 500 | 19 998,51 | 20 536,71 | 21 033,51 | 21 530,31 | 22 027,11 |
| 32 600 | 20 043,29 | 20 581,49 | 21 078,29 | 21 575,09 | 22 071,89 |
| 32 700 | 20 088,07 | 20 626,27 | 21 123,07 | 21 619,87 | 22 116,67 |
| 32 800 | 20 132,85 | 20 671,05 | 21 167,85 | 21 664,65 | 22 161,45 |
| 32 900 | 20 177,63 | 20 715,83 | 21 212,63 | 21 709,43 | 22 206,23 |
| 33 000 | 20 222,41 | 20 760,61 | 21 257,41 | 21 754,21 | 22 251,01 |
| 33 100 | 20 267,19 | 20 805,39 | 21 302,19 | 21 798,99 | 22 295,79 |
| 33 200 | 20 311,97 | 20 850,17 | 21 346,97 | 21 843,77 | 22 340,57 |
| 33 300 | 20 356,75 | 20 894,95 | 21 391,75 | 21 888,55 | 22 385,35 |
| 33 400 | 20 401,53 | 20 939,73 | 21 436,53 | 21 933,33 | 22 430,13 |
| 33 500 | 20 446,31 | 20 984,51 | 21 481,31 | 21 978,11 | 22 474,91 |
| 33 600 | 20 491,09 | 21 029,29 | 21 526,09 | 22 022,89 | 22 519,69 |
| 33 700 | 20 535,87 | 21 074,07 | 21 570,87 | 22 067,67 | 22 564,47 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint non à charge
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 33 800 | 20 580,65 | 21 118,85 | 21 615,65 | 22 112,45 | 22 609,25 |
| 33 900 | 20 625,43 | 21 163,63 | 21 660,43 | 22 157,23 | 22 654,03 |
| 34 000 | 20 670,21 | 21 208,41 | 21 705,21 | 22 202,01 | 22 698,81 |
| 34 100 | 20 714,99 | 21 253,19 | 21 749,99 | 22 246,79 | 22 743,59 |
| 34 200 | 20 759,77 | 21 297,97 | 21 794,77 | 22 291,57 | 22 788,37 |
| 34 300 | 20 804,55 | 21 342,75 | 21 839,55 | 22 336,35 | 22 833,15 |
| 34 400 | 20 849,33 | 21 387,53 | 21 884,33 | 22 381,13 | 22 877,93 |
| 34 500 | 20 894,11 | 21 432,31 | 21 929,11 | 22 425,91 | 22 922,71 |
| 34 600 | 20 938,89 | 21 477,09 | 21 973,89 | 22 470,69 | 22 967,49 |
| 34 700 | 20 983,67 | 21 521,87 | 22 018,67 | 22 515,47 | 23 012,27 |
| 34 800 | 21 028,45 | 21 566,65 | 22 063,45 | 22 560,25 | 23 057,05 |
| 34 900 | 21 073,23 | 21 611,43 | 22 108,23 | 22 605,03 | 23 101,83 |
| 35 000 | 21 118,01 | 21 656,21 | 22 153,01 | 22 649,81 | 23 146,61 |
| 35 100 | 21 162,79 | 21 700,99 | 22 197,79 | 22 694,59 | 23 191,39 |
| 35 200 | 21 207,57 | 21 745,77 | 22 242,57 | 22 739,37 | 23 236,17 |
| 35 300 | 21 252,35 | 21 790,55 | 22 287,35 | 22 784,15 | 23 280,95 |
| 35 400 | 21 297,13 | 21 835,33 | 22 332,13 | 22 828,93 | 23 325,73 |
| 35 500 | 21 341,91 | 21 880,11 | 22 376,91 | 22 873,71 | 23 370,51 |
| 35 600 | 21 386,69 | 21 924,89 | 22 421,69 | 22 918,49 | 23 415,29 |
| 35 700 | 21 431,47 | 21 969,67 | 22 466,47 | 22 963,27 | 23 460,07 |
| 35 800 | 21 476,25 | 22 014,45 | 22 511,25 | 23 008,05 | 23 504,85 |
| 35 900 | 21 521,03 | 22 059,23 | 22 556,03 | 23 052,83 | 23 549,63 |
| 36 000 | 21 565,81 | 22 104,01 | 22 600,81 | 23 097,61 | 23 594,41 |
| 36 100 | 21 610,59 | 22 148,79 | 22 645,59 | 23 142,39 | 23 639,19 |
| 36 200 | 21 655,37 | 22 193,57 | 22 690,37 | 23 187,17 | 23 683,97 |
| 36 300 | 21 700,15 | 22 238,35 | 22 735,15 | 23 231,95 | 23 728,75 |
| 36 400 | 21 744,93 | 22 283,13 | 22 779,93 | 23 276,73 | 23 773,53 |
| 36 500 | 21 789,71 | 22 327,91 | 22 824,71 | 23 321,51 | 23 818,31 |
| 36 600 | 21 834,49 | 22 372,69 | 22 869,49 | 23 366,29 | 23 863,09 |
| 36 700 | 21 879,27 | 22 417,47 | 22 914,27 | 23 411,07 | 23 907,87 |
| 36 800 | 21 924,05 | 22 462,25 | 22 959,05 | 23 455,85 | 23 952,65 |
| 36 900 | 21 968,83 | 22 507,03 | 23 003,83 | 23 500,63 | 23 997,43 |
| 37 000 | 22 013,61 | 22 551,81 | 23 048,61 | 23 545,41 | 24 042,21 |
| 37 100 | 22 058,39 | 22 596,59 | 23 093,39 | 23 590,19 | 24 086,99 |
| 37 200 | 22 103,17 | 22 641,37 | 23 138,17 | 23 634,97 | 24 131,77 |
| 37 300 | 22 147,95 | 22 686,15 | 23 182,95 | 23 679,75 | 24 176,55 |
| 37 400 | 22 192,73 | 22 730,93 | 23 227,73 | 23 724,53 | 24 221,33 |
| 37 500 | 22 240,53 | 22 778,73 | 23 275,53 | 23 772,33 | 24 269,13 |
| 37 600 | 22 288,32 | 22 826,52 | 23 323,32 | 23 820,12 | 24 316,92 |
| 37 700 | 22 336,11 | 22 874,31 | 23 371,11 | 23 867,91 | 24 364,71 |
| 37 800 | 22 383,90 | 22 922,10 | 23 418,90 | 23 915,70 | 24 412,50 |
| 37 900 | 22 431,69 | 22 969,89 | 23 466,69 | 23 963,49 | 24 460,29 |
| 38 000 | 22 479,49 | 23 017,69 | 23 514,49 | 24 011,29 | 24 508,09 |
| 38 100 | 22 527,28 | 23 065,48 | 23 562,28 | 24 059,08 | 24 555,88 |
| 38 200 | 22 575,07 | 23 113,27 | 23 610,07 | 24 106,87 | 24 603,67 |
| 38 300 | 22 622,86 | 23 161,06 | 23 657,86 | 24 154,66 | 24 651,46 |
| 38 400 | 22 670,65 | 23 208,85 | 23 705,65 | 24 202,45 | 24 699,25 |
| 38 500 | 22 718,44 | 23 256,64 | 23 753,44 | 24 250,24 | 24 747,04 |
| 38 600 | 22 766,24 | 23 304,44 | 23 801,24 | 24 298,04 | 24 794,84 |
| 38 700 | 22 814,03 | 23 352,23 | 23 849,03 | 24 345,83 | 24 842,63 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint non à charge
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 38 800 | 22 861,82 | 23 400,02 | 23 896,82 | 24 393,62 | 24 890,42 |
| 38 900 | 22 909,61 | 23 447,81 | 23 944,61 | 24 441,41 | 24 938,21 |
| 39 000 | 22 957,40 | 23 495,60 | 23 992,40 | 24 489,20 | 24 986,00 |
| 39 100 | 23 007,16 | 23 545,36 | 24 042,16 | 24 538,96 | 25 035,76 |
| 39 200 | 23 056,92 | 23 595,12 | 24 091,92 | 24 588,72 | 25 085,52 |
| 39 300 | 23 106,69 | 23 644,89 | 24 141,69 | 24 638,49 | 25 135,29 |
| 39 400 | 23 156,45 | 23 694,65 | 24 191,45 | 24 688,25 | 25 185,05 |
| 39 500 | 23 206,21 | 23 744,41 | 24 241,21 | 24 738,01 | 25 234,81 |
| 39 600 | 23 255,97 | 23 794,17 | 24 290,97 | 24 787,77 | 25 284,57 |
| 39 700 | 23 305,73 | 23 843,93 | 24 340,73 | 24 837,53 | 25 334,33 |
| 39 800 | 23 355,49 | 23 893,69 | 24 390,49 | 24 887,29 | 25 384,09 |
| 39 900 | 23 405,25 | 23 943,45 | 24 440,25 | 24 937,05 | 25 433,85 |
| 40 000 | 23 455,01 | 23 993,21 | 24 490,01 | 24 986,81 | 25 483,61 |
| 40 100 | 23 504,77 | 24 042,97 | 24 539,77 | 25 036,57 | 25 533,37 |
| 40 200 | 23 554,53 | 24 092,73 | 24 589,53 | 25 086,33 | 25 583,13 |
| 40 300 | 23 604,30 | 24 142,50 | 24 639,30 | 25 136,10 | 25 632,90 |
| 40 400 | 23 654,06 | 24 192,26 | 24 689,06 | 25 185,86 | 25 682,66 |
| 40 500 | 23 703,82 | 24 242,02 | 24 738,82 | 25 235,62 | 25 732,42 |
| 40 600 | 23 753,58 | 24 291,78 | 24 788,58 | 25 285,38 | 25 782,18 |
| 40 700 | 23 803,34 | 24 341,54 | 24 838,34 | 25 335,14 | 25 831,94 |
| 40 800 | 23 853,10 | 24 391,30 | 24 888,10 | 25 384,90 | 25 881,70 |
| 40 900 | 23 902,86 | 24 441,06 | 24 937,86 | 25 434,66 | 25 931,46 |
| 41 000 | 23 952,62 | 24 490,82 | 24 987,62 | 25 484,42 | 25 981,22 |
| 41 100 | 24 002,38 | 24 540,58 | 25 037,38 | 25 534,18 | 26 030,98 |
| 41 200 | 24 052,14 | 24 590,34 | 25 087,14 | 25 583,94 | 26 080,74 |
| 41 300 | 24 101,91 | 24 640,11 | 25 136,91 | 25 633,71 | 26 130,51 |
| 41 400 | 24 151,67 | 24 689,87 | 25 186,67 | 25 683,47 | 26 180,27 |
| 41 500 | 24 201,43 | 24 739,63 | 25 236,43 | 25 733,23 | 26 230,03 |
| 41 600 | 24 251,19 | 24 789,39 | 25 286,19 | 25 782,99 | 26 279,79 |
| 41 700 | 24 300,95 | 24 839,15 | 25 335,95 | 25 832,75 | 26 329,55 |
| 41 800 | 24 350,71 | 24 888,91 | 25 385,71 | 25 882,51 | 26 379,31 |
| 41 900 | 24 400,47 | 24 938,67 | 25 435,47 | 25 932,27 | 26 429,07 |
| 42 000 | 24 450,23 | 24 988,43 | 25 485,23 | 25 982,03 | 26 478,83 |
| 42 100 | 24 499,99 | 25 038,19 | 25 534,99 | 26 031,79 | 26 528,59 |
| 42 200 | 24 549,75 | 25 087,95 | 25 584,75 | 26 081,55 | 26 578,35 |
| 42 300 | 24 599,52 | 25 137,72 | 25 634,52 | 26 131,32 | 26 628,12 |
| 42 400 | 24 649,28 | 25 187,48 | 25 684,28 | 26 181,08 | 26 677,88 |
| 42 500 | 24 699,04 | 25 237,24 | 25 734,04 | 26 230,84 | 26 727,64 |
| 42 600 | 24 748,80 | 25 287,00 | 25 783,80 | 26 280,60 | 26 777,40 |
| 42 700 | 24 798,56 | 25 336,76 | 25 833,56 | 26 330,36 | 26 827,16 |
| 42 800 | 24 848,32 | 25 386,52 | 25 883,32 | 26 380,12 | 26 876,92 |
| 42 900 | 24 898,08 | 25 436,28 | 25 933,08 | 26 429,88 | 26 926,68 |
| 43 000 | 24 947,84 | 25 486,04 | 25 982,84 | 26 479,64 | 26 976,44 |
| 43 100 | 24 997,60 | 25 535,80 | 26 032,60 | 26 529,40 | 27 026,20 |
| 43 200 | 25 047,36 | 25 585,56 | 26 082,36 | 26 579,16 | 27 075,96 |
| 43 300 | 25 097,13 | 25 635,33 | 26 132,13 | 26 628,93 | 27 125,73 |
| 43 400 | 25 146,89 | 25 685,09 | 26 181,89 | 26 678,69 | 27 175,49 |
| 43 500 | 25 196,65 | 25 734,85 | 26 231,65 | 26 728,45 | 27 225,25 |
| 43 600 | 25 246,41 | 25 784,61 | 26 281,41 | 26 778,21 | 27 275,01 |
| 43 700 | 25 296,17 | 25 834,37 | 26 331,17 | 26 827,97 | 27 324,77 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint non à charge
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 43 800 | 25 345,93 | 25 884,13 | 26 380,93 | 26 877,73 | 27 374,53 |
| 43 900 | 25 395,69 | 25 933,89 | 26 430,69 | 26 927,49 | 27 424,29 |
| 44 000 | 25 445,45 | 25 983,65 | 26 480,45 | 26 977,25 | 27 474,05 |
| 44 100 | 25 495,21 | 26 033,41 | 26 530,21 | 27 027,01 | 27 523,81 |
| 44 200 | 25 544,97 | 26 083,17 | 26 579,97 | 27 076,77 | 27 573,57 |
| 44 300 | 25 594,74 | 26 132,94 | 26 629,74 | 27 126,54 | 27 623,34 |
| 44 400 | 25 644,50 | 26 182,70 | 26 679,50 | 27 176,30 | 27 673,10 |
| 44 500 | 25 694,26 | 26 232,46 | 26 729,26 | 27 226,06 | 27 722,86 |
| 44 600 | 25 744,02 | 26 282,22 | 26 779,02 | 27 275,82 | 27 772,62 |
| 44 700 | 25 793,78 | 26 331,98 | 26 828,78 | 27 325,58 | 27 822,38 |
| 44 800 | 25 843,54 | 26 381,74 | 26 878,54 | 27 375,34 | 27 872,14 |
| 44 900 | 25 893,30 | 26 431,50 | 26 928,30 | 27 425,10 | 27 921,90 |
| 45 000 | 25 943,06 | 26 481,26 | 26 978,06 | 27 474,86 | 27 971,66 |
| 45 100 | 25 992,82 | 26 531,02 | 27 027,82 | 27 524,62 | 28 021,42 |
| 45 200 | 26 042,58 | 26 580,78 | 27 077,58 | 27 574,38 | 28 071,18 |
| 45 300 | 26 092,35 | 26 630,55 | 27 127,35 | 27 624,15 | 28 120,95 |
| 45 400 | 26 142,11 | 26 680,31 | 27 177,11 | 27 673,91 | 28 170,71 |
| 45 500 | 26 191,87 | 26 730,07 | 27 226,87 | 27 723,67 | 28 220,47 |
| 45 600 | 26 241,63 | 26 779,83 | 27 276,63 | 27 773,43 | 28 270,23 |
| 45 700 | 26 291,39 | 26 829,59 | 27 326,39 | 27 823,19 | 28 319,99 |
| 45 800 | 26 341,15 | 26 879,35 | 27 376,15 | 27 872,95 | 28 369,75 |
| 45 900 | 26 390,91 | 26 929,11 | 27 425,91 | 27 922,71 | 28 419,51 |
| 46 000 | 26 440,67 | 26 978,87 | 27 475,67 | 27 972,47 | 28 469,27 |
| 46 100 | 26 490,43 | 27 028,63 | 27 525,43 | 28 022,23 | 28 519,03 |
| 46 200 | 26 540,19 | 27 078,39 | 27 575,19 | 28 071,99 | 28 568,79 |
| 46 300 | 26 589,96 | 27 128,16 | 27 624,96 | 28 121,76 | 28 618,56 |
| 46 400 | 26 639,72 | 27 177,92 | 27 674,72 | 28 171,52 | 28 668,32 |
| 46 500 | 26 689,48 | 27 227,68 | 27 724,48 | 28 221,28 | 28 718,08 |
| 46 600 | 26 739,24 | 27 277,44 | 27 774,24 | 28 271,04 | 28 767,84 |
| 46 700 | 26 789,00 | 27 327,20 | 27 824,00 | 28 320,80 | 28 817,60 |
| 46 800 | 26 838,76 | 27 376,96 | 27 873,76 | 28 370,56 | 28 867,36 |
| 46 900 | 26 888,52 | 27 426,72 | 27 923,52 | 28 420,32 | 28 917,12 |
| 47 000 | 26 938,28 | 27 476,48 | 27 973,28 | 28 470,08 | 28 966,88 |
| 47 100 | 26 988,04 | 27 526,24 | 28 023,04 | 28 519,84 | 29 016,64 |
| 47 200 | 27 037,80 | 27 576,00 | 28 072,80 | 28 569,60 | 29 066,40 |
| 47 300 | 27 087,57 | 27 625,77 | 28 122,57 | 28 619,37 | 29 116,17 |
| 47 400 | 27 137,33 | 27 675,53 | 28 172,33 | 28 669,13 | 29 165,93 |
| 47 500 | 27 187,09 | 27 725,29 | 28 222,09 | 28 718,89 | 29 215,69 |
| 47 600 | 27 236,85 | 27 775,05 | 28 271,85 | 28 768,65 | 29 265,45 |
| 47 700 | 27 286,61 | 27 824,81 | 28 321,61 | 28 818,41 | 29 315,21 |
| 47 800 | 27 336,37 | 27 874,57 | 28 371,37 | 28 868,17 | 29 364,97 |
| 47 900 | 27 386,13 | 27 924,33 | 28 421,13 | 28 917,93 | 29 414,73 |
| 48 000 | 27 435,89 | 27 974,09 | 28 470,89 | 28 967,69 | 29 464,49 |
| 48 100 | 27 485,65 | 28 023,85 | 28 520,65 | 29 017,45 | 29 514,25 |
| 48 200 | 27 535,41 | 28 073,61 | 28 570,41 | 29 067,21 | 29 564,01 |
| 48 300 | 27 585,18 | 28 123,38 | 28 620,18 | 29 116,98 | 29 613,78 |
| 48 400 | 27 634,94 | 28 173,14 | 28 669,94 | 29 166,74 | 29 663,54 |
| 48 500 | 27 684,70 | 28 222,90 | 28 719,70 | 29 216,50 | 29 713,30 |
| 48 600 | 27 734,46 | 28 272,66 | 28 769,46 | 29 266,26 | 29 763,06 |
| 48 700 | 27 784,22 | 28 322,42 | 28 819,22 | 29 316,02 | 29 812,82 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Travailleur avec conjoint non à charge
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 48 800 | 27 833,98 | 28 372,18 | 28 868,98 | 29 365,78 | 29 862,58 |
| 48 900 | 27 883,74 | 28 421,94 | 28 918,74 | 29 415,54 | 29 912,34 |
| 49 000 | 27 933,50 | 28 471,70 | 28 968,50 | 29 465,30 | 29 962,10 |
| 49 100 | 27 983,26 | 28 521,46 | 29 018,26 | 29 515,06 | 30 011,86 |
| 49 200 | 28 033,02 | 28 571,22 | 29 068,02 | 29 564,82 | 30 061,62 |
| 49 300 | 28 082,79 | 28 620,99 | 29 117,79 | 29 614,59 | 30 111,39 |
| 49 400 | 28 132,55 | 28 670,75 | 29 167,55 | 29 664,35 | 30 161,15 |
| 49 500 | 28 182,31 | 28 720,51 | 29 217,31 | 29 714,11 | 30 210,91 |
| 49 600 | 28 232,07 | 28 770,27 | 29 267,07 | 29 763,87 | 30 260,67 |
| 49 700 | 28 281,83 | 28 820,03 | 29 316,83 | 29 813,63 | 30 310,43 |
| 49 800 | 28 331,59 | 28 869,79 | 29 366,59 | 29 863,39 | 30 360,19 |
| 49 900 | 28 381,35 | 28 919,55 | 29 416,35 | 29 913,15 | 30 409,95 |
| 50 000 | 28 431,11 | 28 969,31 | 29 466,11 | 29 962,91 | 30 459,71 |
| 50 100 | 28 478,17 | 29 016,37 | 29 513,17 | 30 009,97 | 30 506,77 |
| 50 200 | 28 525,23 | 29 063,43 | 29 560,23 | 30 057,03 | 30 553,83 |
| 50 300 | 28 572,30 | 29 110,50 | 29 607,30 | 30 104,10 | 30 600,90 |
| 50 400 | 28 619,36 | 29 157,56 | 29 654,36 | 30 151,16 | 30 647,96 |
| 50 500 | 28 666,42 | 29 204,62 | 29 701,42 | 30 198,22 | 30 695,02 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Célibataire ou famille monoparentale
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|-------|----------|----------|----------|----------|------------------|
| 100 | 87,71 | 87,71 | 87,71 | 87,71 | 87,71 |
| 200 | 175,41 | 175,41 | 175,41 | 175,41 | 175,41 |
| 300 | 263,12 | 263,12 | 263,12 | 263,12 | 263,12 |
| 400 | 350,82 | 350,82 | 350,82 | 350,82 | 350,82 |
| 500 | 438,53 | 438,53 | 438,53 | 438,53 | 438,53 |
| 600 | 526,23 | 526,23 | 526,23 | 526,23 | 526,23 |
| 700 | 613,94 | 613,94 | 613,94 | 613,94 | 613,94 |
| 800 | 701,64 | 701,64 | 701,64 | 701,64 | 701,64 |
| 900 | 789,35 | 789,35 | 789,35 | 789,35 | 789,35 |
| 1 000 | 877,05 | 877,05 | 877,05 | 877,05 | 877,05 |
| 1 100 | 964,76 | 964,76 | 964,76 | 964,76 | 964,76 |
| 1 200 | 1 052,46 | 1 052,46 | 1 052,46 | 1 052,46 | 1 052,46 |
| 1 300 | 1 140,17 | 1 140,17 | 1 140,17 | 1 140,17 | 1 140,17 |
| 1 400 | 1 227,87 | 1 227,87 | 1 227,87 | 1 227,87 | 1 227,87 |
| 1 500 | 1 315,58 | 1 315,58 | 1 315,58 | 1 315,58 | 1 315,58 |
| 1 600 | 1 403,28 | 1 403,28 | 1 403,28 | 1 403,28 | 1 403,28 |
| 1 700 | 1 490,99 | 1 490,99 | 1 490,99 | 1 490,99 | 1 490,99 |
| 1 800 | 1 578,69 | 1 578,69 | 1 578,69 | 1 578,69 | 1 578,69 |
| 1 900 | 1 666,40 | 1 666,40 | 1 666,40 | 1 666,40 | 1 666,40 |
| 2 000 | 1 754,10 | 1 754,10 | 1 754,10 | 1 754,10 | 1 754,10 |
| 2 100 | 1 841,81 | 1 841,81 | 1 841,81 | 1 841,81 | 1 841,81 |
| 2 200 | 1 929,51 | 1 929,51 | 1 929,51 | 1 929,51 | 1 929,51 |
| 2 300 | 2 017,22 | 2 017,22 | 2 017,22 | 2 017,22 | 2 017,22 |
| 2 400 | 2 104,92 | 2 104,92 | 2 104,92 | 2 104,92 | 2 104,92 |

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Célibataire ou famille monoparentale
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|-------|----------|----------|----------|----------|------------------|
| 2 500 | 2 192,63 | 2 192,63 | 2 192,63 | 2 192,63 | 2 192,63 |
| 2 600 | 2 280,33 | 2 280,33 | 2 280,33 | 2 280,33 | 2 280,33 |
| 2 700 | 2 368,04 | 2 368,04 | 2 368,04 | 2 368,04 | 2 368,04 |
| 2 800 | 2 455,74 | 2 455,74 | 2 455,74 | 2 455,74 | 2 455,74 |
| 2 900 | 2 543,45 | 2 543,45 | 2 543,45 | 2 543,45 | 2 543,45 |
| 3 000 | 2 631,15 | 2 631,15 | 2 631,15 | 2 631,15 | 2 631,15 |
| 3 100 | 2 718,86 | 2 718,86 | 2 718,86 | 2 718,86 | 2 718,86 |
| 3 200 | 2 806,56 | 2 806,56 | 2 806,56 | 2 806,56 | 2 806,56 |
| 3 300 | 2 894,27 | 2 894,27 | 2 894,27 | 2 894,27 | 2 894,27 |
| 3 400 | 2 981,97 | 2 981,97 | 2 981,97 | 2 981,97 | 2 981,97 |
| 3 500 | 3 069,68 | 3 069,68 | 3 069,68 | 3 069,68 | 3 069,68 |
| 3 600 | 3 153,87 | 3 153,87 | 3 153,87 | 3 153,87 | 3 153,87 |
| 3 700 | 3 238,07 | 3 238,07 | 3 238,07 | 3 238,07 | 3 238,07 |
| 3 800 | 3 322,26 | 3 322,26 | 3 322,26 | 3 322,26 | 3 322,26 |
| 3 900 | 3 406,46 | 3 406,46 | 3 406,46 | 3 406,46 | 3 406,46 |
| 4 000 | 3 490,65 | 3 490,65 | 3 490,65 | 3 490,65 | 3 490,65 |
| 4 100 | 3 574,85 | 3 574,85 | 3 574,85 | 3 574,85 | 3 574,85 |
| 4 200 | 3 659,04 | 3 659,04 | 3 659,04 | 3 659,04 | 3 659,04 |
| 4 300 | 3 743,24 | 3 743,24 | 3 743,24 | 3 743,24 | 3 743,24 |
| 4 400 | 3 827,43 | 3 827,43 | 3 827,43 | 3 827,43 | 3 827,43 |
| 4 500 | 3 911,63 | 3 911,63 | 3 911,63 | 3 911,63 | 3 911,63 |
| 4 600 | 3 995,82 | 3 995,82 | 3 995,82 | 3 995,82 | 3 995,82 |
| 4 700 | 4 080,02 | 4 080,02 | 4 080,02 | 4 080,02 | 4 080,02 |
| 4 800 | 4 164,21 | 4 164,21 | 4 164,21 | 4 164,21 | 4 164,21 |
| 4 900 | 4 248,41 | 4 248,41 | 4 248,41 | 4 248,41 | 4 248,41 |
| 5 000 | 4 332,60 | 4 332,60 | 4 332,60 | 4 332,60 | 4 332,60 |
| 5 100 | 4 416,80 | 4 416,80 | 4 416,80 | 4 416,80 | 4 416,80 |
| 5 200 | 4 500,99 | 4 500,99 | 4 500,99 | 4 500,99 | 4 500,99 |
| 5 300 | 4 585,19 | 4 585,19 | 4 585,19 | 4 585,19 | 4 585,19 |
| 5 400 | 4 669,38 | 4 669,38 | 4 669,38 | 4 669,38 | 4 669,38 |
| 5 500 | 4 753,58 | 4 753,58 | 4 753,58 | 4 753,58 | 4 753,58 |
| 5 600 | 4 837,77 | 4 837,77 | 4 837,77 | 4 837,77 | 4 837,77 |
| 5 700 | 4 921,97 | 4 921,97 | 4 921,97 | 4 921,97 | 4 921,97 |
| 5 800 | 5 006,16 | 5 006,16 | 5 006,16 | 5 006,16 | 5 006,16 |
| 5 900 | 5 090,36 | 5 090,36 | 5 090,36 | 5 090,36 | 5 090,36 |
| 6 000 | 5 174,55 | 5 174,55 | 5 174,55 | 5 174,55 | 5 174,55 |
| 6 100 | 5 258,75 | 5 258,75 | 5 258,75 | 5 258,75 | 5 258,75 |
| 6 200 | 5 342,94 | 5 342,94 | 5 342,94 | 5 342,94 | 5 342,94 |
| 6 300 | 5 427,14 | 5 427,14 | 5 427,14 | 5 427,14 | 5 427,14 |
| 6 400 | 5 511,33 | 5 511,33 | 5 511,33 | 5 511,33 | 5 511,33 |
| 6 500 | 5 595,53 | 5 595,53 | 5 595,53 | 5 595,53 | 5 595,53 |
| 6 600 | 5 679,72 | 5 679,72 | 5 679,72 | 5 679,72 | 5 679,72 |
| 6 700 | 5 763,92 | 5 763,92 | 5 763,92 | 5 763,92 | 5 763,92 |
| 6 800 | 5 848,11 | 5 848,11 | 5 848,11 | 5 848,11 | 5 848,11 |
| 6 900 | 5 932,31 | 5 932,31 | 5 932,31 | 5 932,31 | 5 932,31 |
| 7 000 | 6 016,50 | 6 016,50 | 6 016,50 | 6 016,50 | 6 016,50 |
| 7 100 | 6 100,70 | 6 100,70 | 6 100,70 | 6 100,70 | 6 100,70 |
| 7 200 | 6 184,89 | 6 184,89 | 6 184,89 | 6 184,89 | 6 184,89 |
| 7 300 | 6 269,09 | 6 269,09 | 6 269,09 | 6 269,09 | 6 269,09 |
| 7 400 | 6 353,28 | 6 353,28 | 6 353,28 | 6 353,28 | 6 353,28 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Célibataire ou famille monoparentale
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 7 500 | 6 434,70 | 6 437,48 | 6 437,48 | 6 437,48 | 6 437,48 |
| 7 600 | 6 506,94 | 6 521,67 | 6 521,67 | 6 521,67 | 6 521,67 |
| 7 700 | 6 579,18 | 6 605,87 | 6 605,87 | 6 605,87 | 6 605,87 |
| 7 800 | 6 651,43 | 6 690,06 | 6 690,06 | 6 690,06 | 6 690,06 |
| 7 900 | 6 723,67 | 6 774,26 | 6 774,26 | 6 774,26 | 6 774,26 |
| 8 000 | 6 795,91 | 6 858,45 | 6 858,45 | 6 858,45 | 6 858,45 |
| 8 100 | 6 868,16 | 6 942,65 | 6 942,65 | 6 942,65 | 6 942,65 |
| 8 200 | 6 940,40 | 7 026,84 | 7 026,84 | 7 026,84 | 7 026,84 |
| 8 300 | 7 012,64 | 7 111,04 | 7 111,04 | 7 111,04 | 7 111,04 |
| 8 400 | 7 084,89 | 7 195,23 | 7 195,23 | 7 195,23 | 7 195,23 |
| 8 500 | 7 157,13 | 7 279,43 | 7 279,43 | 7 279,43 | 7 279,43 |
| 8 600 | 7 229,38 | 7 363,62 | 7 363,62 | 7 363,62 | 7 363,62 |
| 8 700 | 7 301,62 | 7 447,82 | 7 447,82 | 7 447,82 | 7 447,82 |
| 8 800 | 7 373,86 | 7 532,01 | 7 532,01 | 7 532,01 | 7 532,01 |
| 8 900 | 7 446,11 | 7 616,21 | 7 616,21 | 7 616,21 | 7 616,21 |
| 9 000 | 7 518,35 | 7 700,40 | 7 700,40 | 7 700,40 | 7 700,40 |
| 9 100 | 7 590,59 | 7 784,60 | 7 784,60 | 7 784,60 | 7 784,60 |
| 9 200 | 7 662,84 | 7 868,79 | 7 868,79 | 7 868,79 | 7 868,79 |
| 9 300 | 7 735,08 | 7 952,99 | 7 952,99 | 7 952,99 | 7 952,99 |
| 9 400 | 7 807,32 | 8 037,18 | 8 037,18 | 8 037,18 | 8 037,18 |
| 9 500 | 7 879,57 | 8 121,38 | 8 121,38 | 8 121,38 | 8 121,38 |
| 9 600 | 7 951,81 | 8 205,57 | 8 205,57 | 8 205,57 | 8 205,57 |
| 9 700 | 8 024,05 | 8 289,77 | 8 289,77 | 8 289,77 | 8 289,77 |
| 9 800 | 8 096,30 | 8 373,96 | 8 373,96 | 8 373,96 | 8 373,96 |
| 9 900 | 8 168,54 | 8 458,16 | 8 458,16 | 8 458,16 | 8 458,16 |
| 10 000 | 8 240,78 | 8 542,35 | 8 542,35 | 8 542,35 | 8 542,35 |
| 10 100 | 8 313,03 | 8 626,55 | 8 626,55 | 8 626,55 | 8 626,55 |
| 10 200 | 8 385,27 | 8 710,74 | 8 710,74 | 8 710,74 | 8 710,74 |
| 10 300 | 8 457,51 | 8 794,94 | 8 794,94 | 8 794,94 | 8 794,94 |
| 10 400 | 8 529,76 | 8 879,13 | 8 879,13 | 8 879,13 | 8 879,13 |
| 10 500 | 8 602,00 | 8 963,33 | 8 963,33 | 8 963,33 | 8 963,33 |
| 10 600 | 8 674,25 | 9 047,52 | 9 047,52 | 9 047,52 | 9 047,52 |
| 10 700 | 8 746,49 | 9 131,72 | 9 131,72 | 9 131,72 | 9 131,72 |
| 10 800 | 8 818,73 | 9 215,91 | 9 215,91 | 9 215,91 | 9 215,91 |
| 10 900 | 8 890,98 | 9 300,11 | 9 300,11 | 9 300,11 | 9 300,11 |
| 11 000 | 8 952,82 | 9 384,30 | 9 384,30 | 9 384,30 | 9 384,30 |
| 11 100 | 9 007,07 | 9 468,50 | 9 468,50 | 9 468,50 | 9 468,50 |
| 11 200 | 9 061,31 | 9 552,69 | 9 552,69 | 9 552,69 | 9 552,69 |
| 11 300 | 9 115,56 | 9 636,89 | 9 636,89 | 9 636,89 | 9 636,89 |
| 11 400 | 9 169,80 | 9 721,08 | 9 721,08 | 9 721,08 | 9 721,08 |
| 11 500 | 9 224,04 | 9 805,28 | 9 805,28 | 9 805,28 | 9 805,28 |
| 11 600 | 9 278,29 | 9 889,47 | 9 889,47 | 9 889,47 | 9 889,47 |
| 11 700 | 9 332,53 | 9 973,67 | 9 973,67 | 9 973,67 | 9 973,67 |
| 11 800 | 9 386,77 | 10 057,86 | 10 057,86 | 10 057,86 | 10 057,86 |
| 11 900 | 9 441,02 | 10 142,06 | 10 142,06 | 10 142,06 | 10 142,06 |
| 12 000 | 9 495,26 | 10 226,25 | 10 226,25 | 10 226,25 | 10 226,25 |
| 12 100 | 9 549,50 | 10 310,45 | 10 310,45 | 10 310,45 | 10 310,45 |
| 12 200 | 9 603,75 | 10 394,64 | 10 394,64 | 10 394,64 | 10 394,64 |
| 12 300 | 9 657,99 | 10 478,84 | 10 478,84 | 10 478,84 | 10 478,84 |
| 12 400 | 9 712,23 | 10 563,03 | 10 563,03 | 10 563,03 | 10 563,03 |

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Célibataire ou famille monoparentale
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 12 500 | 9 766,48 | 10 647,23 | 10 647,23 | 10 647,23 | 10 647,23 |
| 12 600 | 9 820,72 | 10 731,42 | 10 731,42 | 10 731,42 | 10 731,42 |
| 12 700 | 9 874,96 | 10 815,62 | 10 815,62 | 10 815,62 | 10 815,62 |
| 12 800 | 9 929,21 | 10 899,81 | 10 899,81 | 10 899,81 | 10 899,81 |
| 12 900 | 9 983,45 | 10 984,01 | 10 984,01 | 10 984,01 | 10 984,01 |
| 13 000 | 10 037,69 | 11 068,20 | 11 068,20 | 11 068,20 | 11 068,20 |
| 13 100 | 10 091,94 | 11 152,40 | 11 152,40 | 11 152,40 | 11 152,40 |
| 13 200 | 10 146,18 | 11 236,59 | 11 236,59 | 11 236,59 | 11 236,59 |
| 13 300 | 10 200,43 | 11 320,79 | 11 320,79 | 11 320,79 | 11 320,79 |
| 13 400 | 10 254,67 | 11 404,98 | 11 404,98 | 11 404,98 | 11 404,98 |
| 13 500 | 10 308,91 | 11 489,18 | 11 489,18 | 11 489,18 | 11 489,18 |
| 13 600 | 10 363,16 | 11 573,37 | 11 573,37 | 11 573,37 | 11 573,37 |
| 13 700 | 10 417,40 | 11 657,57 | 11 657,57 | 11 657,57 | 11 657,57 |
| 13 800 | 10 471,64 | 11 741,76 | 11 741,76 | 11 741,76 | 11 741,76 |
| 13 900 | 10 525,89 | 11 825,96 | 11 825,96 | 11 825,96 | 11 825,96 |
| 14 000 | 10 580,13 | 11 904,08 | 11 904,08 | 11 904,08 | 11 904,08 |
| 14 100 | 10 634,37 | 11 976,33 | 11 976,33 | 11 976,33 | 11 976,33 |
| 14 200 | 10 688,62 | 12 048,57 | 12 048,57 | 12 048,57 | 12 048,57 |
| 14 300 | 10 742,86 | 12 120,81 | 12 120,81 | 12 120,81 | 12 120,81 |
| 14 400 | 10 797,10 | 12 193,06 | 12 193,06 | 12 193,06 | 12 193,06 |
| 14 500 | 10 851,35 | 12 265,30 | 12 265,30 | 12 265,30 | 12 265,30 |
| 14 600 | 10 905,59 | 12 337,54 | 12 337,54 | 12 337,54 | 12 337,54 |
| 14 700 | 10 959,83 | 12 409,79 | 12 409,79 | 12 409,79 | 12 409,79 |
| 14 800 | 11 014,08 | 12 482,03 | 12 482,03 | 12 482,03 | 12 482,03 |
| 14 900 | 11 068,32 | 12 554,27 | 12 554,27 | 12 554,27 | 12 554,27 |
| 15 000 | 11 122,57 | 12 626,52 | 12 626,52 | 12 626,52 | 12 626,52 |
| 15 100 | 11 176,81 | 12 698,76 | 12 698,76 | 12 698,76 | 12 698,76 |
| 15 200 | 11 231,05 | 12 771,00 | 12 771,00 | 12 771,00 | 12 771,00 |
| 15 300 | 11 285,30 | 12 843,25 | 12 843,25 | 12 843,25 | 12 843,25 |
| 15 400 | 11 339,54 | 12 915,49 | 12 915,49 | 12 915,49 | 12 915,49 |
| 15 500 | 11 393,78 | 12 987,73 | 12 987,73 | 12 987,73 | 12 987,73 |
| 15 600 | 11 448,03 | 13 059,98 | 13 059,98 | 13 059,98 | 13 059,98 |
| 15 700 | 11 502,27 | 13 132,22 | 13 132,22 | 13 132,22 | 13 132,22 |
| 15 800 | 11 556,51 | 13 204,46 | 13 204,46 | 13 204,46 | 13 204,46 |
| 15 900 | 11 610,76 | 13 276,71 | 13 276,71 | 13 276,71 | 13 276,71 |
| 16 000 | 11 665,00 | 13 348,95 | 13 348,95 | 13 348,95 | 13 348,95 |
| 16 100 | 11 719,24 | 13 421,20 | 13 421,20 | 13 421,20 | 13 421,20 |
| 16 200 | 11 773,49 | 13 493,44 | 13 493,44 | 13 493,44 | 13 493,44 |
| 16 300 | 11 827,73 | 13 565,68 | 13 565,68 | 13 565,68 | 13 565,68 |
| 16 400 | 11 881,97 | 13 637,93 | 13 637,93 | 13 637,93 | 13 637,93 |
| 16 500 | 11 936,22 | 13 710,17 | 13 710,17 | 13 710,17 | 13 710,17 |
| 16 600 | 11 990,46 | 13 782,41 | 13 782,41 | 13 782,41 | 13 782,41 |
| 16 700 | 12 044,71 | 13 854,66 | 13 854,66 | 13 854,66 | 13 854,66 |
| 16 800 | 12 098,95 | 13 926,90 | 13 926,90 | 13 926,90 | 13 926,90 |
| 16 900 | 12 153,19 | 13 999,14 | 13 999,14 | 13 999,14 | 13 999,14 |
| 17 000 | 12 207,44 | 14 071,39 | 14 071,39 | 14 071,39 | 14 071,39 |
| 17 100 | 12 261,68 | 14 143,63 | 14 143,63 | 14 143,63 | 14 143,63 |
| 17 200 | 12 315,92 | 14 215,87 | 14 215,87 | 14 215,87 | 14 215,87 |
| 17 300 | 12 370,17 | 14 288,12 | 14 288,12 | 14 288,12 | 14 288,12 |
| 17 400 | 12 424,41 | 14 360,36 | 14 360,36 | 14 360,36 | 14 360,36 |

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Célibataire ou famille monoparentale
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 17 500 | 12 478,65 | 14 432,60 | 14 432,60 | 14 432,60 | 14 432,60 |
| 17 600 | 12 532,90 | 14 504,85 | 14 504,85 | 14 504,85 | 14 504,85 |
| 17 700 | 12 587,14 | 14 577,09 | 14 577,09 | 14 577,09 | 14 577,09 |
| 17 800 | 12 641,38 | 14 649,34 | 14 649,34 | 14 649,34 | 14 649,34 |
| 17 900 | 12 695,63 | 14 721,58 | 14 721,58 | 14 721,58 | 14 721,58 |
| 18 000 | 12 749,87 | 14 793,82 | 14 793,82 | 14 793,82 | 14 793,82 |
| 18 100 | 12 804,11 | 14 866,07 | 14 866,07 | 14 866,07 | 14 866,07 |
| 18 200 | 12 858,36 | 14 938,31 | 14 938,31 | 14 938,31 | 14 938,31 |
| 18 300 | 12 912,60 | 15 010,55 | 15 010,55 | 15 010,55 | 15 010,55 |
| 18 400 | 12 966,84 | 15 082,80 | 15 082,80 | 15 082,80 | 15 082,80 |
| 18 500 | 13 021,09 | 15 155,04 | 15 155,04 | 15 155,04 | 15 155,04 |
| 18 600 | 13 075,33 | 15 227,28 | 15 227,28 | 15 227,28 | 15 227,28 |
| 18 700 | 13 129,58 | 15 299,53 | 15 299,53 | 15 299,53 | 15 299,53 |
| 18 800 | 13 183,82 | 15 371,77 | 15 371,77 | 15 371,77 | 15 371,77 |
| 18 900 | 13 238,06 | 15 444,01 | 15 444,01 | 15 444,01 | 15 444,01 |
| 19 000 | 13 292,31 | 15 516,26 | 15 516,26 | 15 516,26 | 15 516,26 |
| 19 100 | 13 346,55 | 15 588,50 | 15 588,50 | 15 588,50 | 15 588,50 |
| 19 200 | 13 400,79 | 15 660,74 | 15 660,74 | 15 660,74 | 15 660,74 |
| 19 300 | 13 455,04 | 15 732,99 | 15 732,99 | 15 732,99 | 15 732,99 |
| 19 400 | 13 509,28 | 15 805,23 | 15 805,23 | 15 805,23 | 15 805,23 |
| 19 500 | 13 563,52 | 15 877,48 | 15 877,48 | 15 877,48 | 15 877,48 |
| 19 600 | 13 617,77 | 15 949,72 | 15 949,72 | 15 949,72 | 15 949,72 |
| 19 700 | 13 672,01 | 16 021,96 | 16 021,96 | 16 021,96 | 16 021,96 |
| 19 800 | 13 726,25 | 16 094,21 | 16 094,21 | 16 094,21 | 16 094,21 |
| 19 900 | 13 780,50 | 16 166,45 | 16 166,45 | 16 166,45 | 16 166,45 |
| 20 000 | 13 834,74 | 16 238,69 | 16 238,69 | 16 238,69 | 16 238,69 |
| 20 100 | 13 888,98 | 16 310,94 | 16 310,94 | 16 310,94 | 16 310,94 |
| 20 200 | 13 943,23 | 16 383,18 | 16 383,18 | 16 383,18 | 16 383,18 |
| 20 300 | 13 997,47 | 16 455,42 | 16 455,42 | 16 455,42 | 16 455,42 |
| 20 400 | 14 051,72 | 16 527,67 | 16 527,67 | 16 527,67 | 16 527,67 |
| 20 500 | 14 105,96 | 16 599,91 | 16 599,91 | 16 599,91 | 16 599,91 |
| 20 600 | 14 160,20 | 16 672,15 | 16 672,15 | 16 672,15 | 16 672,15 |
| 20 700 | 14 214,45 | 16 744,40 | 16 744,40 | 16 744,40 | 16 744,40 |
| 20 800 | 14 268,69 | 16 816,64 | 16 816,64 | 16 816,64 | 16 816,64 |
| 20 900 | 14 322,93 | 16 888,88 | 16 888,88 | 16 888,88 | 16 888,88 |
| 21 000 | 14 377,18 | 16 961,13 | 16 961,13 | 16 961,13 | 16 961,13 |
| 21 100 | 14 431,42 | 17 033,37 | 17 033,37 | 17 033,37 | 17 033,37 |
| 21 200 | 14 485,66 | 17 105,62 | 17 105,62 | 17 105,62 | 17 105,62 |
| 21 300 | 14 539,91 | 17 177,86 | 17 177,86 | 17 177,86 | 17 177,86 |
| 21 400 | 14 594,15 | 17 250,10 | 17 250,10 | 17 250,10 | 17 250,10 |
| 21 500 | 14 648,39 | 17 304,75 | 17 322,35 | 17 322,35 | 17 322,35 |
| 21 600 | 14 702,64 | 17 358,99 | 17 394,59 | 17 394,59 | 17 394,59 |
| 21 700 | 14 756,88 | 17 413,24 | 17 466,83 | 17 466,83 | 17 466,83 |
| 21 800 | 14 811,12 | 17 467,48 | 17 539,08 | 17 539,08 | 17 539,08 |
| 21 900 | 14 865,37 | 17 521,72 | 17 611,32 | 17 611,32 | 17 611,32 |
| 22 000 | 14 919,61 | 17 575,97 | 17 683,56 | 17 683,56 | 17 683,56 |
| 22 100 | 14 973,86 | 17 630,21 | 17 755,81 | 17 755,81 | 17 755,81 |
| 22 200 | 15 028,10 | 17 684,46 | 17 828,05 | 17 828,05 | 17 828,05 |
| 22 300 | 15 082,34 | 17 738,70 | 17 900,29 | 17 900,29 | 17 900,29 |
| 22 400 | 15 136,59 | 17 792,94 | 17 972,54 | 17 972,54 | 17 972,54 |

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Célibataire ou famille monoparentale
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 22 500 | 15 190,83 | 17 847,19 | 18 044,78 | 18 044,78 | 18 044,78 |
| 22 600 | 15 245,07 | 17 901,43 | 18 117,02 | 18 117,02 | 18 117,02 |
| 22 700 | 15 299,32 | 17 955,67 | 18 189,27 | 18 189,27 | 18 189,27 |
| 22 800 | 15 353,56 | 18 009,92 | 18 261,51 | 18 261,51 | 18 261,51 |
| 22 900 | 15 407,80 | 18 064,16 | 18 333,75 | 18 333,75 | 18 333,75 |
| 23 000 | 15 462,05 | 18 118,40 | 18 406,00 | 18 406,00 | 18 406,00 |
| 23 100 | 15 516,29 | 18 172,65 | 18 478,24 | 18 478,24 | 18 478,24 |
| 23 200 | 15 570,53 | 18 226,89 | 18 550,49 | 18 550,49 | 18 550,49 |
| 23 300 | 15 624,78 | 18 281,13 | 18 622,73 | 18 622,73 | 18 622,73 |
| 23 400 | 15 679,02 | 18 335,38 | 18 694,97 | 18 694,97 | 18 694,97 |
| 23 500 | 15 733,26 | 18 389,62 | 18 767,22 | 18 767,22 | 18 767,22 |
| 23 600 | 15 787,51 | 18 443,86 | 18 839,46 | 18 839,46 | 18 839,46 |
| 23 700 | 15 841,75 | 18 498,11 | 18 911,70 | 18 911,70 | 18 911,70 |
| 23 800 | 15 896,00 | 18 552,35 | 18 983,95 | 18 983,95 | 18 983,95 |
| 23 900 | 15 950,24 | 18 606,60 | 19 056,19 | 19 056,19 | 19 056,19 |
| 24 000 | 16 004,48 | 18 660,84 | 19 128,43 | 19 128,43 | 19 128,43 |
| 24 100 | 16 058,73 | 18 715,08 | 19 200,68 | 19 200,68 | 19 200,68 |
| 24 200 | 16 112,97 | 18 769,33 | 19 266,13 | 19 272,92 | 19 272,92 |
| 24 300 | 16 167,21 | 18 823,57 | 19 320,37 | 19 345,16 | 19 345,16 |
| 24 400 | 16 221,46 | 18 877,81 | 19 374,61 | 19 417,41 | 19 417,41 |
| 24 500 | 16 275,70 | 18 932,06 | 19 428,86 | 19 489,65 | 19 489,65 |
| 24 600 | 16 329,94 | 18 986,30 | 19 483,10 | 19 561,89 | 19 561,89 |
| 24 700 | 16 384,19 | 19 040,54 | 19 537,34 | 19 634,14 | 19 634,14 |
| 24 800 | 16 438,43 | 19 094,79 | 19 591,59 | 19 706,38 | 19 706,38 |
| 24 900 | 16 492,67 | 19 149,03 | 19 645,83 | 19 778,63 | 19 778,63 |
| 25 000 | 16 546,92 | 19 203,27 | 19 700,07 | 19 850,87 | 19 850,87 |
| 25 100 | 16 598,46 | 19 254,82 | 19 751,62 | 19 923,11 | 19 923,11 |
| 25 200 | 16 650,00 | 19 306,36 | 19 803,16 | 19 995,36 | 19 995,36 |
| 25 300 | 16 701,55 | 19 357,90 | 19 854,70 | 20 067,60 | 20 067,60 |
| 25 400 | 16 753,09 | 19 409,45 | 19 906,25 | 20 139,84 | 20 139,84 |
| 25 500 | 16 804,63 | 19 460,99 | 19 957,79 | 20 212,09 | 20 212,09 |
| 25 600 | 16 856,18 | 19 512,53 | 20 009,33 | 20 284,33 | 20 284,33 |
| 25 700 | 16 907,72 | 19 564,08 | 20 060,88 | 20 356,57 | 20 356,57 |
| 25 800 | 16 959,27 | 19 615,62 | 20 112,42 | 20 428,82 | 20 428,82 |
| 25 900 | 17 010,81 | 19 667,17 | 20 163,97 | 20 501,06 | 20 501,06 |
| 26 000 | 17 062,35 | 19 718,71 | 20 215,51 | 20 573,30 | 20 573,30 |
| 26 100 | 17 110,79 | 19 761,75 | 20 258,55 | 20 645,55 | 20 645,55 |
| 26 200 | 17 159,23 | 19 804,79 | 20 301,59 | 20 717,79 | 20 717,79 |
| 26 300 | 17 207,67 | 19 847,82 | 20 344,62 | 20 790,03 | 20 790,03 |
| 26 400 | 17 256,11 | 19 890,86 | 20 387,66 | 20 862,28 | 20 862,28 |
| 26 500 | 17 304,55 | 19 933,90 | 20 430,70 | 20 927,50 | 20 934,52 |
| 26 600 | 17 352,98 | 19 976,94 | 20 473,74 | 20 970,54 | 21 006,77 |
| 26 700 | 17 401,42 | 20 019,98 | 20 516,78 | 21 013,58 | 21 079,01 |
| 26 800 | 17 449,86 | 20 063,02 | 20 559,82 | 21 056,62 | 21 151,25 |
| 26 900 | 17 498,30 | 20 106,06 | 20 602,86 | 21 099,66 | 21 223,50 |
| 27 000 | 17 546,74 | 20 149,09 | 20 645,89 | 21 142,69 | 21 295,74 |
| 27 100 | 17 595,18 | 20 192,13 | 20 688,93 | 21 185,73 | 21 367,98 |
| 27 200 | 17 643,61 | 20 235,17 | 20 731,97 | 21 228,77 | 21 440,23 |
| 27 300 | 17 692,05 | 20 278,21 | 20 775,01 | 21 271,81 | 21 512,47 |
| 27 400 | 17 740,49 | 20 321,25 | 20 818,05 | 21 314,85 | 21 584,71 |

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Célibataire ou famille monoparentale
Nombre de personnes à charge

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 27 500 | 17 788,93 | 20 364,29 | 20 861,09 | 21 357,89 | 21 656,96 |
| 27 600 | 17 837,37 | 20 407,33 | 20 904,13 | 21 400,93 | 21 729,20 |
| 27 700 | 17 885,81 | 20 450,36 | 20 947,16 | 21 443,96 | 21 801,44 |
| 27 800 | 17 934,25 | 20 493,40 | 20 990,20 | 21 487,00 | 21 873,69 |
| 27 900 | 17 982,68 | 20 536,44 | 21 033,24 | 21 530,04 | 21 945,93 |
| 28 000 | 18 031,12 | 20 579,48 | 21 076,28 | 21 573,08 | 22 018,17 |
| 28 100 | 18 079,56 | 20 622,52 | 21 119,32 | 21 616,12 | 22 090,42 |
| 28 200 | 18 128,00 | 20 665,56 | 21 162,36 | 21 659,16 | 22 155,96 |
| 28 300 | 18 176,44 | 20 708,59 | 21 205,39 | 21 702,19 | 22 198,99 |
| 28 400 | 18 224,88 | 20 751,63 | 21 248,43 | 21 745,23 | 22 242,03 |
| 28 500 | 18 273,32 | 20 794,67 | 21 291,47 | 21 788,27 | 22 285,07 |
| 28 600 | 18 321,75 | 20 837,71 | 21 334,51 | 21 831,31 | 22 328,11 |
| 28 700 | 18 370,19 | 20 880,75 | 21 377,55 | 21 874,35 | 22 371,15 |
| 28 800 | 18 418,63 | 20 923,79 | 21 420,59 | 21 917,39 | 22 414,19 |
| 28 900 | 18 467,07 | 20 966,83 | 21 463,63 | 21 960,43 | 22 457,23 |
| 29 000 | 18 515,51 | 21 009,86 | 21 506,66 | 22 003,46 | 22 500,26 |
| 29 100 | 18 563,95 | 21 052,90 | 21 549,70 | 22 046,50 | 22 543,30 |
| 29 200 | 18 612,39 | 21 095,94 | 21 592,74 | 22 089,54 | 22 586,34 |
| 29 300 | 18 660,82 | 21 138,98 | 21 635,78 | 22 132,58 | 22 629,38 |
| 29 400 | 18 709,26 | 21 182,02 | 21 678,82 | 22 175,62 | 22 672,42 |
| 29 500 | 18 757,70 | 21 225,06 | 21 721,86 | 22 218,66 | 22 715,46 |
| 29 600 | 18 805,46 | 21 267,42 | 21 764,22 | 22 261,02 | 22 757,82 |
| 29 700 | 18 847,14 | 21 303,69 | 21 800,49 | 22 297,29 | 22 794,09 |
| 29 800 | 18 888,81 | 21 339,97 | 21 836,77 | 22 333,57 | 22 830,37 |
| 29 900 | 18 930,49 | 21 376,24 | 21 873,04 | 22 369,84 | 22 866,64 |
| 30 000 | 18 972,16 | 21 412,52 | 21 909,32 | 22 406,12 | 22 902,92 |
| 30 100 | 19 013,84 | 21 448,79 | 21 945,59 | 22 442,39 | 22 939,19 |
| 30 200 | 19 055,51 | 21 485,07 | 21 981,87 | 22 478,67 | 22 975,47 |
| 30 300 | 19 097,19 | 21 521,34 | 22 018,14 | 22 514,94 | 23 011,74 |
| 30 400 | 19 138,86 | 21 557,62 | 22 054,42 | 22 551,22 | 23 048,02 |
| 30 500 | 19 180,54 | 21 593,89 | 22 090,69 | 22 587,49 | 23 084,29 |
| 30 600 | 19 222,21 | 21 630,17 | 22 126,97 | 22 623,77 | 23 120,57 |
| 30 700 | 19 263,89 | 21 666,44 | 22 163,24 | 22 660,04 | 23 156,84 |
| 30 800 | 19 305,56 | 21 702,72 | 22 199,52 | 22 696,32 | 23 193,12 |
| 30 900 | 19 347,24 | 21 738,99 | 22 235,79 | 22 732,59 | 23 229,39 |
| 31 000 | 19 388,91 | 21 775,27 | 22 272,07 | 22 768,87 | 23 265,67 |
| 31 100 | 19 430,59 | 21 811,54 | 22 308,34 | 22 805,14 | 23 301,94 |
| 31 200 | 19 472,26 | 21 847,82 | 22 344,62 | 22 841,42 | 23 338,22 |
| 31 300 | 19 513,94 | 21 884,09 | 22 380,89 | 22 877,69 | 23 374,49 |
| 31 400 | 19 555,61 | 21 920,37 | 22 417,17 | 22 913,97 | 23 410,77 |
| 31 500 | 19 597,29 | 21 956,64 | 22 453,44 | 22 950,24 | 23 447,04 |
| 31 600 | 19 638,96 | 21 992,92 | 22 489,72 | 22 986,52 | 23 483,32 |
| 31 700 | 19 680,64 | 22 029,19 | 22 525,99 | 23 022,79 | 23 519,59 |
| 31 800 | 19 722,31 | 22 065,47 | 22 562,27 | 23 059,07 | 23 555,87 |
| 31 900 | 19 763,99 | 22 101,74 | 22 598,54 | 23 095,34 | 23 592,14 |
| 32 000 | 19 805,66 | 22 138,02 | 22 634,82 | 23 131,62 | 23 628,42 |
| 32 100 | 19 847,34 | 22 174,29 | 22 671,09 | 23 167,89 | 23 664,69 |
| 32 200 | 19 889,01 | 22 210,57 | 22 707,37 | 23 204,17 | 23 700,97 |
| 32 300 | 19 930,69 | 22 246,84 | 22 743,64 | 23 240,44 | 23 737,24 |
| 32 400 | 19 972,36 | 22 283,12 | 22 779,92 | 23 276,72 | 23 773,52 |

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Célibataire ou famille monoparentale
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 32 500 | 20 014,04 | 22 319,39 | 22 816,19 | 23 312,99 | 23 809,79 |
| 32 600 | 20 055,71 | 22 355,67 | 22 852,47 | 23 349,27 | 23 846,07 |
| 32 700 | 20 097,39 | 22 391,94 | 22 888,74 | 23 385,54 | 23 882,34 |
| 32 800 | 20 139,06 | 22 428,22 | 22 925,02 | 23 421,82 | 23 918,62 |
| 32 900 | 20 180,74 | 22 464,50 | 22 961,30 | 23 458,10 | 23 954,90 |
| 33 000 | 20 222,41 | 22 500,77 | 22 997,57 | 23 494,37 | 23 991,17 |
| 33 100 | 20 267,19 | 22 540,15 | 23 036,95 | 23 533,75 | 24 030,55 |
| 33 200 | 20 311,97 | 22 579,53 | 23 076,33 | 23 573,13 | 24 069,93 |
| 33 300 | 20 356,75 | 22 618,91 | 23 115,71 | 23 612,51 | 24 109,31 |
| 33 400 | 20 401,53 | 22 658,29 | 23 155,09 | 23 651,89 | 24 148,69 |
| 33 500 | 20 446,31 | 22 697,67 | 23 194,47 | 23 691,27 | 24 188,07 |
| 33 600 | 20 491,09 | 22 737,05 | 23 233,85 | 23 730,65 | 24 227,45 |
| 33 700 | 20 535,87 | 22 776,43 | 23 273,23 | 23 770,03 | 24 266,83 |
| 33 800 | 20 580,65 | 22 815,81 | 23 312,61 | 23 809,41 | 24 306,21 |
| 33 900 | 20 625,43 | 22 855,19 | 23 351,99 | 23 848,79 | 24 345,59 |
| 34 000 | 20 670,21 | 22 894,57 | 23 391,37 | 23 888,17 | 24 384,97 |
| 34 100 | 20 714,99 | 22 933,95 | 23 430,75 | 23 927,55 | 24 424,35 |
| 34 200 | 20 759,77 | 22 973,33 | 23 470,13 | 23 966,93 | 24 463,73 |
| 34 300 | 20 804,55 | 23 012,71 | 23 509,51 | 24 006,31 | 24 503,11 |
| 34 400 | 20 849,33 | 23 052,09 | 23 548,89 | 24 045,69 | 24 542,49 |
| 34 500 | 20 894,11 | 23 091,47 | 23 588,27 | 24 085,07 | 24 581,87 |
| 34 600 | 20 938,89 | 23 130,85 | 23 627,65 | 24 124,45 | 24 621,25 |
| 34 700 | 20 983,67 | 23 170,23 | 23 667,03 | 24 163,83 | 24 660,63 |
| 34 800 | 21 028,45 | 23 209,61 | 23 706,41 | 24 203,21 | 24 700,01 |
| 34 900 | 21 073,23 | 23 248,99 | 23 745,79 | 24 242,59 | 24 739,39 |
| 35 000 | 21 118,01 | 23 288,37 | 23 785,17 | 24 281,97 | 24 778,77 |
| 35 100 | 21 162,79 | 23 327,75 | 23 824,55 | 24 321,35 | 24 818,15 |
| 35 200 | 21 207,57 | 23 367,13 | 23 863,93 | 24 360,73 | 24 857,53 |
| 35 300 | 21 252,35 | 23 406,51 | 23 903,31 | 24 400,11 | 24 896,91 |
| 35 400 | 21 297,13 | 23 445,89 | 23 942,69 | 24 439,49 | 24 936,29 |
| 35 500 | 21 341,91 | 23 485,27 | 23 982,07 | 24 478,87 | 24 975,67 |
| 35 600 | 21 386,69 | 23 524,65 | 24 021,45 | 24 518,25 | 25 015,05 |
| 35 700 | 21 431,47 | 23 564,03 | 24 060,83 | 24 557,63 | 25 054,43 |
| 35 800 | 21 476,25 | 23 603,41 | 24 100,21 | 24 597,01 | 25 093,81 |
| 35 900 | 21 521,03 | 23 642,79 | 24 139,59 | 24 636,39 | 25 133,19 |
| 36 000 | 21 565,81 | 23 682,17 | 24 178,97 | 24 675,77 | 25 172,57 |
| 36 100 | 21 610,59 | 23 721,55 | 24 218,35 | 24 715,15 | 25 211,95 |
| 36 200 | 21 655,37 | 23 760,93 | 24 257,73 | 24 754,53 | 25 251,33 |
| 36 300 | 21 700,15 | 23 800,31 | 24 297,11 | 24 793,91 | 25 290,71 |
| 36 400 | 21 744,93 | 23 839,69 | 24 336,49 | 24 833,29 | 25 330,09 |
| 36 500 | 21 789,71 | 23 879,07 | 24 375,87 | 24 872,67 | 25 369,47 |
| 36 600 | 21 834,49 | 23 918,45 | 24 415,25 | 24 912,05 | 25 408,85 |
| 36 700 | 21 879,27 | 23 957,83 | 24 454,63 | 24 951,43 | 25 448,23 |
| 36 800 | 21 924,05 | 23 997,21 | 24 494,01 | 24 990,81 | 25 487,61 |
| 36 900 | 21 968,83 | 24 036,59 | 24 533,39 | 25 030,19 | 25 526,99 |
| 37 000 | 22 013,61 | 24 075,97 | 24 572,77 | 25 069,57 | 25 566,37 |
| 37 100 | 22 058,39 | 24 115,35 | 24 612,15 | 25 108,95 | 25 605,75 |
| 37 200 | 22 103,17 | 24 154,73 | 24 651,53 | 25 148,33 | 25 645,13 |
| 37 300 | 22 147,95 | 24 194,11 | 24 690,91 | 25 187,71 | 25 684,51 |
| 37 400 | 22 192,73 | 24 233,49 | 24 730,29 | 25 227,09 | 25 723,89 |

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Célibataire ou famille monoparentale
Nombre de personnes à charge

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 37 500 | 22 240,53 | 24 275,88 | 24 772,68 | 25 269,48 | 25 766,28 |
| 37 600 | 22 288,32 | 24 318,27 | 24 815,07 | 25 311,87 | 25 808,67 |
| 37 700 | 22 336,11 | 24 360,67 | 24 857,47 | 25 354,27 | 25 851,07 |
| 37 800 | 22 383,90 | 24 403,06 | 24 899,86 | 25 396,66 | 25 893,46 |
| 37 900 | 22 431,69 | 24 445,45 | 24 942,25 | 25 439,05 | 25 935,85 |
| 38 000 | 22 479,49 | 24 487,84 | 24 984,64 | 25 481,44 | 25 978,24 |
| 38 100 | 22 527,28 | 24 530,23 | 25 027,03 | 25 523,83 | 26 020,63 |
| 38 200 | 22 575,07 | 24 572,63 | 25 069,43 | 25 566,23 | 26 063,03 |
| 38 300 | 22 622,86 | 24 615,02 | 25 111,82 | 25 608,62 | 26 105,42 |
| 38 400 | 22 670,65 | 24 657,41 | 25 154,21 | 25 651,01 | 26 147,81 |
| 38 500 | 22 718,44 | 24 699,80 | 25 196,60 | 25 693,40 | 26 190,20 |
| 38 600 | 22 766,24 | 24 742,19 | 25 238,99 | 25 735,79 | 26 232,59 |
| 38 700 | 22 814,03 | 24 784,58 | 25 281,38 | 25 778,18 | 26 274,98 |
| 38 800 | 22 861,82 | 24 826,98 | 25 323,78 | 25 820,58 | 26 317,38 |
| 38 900 | 22 909,61 | 24 869,37 | 25 366,17 | 25 862,97 | 26 359,77 |
| 39 000 | 22 957,40 | 24 911,76 | 25 408,56 | 25 905,36 | 26 402,16 |
| 39 100 | 23 007,16 | 24 956,12 | 25 452,92 | 25 949,72 | 26 446,52 |
| 39 200 | 23 056,92 | 25 000,48 | 25 497,28 | 25 994,08 | 26 490,88 |
| 39 300 | 23 106,69 | 25 044,84 | 25 541,64 | 26 038,44 | 26 535,24 |
| 39 400 | 23 156,45 | 25 089,20 | 25 586,00 | 26 082,80 | 26 579,60 |
| 39 500 | 23 206,21 | 25 133,56 | 25 630,36 | 26 127,16 | 26 623,96 |
| 39 600 | 23 255,97 | 25 177,93 | 25 674,73 | 26 171,53 | 26 668,33 |
| 39 700 | 23 305,73 | 25 222,29 | 25 719,09 | 26 215,89 | 26 712,69 |
| 39 800 | 23 355,49 | 25 266,65 | 25 763,45 | 26 260,25 | 26 757,05 |
| 39 900 | 23 405,25 | 25 311,01 | 25 807,81 | 26 304,61 | 26 801,41 |
| 40 000 | 23 455,01 | 25 355,37 | 25 852,17 | 26 348,97 | 26 845,77 |
| 40 100 | 23 504,77 | 25 399,73 | 25 896,53 | 26 393,33 | 26 890,13 |
| 40 200 | 23 554,53 | 25 444,09 | 25 940,89 | 26 437,69 | 26 934,49 |
| 40 300 | 23 604,30 | 25 488,45 | 25 985,25 | 26 482,05 | 26 978,85 |
| 40 400 | 23 654,06 | 25 532,81 | 26 029,61 | 26 526,41 | 27 023,21 |
| 40 500 | 23 703,82 | 25 577,17 | 26 073,97 | 26 570,77 | 27 067,57 |
| 40 600 | 23 753,58 | 25 621,54 | 26 118,34 | 26 615,14 | 27 111,94 |
| 40 700 | 23 803,34 | 25 665,90 | 26 162,70 | 26 659,50 | 27 156,30 |
| 40 800 | 23 853,10 | 25 710,26 | 26 207,06 | 26 703,86 | 27 200,66 |
| 40 900 | 23 902,86 | 25 754,62 | 26 251,42 | 26 748,22 | 27 245,02 |
| 41 000 | 23 952,62 | 25 798,98 | 26 295,78 | 26 792,58 | 27 289,38 |
| 41 100 | 24 002,38 | 25 843,34 | 26 340,14 | 26 836,94 | 27 333,74 |
| 41 200 | 24 052,14 | 25 887,70 | 26 384,50 | 26 881,30 | 27 378,10 |
| 41 300 | 24 101,91 | 25 932,06 | 26 428,86 | 26 925,66 | 27 422,46 |
| 41 400 | 24 151,67 | 25 976,42 | 26 473,22 | 26 970,02 | 27 466,82 |
| 41 500 | 24 201,43 | 26 020,78 | 26 517,58 | 27 014,38 | 27 511,18 |
| 41 600 | 24 251,19 | 26 065,15 | 26 561,95 | 27 058,75 | 27 555,55 |
| 41 700 | 24 300,95 | 26 109,51 | 26 606,31 | 27 103,11 | 27 599,91 |
| 41 800 | 24 350,71 | 26 153,87 | 26 650,67 | 27 147,47 | 27 644,27 |
| 41 900 | 24 400,47 | 26 198,23 | 26 695,03 | 27 191,83 | 27 688,63 |
| 42 000 | 24 450,23 | 26 242,59 | 26 739,39 | 27 236,19 | 27 732,99 |
| 42 100 | 24 499,99 | 26 286,95 | 26 783,75 | 27 280,55 | 27 777,35 |
| 42 200 | 24 549,75 | 26 331,31 | 26 828,11 | 27 324,91 | 27 821,71 |
| 42 300 | 24 599,52 | 26 375,67 | 26 872,47 | 27 369,27 | 27 866,07 |
| 42 400 | 24 649,28 | 26 420,03 | 26 916,83 | 27 413,63 | 27 910,43 |

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2000)
Célibataire ou famille monoparentale
Nombre de personnes à charge**

| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 42 500 | 24 699,04 | 26 464,39 | 26 961,19 | 27 457,99 | 27 954,79 |
| 42 600 | 24 748,80 | 26 508,76 | 27 005,56 | 27 502,36 | 27 999,16 |
| 42 700 | 24 798,56 | 26 553,12 | 27 049,92 | 27 546,72 | 28 043,52 |
| 42 800 | 24 848,32 | 26 597,48 | 27 094,28 | 27 591,08 | 28 087,88 |
| 42 900 | 24 898,08 | 26 641,84 | 27 138,64 | 27 635,44 | 28 132,24 |
| 43 000 | 24 947,84 | 26 686,20 | 27 183,00 | 27 679,80 | 28 176,60 |
| 43 100 | 24 997,60 | 26 730,56 | 27 227,36 | 27 724,16 | 28 220,96 |
| 43 200 | 25 047,36 | 26 774,92 | 27 271,72 | 27 768,52 | 28 265,32 |
| 43 300 | 25 097,13 | 26 819,28 | 27 316,08 | 27 812,88 | 28 309,68 |
| 43 400 | 25 146,89 | 26 863,64 | 27 360,44 | 27 857,24 | 28 354,04 |
| 43 500 | 25 196,65 | 26 908,00 | 27 404,80 | 27 901,60 | 28 398,40 |
| 43 600 | 25 246,41 | 26 952,37 | 27 449,17 | 27 945,97 | 28 442,77 |
| 43 700 | 25 296,17 | 26 996,73 | 27 493,53 | 27 990,33 | 28 487,13 |
| 43 800 | 25 345,93 | 27 041,09 | 27 537,89 | 28 034,69 | 28 531,49 |
| 43 900 | 25 395,69 | 27 085,45 | 27 582,25 | 28 079,05 | 28 575,85 |
| 44 000 | 25 445,45 | 27 129,81 | 27 626,61 | 28 123,41 | 28 620,21 |
| 44 100 | 25 495,21 | 27 174,17 | 27 670,97 | 28 167,77 | 28 664,57 |
| 44 200 | 25 544,97 | 27 218,53 | 27 715,33 | 28 212,13 | 28 708,93 |
| 44 300 | 25 594,74 | 27 262,89 | 27 759,69 | 28 256,49 | 28 753,29 |
| 44 400 | 25 644,50 | 27 307,25 | 27 804,05 | 28 300,85 | 28 797,65 |
| 44 500 | 25 694,26 | 27 351,61 | 27 848,41 | 28 345,21 | 28 842,01 |
| 44 600 | 25 744,02 | 27 395,98 | 27 892,78 | 28 389,58 | 28 886,38 |
| 44 700 | 25 793,78 | 27 440,34 | 27 937,14 | 28 433,94 | 28 930,74 |
| 44 800 | 25 843,54 | 27 484,70 | 27 981,50 | 28 478,30 | 28 975,10 |
| 44 900 | 25 893,30 | 27 529,06 | 28 025,86 | 28 522,66 | 29 019,46 |
| 45 000 | 25 943,06 | 27 573,42 | 28 070,22 | 28 567,02 | 29 063,82 |
| 45 100 | 25 992,82 | 27 617,78 | 28 114,58 | 28 611,38 | 29 108,18 |
| 45 200 | 26 042,58 | 27 662,14 | 28 158,94 | 28 655,74 | 29 152,54 |
| 45 300 | 26 092,35 | 27 706,50 | 28 203,30 | 28 700,10 | 29 196,90 |
| 45 400 | 26 142,11 | 27 750,86 | 28 247,66 | 28 744,46 | 29 241,26 |
| 45 500 | 26 191,87 | 27 795,22 | 28 292,02 | 28 788,82 | 29 285,62 |
| 45 600 | 26 241,63 | 27 839,59 | 28 336,39 | 28 833,19 | 29 329,99 |
| 45 700 | 26 291,39 | 27 883,95 | 28 380,75 | 28 877,55 | 29 374,35 |
| 45 800 | 26 341,15 | 27 928,31 | 28 425,11 | 28 921,91 | 29 418,71 |
| 45 900 | 26 390,91 | 27 972,67 | 28 469,47 | 28 966,27 | 29 463,07 |
| 46 000 | 26 440,67 | 28 021,53 | 28 513,83 | 29 015,13 | 29 511,93 |
| 46 100 | 26 490,43 | 28 071,29 | 28 568,09 | 29 064,89 | 29 561,69 |
| 46 200 | 26 540,19 | 28 121,05 | 28 617,85 | 29 114,65 | 29 611,45 |
| 46 300 | 26 589,96 | 28 170,81 | 28 667,61 | 29 164,41 | 29 661,21 |
| 46 400 | 26 639,72 | 28 220,57 | 28 717,37 | 29 214,17 | 29 710,97 |
| 46 500 | 26 689,48 | 28 270,33 | 28 767,13 | 29 263,93 | 29 760,73 |
| 46 600 | 26 739,24 | 28 320,10 | 28 816,90 | 29 313,70 | 29 810,50 |
| 46 700 | 26 789,00 | 28 369,86 | 28 866,66 | 29 363,46 | 29 860,26 |
| 46 800 | 26 838,76 | 28 419,62 | 28 916,42 | 29 413,22 | 29 910,02 |
| 46 900 | 26 888,52 | 28 469,38 | 28 966,18 | 29 462,98 | 29 959,78 |
| 47 000 | 26 938,28 | 28 519,14 | 29 015,94 | 29 512,74 | 30 009,54 |
| 47 100 | 26 988,04 | 28 568,90 | 29 065,70 | 29 562,50 | 30 059,30 |
| 47 200 | 27 037,80 | 28 618,66 | 29 115,46 | 29 612,26 | 30 109,06 |
| 47 300 | 27 087,57 | 28 668,42 | 29 165,22 | 29 662,02 | 30 158,82 |
| 47 400 | 27 137,33 | 28 718,18 | 29 214,98 | 29 711,78 | 30 208,58 |

| Revenu brut annuel | Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2000) Célibataire ou famille monoparentale Nombre de personnes à charge | | | | |
|-----------------------|---|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 et plus |
| 47 500 | 27 187,09 | 28 767,94 | 29 264,74 | 29 761,54 | 30 258,34 |
| 47 600 | 27 236,85 | 28 817,71 | 29 314,51 | 29 811,31 | 30 308,11 |
| 47 700 | 27 286,61 | 28 867,47 | 29 364,27 | 29 861,07 | 30 357,87 |
| 47 800 | 27 336,37 | 28 917,23 | 29 414,03 | 29 910,83 | 30 407,63 |
| 47 900 | 27 386,13 | 28 966,99 | 29 463,79 | 29 960,59 | 30 457,39 |
| 48 000 | 27 435,89 | 29 016,75 | 29 513,55 | 30 010,35 | 30 507,15 |
| 48 100 | 27 485,65 | 29 066,51 | 29 563,31 | 30 060,11 | 30 556,91 |
| 48 200 | 27 535,41 | 29 116,27 | 29 613,07 | 30 109,87 | 30 606,67 |
| 48 300 | 27 585,18 | 29 166,03 | 29 662,83 | 30 159,63 | 30 656,43 |
| 48 400 | 27 634,94 | 29 215,79 | 29 712,59 | 30 209,39 | 30 706,19 |
| 48 500 | 27 684,70 | 29 265,55 | 29 762,35 | 30 259,15 | 30 755,95 |
| 48 600 | 27 734,46 | 29 315,32 | 29 812,12 | 30 308,92 | 30 805,72 |
| 48 700 | 27 784,22 | 29 365,08 | 29 861,88 | 30 358,68 | 30 855,48 |
| 48 800 | 27 833,98 | 29 414,84 | 29 911,64 | 30 408,44 | 30 905,24 |
| 48 900 | 27 883,74 | 29 464,60 | 29 961,40 | 30 458,20 | 30 955,00 |
| 49 000 | 27 933,50 | 29 514,36 | 30 011,16 | 30 507,96 | 31 004,76 |
| 49 100 | 27 983,26 | 29 564,12 | 30 060,92 | 30 557,72 | 31 054,52 |
| 49 200 | 28 033,02 | 29 613,88 | 30 110,68 | 30 607,48 | 31 104,28 |
| 49 300 | 28 082,79 | 29 663,64 | 30 160,44 | 30 657,24 | 31 154,04 |
| 49 400 | 28 132,55 | 29 713,40 | 30 210,20 | 30 707,00 | 31 203,80 |
| 49 500 | 28 182,31 | 29 763,16 | 30 259,96 | 30 756,76 | 31 253,56 |
| 49 600 | 28 232,07 | 29 812,93 | 30 309,73 | 30 806,53 | 31 303,33 |
| 49 700 | 28 281,83 | 29 862,69 | 30 359,49 | 30 856,29 | 31 353,09 |
| 49 800 | 28 331,59 | 29 912,45 | 30 409,25 | 30 906,05 | 31 402,85 |
| 49 900 | 28 381,35 | 29 962,21 | 30 459,01 | 30 955,81 | 31 452,61 |
| 50 000 | 28 431,11 | 30 011,97 | 30 508,77 | 31 005,57 | 31 502,37 |
| 50 100 | 28 478,17 | 30 059,03 | 30 555,83 | 31 052,63 | 31 549,43 |
| 50 200 | 28 525,23 | 30 106,09 | 30 602,89 | 31 099,69 | 31 596,49 |
| 50 300 | 28 572,30 | 30 153,15 | 30 649,95 | 31 146,75 | 31 643,55 |
| 50 400 | 28 619,36 | 30 200,21 | 30 697,01 | 31 193,81 | 31 690,61 |
| 50 500 | 28 666,42 | 30 247,27 | 30 744,07 | 31 240,87 | 31 737,67 |

32790

Projet de règlement

Loi sur l'aide financière aux études
(L.R.Q., c. A-13.3; 1997, c. 90)

Aide financière aux études — Modifications

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le « Règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études », dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à hausser les montants de certaines dépenses admises aux fins du calcul de l'aide financière ainsi qu'à hausser les montants maximums des bourses.

À ce jour, l'étude de ce projet de règlement ne révèle aucun impact sur les entreprises.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Pierre-Paul Allaire, directeur, Direction de l'aide financière aux études, 1035, rue De La Chevrotière, 20^e étage, Québec, G1R 5A5; tél.: (418) 646-5313.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours, au ministre de l'Éducation, 1035, rue De La Chevrotière, 16^e étage, Québec, G1R 5A5.

Le ministre de l'Éducation,
FRANÇOIS LEGAULT

Règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études*

Loi sur l'aide financière aux études
(L.R.Q., c. A-13.3, a. 57; 1997, c. 90, a. 12)

1. L'article 30 du Règlement sur l'aide financière aux études est modifié par le remplacement des montants «53 \$», «27 \$», «152 \$» et «108 \$» par les montants «54 \$», «28 \$», «153 \$» et «109 \$».

2. L'article 33 de ce règlement est modifié:

1^o par le remplacement, dans le premier alinéa, du montant «50 \$» par le montant «51 \$»;

2^o par le remplacement, dans le troisième alinéa, du montant «1 045 \$» par le montant «1 054 \$».

3. L'article 35 de ce règlement est modifié par le remplacement du montant «12 \$» par le montant «13 \$».

4. L'article 36 de ce règlement est modifié par le remplacement des montants «32 \$» et «12 \$» par les montants «33 \$» et «13 \$».

5. L'article 42 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des montants «230 \$» et «460 \$» par les montants «232 \$» et «464 \$».

6. L'article 47 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le cinquième alinéa, du mot «troisième» par le mot «quatrième».

7. L'article 50 de ce règlement est modifié par le remplacement des montants prévus respectivement aux paragraphes 0.1^o à 2^o du premier alinéa par les montants suivants:

0.1^o «11 356 \$»;

1^o «11 356 \$»;

2^o «11 588 \$».

8. Le présent règlement s'applique à partir du trimestre d'été de l'année d'attribution 1999-2000.

9. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

32798

* Les dernières modifications au Règlement sur l'aide financière aux études, édicté par le décret 844-90 du 20 juin 1990 (1990, *G.O.* 2, 2452), ont été apportées par les règlements édictés par les décrets 484-98 du 8 avril 1998 (1998, *G.O.* 2, 2144) et 1424-98 du 19 novembre 1998 (1998, *G.O.* 2, 6149). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau de modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, 1999, à jour au 1^{er} mars 1999.

Décisions

Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite

Loi sur le régime de rentes du Québec
(L.R.Q., c. R-9, a. 23.5, 23.6, 25, 25.2 et 25.3)

Loi sur les allocations d'aide aux familles
(L.R.Q., c. A-17, a. 29)

Loi sur les prestations familiales
(1997, c. 57, a. 37)

Loi sur les régimes complémentaires de retraite
(L.R.Q., c. R-15.1, a. 250 et 251)

PARTIE I RÉGIME DE RENTES ET PRESTATIONS FAMILIALES

SECTION I DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES

1. Sont délégués au président-directeur général, sous réserve des délégations faites à d'autres, les pouvoirs et fonctions résultant de la Loi sur les allocations d'aide aux familles, de la Loi sur les prestations familiales et de la Loi sur le régime de rentes du Québec, sauf le pouvoir de prendre des règlements.

Lui sont également délégués tous les pouvoirs nécessaires ou utiles pour faire exécuter, par les personnes qu'il désigne, les actes afférents aux pouvoirs et fonctions visés au premier alinéa, sauf dans le cas de pouvoirs délégués à d'autres par la loi ou les règlements ou par d'autres décisions.

Il peut subdéléguer ses pouvoirs relatifs à la Loi sur le régime de rentes du Québec et à la Loi sur les prestations familiales à chacun des vice-présidents.

2. Les pouvoirs et fonctions résultant de la Loi sur les allocations d'aide aux familles, de la Loi sur les prestations familiales et de leurs règlements sont, d'après la description des tâches des corps d'emploi et les directives, délégués au personnel de la Direction des programmes d'aide à la famille.

Toutefois, les pouvoirs et fonctions énumérés ci-dessous sont délégués comme suit:

1° le pouvoir de délivrer un avis d'acceptation d'une allocation pour enfant handicapé est délégué au directeur des Programmes d'aide à la famille;

2° le pouvoir de réviser une décision est délégué selon la section II de la présente partie;

3° le pouvoir de faire remise d'une dette est délégué selon la section II de la partie III;

4° le pouvoir de délivrer le certificat visé à l'article 20 de la Loi sur les prestations familiales est délégué au chef du Service des prestations familiales.

3. Les pouvoirs et fonctions résultant de la Loi sur le régime de rentes du Québec et de ses règlements sont, d'après la description des tâches des corps d'emploi et les directives, délégués au personnel de la Direction des cotisations et des prestations et de la Direction des renseignements.

Toutefois, les pouvoirs et fonctions énumérés ci-dessous sont délégués comme suit:

1° le pouvoir de délivrer un avis d'acceptation d'une prestation est délégué au directeur des Cotisations et des Prestations;

2° le pouvoir de réviser une décision est délégué selon la section II de la présente partie;

3° le pouvoir de délivrer un état de participation au régime de rentes sans qu'une demande n'ait été reçue est délégué au président-directeur général;

4° le pouvoir de faire remise d'une dette est délégué selon la section II de la partie III;

5° le pouvoir de conclure les arrangements prévus au deuxième alinéa de l'article 5 et au deuxième alinéa de l'article 8 du Règlement sur le travail visé est délégué au secrétaire;

6° le pouvoir de viser une entente conclue en vertu de l'article 195.1 de la Loi sur le régime de rentes du Québec est délégué aux agents de rentes du Service aux cotisants;

7° le pouvoir de délivrer le certificat visé à l'article 151 de la Loi sur le régime de rentes du Québec est délégué au chef du Service des prestations-2.

SECTION II DÉLÉGATION DU POUVOIR DE RÉVISION

§1. Révision sur demande

4. Les demandes en révision présentées selon l'article 17 de la Loi sur les allocations d'aide aux familles, l'article 26 de la Loi sur les prestations familiales ou l'article 186 de la Loi sur le régime de rentes du Québec sont décidées par tout agent de révision du Service de la révision.

5. Est constitué le Comité de révision du régime de rentes du Québec et des prestations familiales.

Le comité décide des demandes en révision qui comportent des éléments particuliers que peut lui soumettre le chef du Service de la révision.

6. Le comité se compose de trois membres comme suit:

1^o deux des cadres suivants: un vice-président, le directeur de l'Évaluation et de la Révision, le directeur des Affaires juridiques, le directeur du Soutien aux opérations, le chef du Service de l'évaluation, le chef du Service des normes et de la formation ou le chef du Service juridique;

2^o un juriste de la Direction des affaires juridiques, si le directeur des Affaires juridiques ou le chef du Service juridique ne siège pas au comité.

Un vice-président ou les cadres qui relèvent de lui ne peuvent participer ensemble à la même séance ou décision du comité. Il en va ainsi du directeur des Affaires juridiques et du chef du Service juridique.

7. Le comité choisit son président parmi ses membres.

Le chef du Service de la révision ou, tout agent de révision qu'il désigne, agit comme secrétaire du comité.

8. Le comité se réunit sur convocation de son secrétaire. Les décisions du comité sont prises à la majorité des membres présents à une séance ou des membres qui signent une décision.

Les décisions doivent être motivées par écrit.

Le comité peut demander un complément d'enquête ou d'analyse ou un avis juridique avant de rendre une décision. Le comité peut également s'adjoindre toute personne pour le conseiller.

9. Dans les 30 jours de la fin de l'exercice de la Régie, le secrétaire du comité soumet au président-directeur général un rapport d'activité du comité.

§2. Révision d'office en vertu de l'article 26 de la Loi sur le régime de rentes du Québec

10. Le supérieur des membres du personnel de la Direction des programmes d'aide à la famille, de la Direction des cotisations et des prestations ou de la Direction des renseignements peut réviser d'office leurs décisions.

Toutefois, si la décision à réviser comporte le versement d'une somme, elle doit être rendue par le directeur des cotisations et des Prestations ou le directeur des Programmes d'aide à la famille. Si la somme est supérieure à 20 000 \$, la décision doit être rendue par le vice-président aux Services à la clientèle.

Le Comité de révision du Régime de rentes du Québec et des prestations familiales, le chef du Service de la révision ou le chef de l'équipe des agents de révision peuvent réviser d'office les décisions rendues par un agent de révision.

Le personnel autorisé de la Direction des cotisations et des prestations peut, à la suite d'une renonciation au partage des gains admissibles non ajustés, réviser d'office le partage fait en application de l'article 102.1 de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

PARTIE II RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

SECTION I DÉLÉGATION DES POUVOIRS RÉSULTANT DE LA LOI ET DES RÈGLEMENTS

11. Sont délégués au président-directeur général, sous réserve des délégations faites à d'autres, les pouvoirs et fonctions résultant de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, sauf le pouvoir de prendre des règlements.

12. Les pouvoirs relatifs aux articles de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et du Règlement sur les régimes complémentaires de retraite énumérés ci-après sont délégués comme suit:

| Articles de la loi | Délégués |
|---|--|
| 14, 1 ^{er} al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 18, 2 ^e al. | le chef du Service de la surveillance |
| 20, 2 ^e al., 2 ^e par. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 22, 1 ^{er} al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 24, 1 ^{er} al., 25, 26, 1 ^{er} al., 2 ^e par., 28 et 29 | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 27 | tout membre du personnel de la Direction des régimes de retraite |
| 30 | tout membre du personnel de la Direction des régimes de retraite, quant à la prolongation de l'examen de la demande d'enregistrement |
| 32, 1 ^{er} al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 32, 2 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 35 | le directeur des Régimes de retraite |
| 41, 2 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 57 | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 68, 2 ^e al., 2 ^e par. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 118, 4 ^e par. | le chef du Service de la surveillance |
| 119, 2 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 135.5 | l'actuaire principal du Service de la surveillance |
| 160 | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 166, 1 ^{er} al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 170 | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 181 | le président-directeur général |
| 183 | le président-directeur général |

| Articles de la loi | Délégués |
|---------------------------|--|
| 187 | le président-directeur général |
| 188, 2 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 188, 3 ^e al. | le chef du Service de la surveillance |
| 190 | le chef du Service de la surveillance, quant à l'approbation |
| 191, 1 ^{er} al. | Le président-directeur général |
| 192 | Le directeur des Régimes de retraite |
| 193 | le directeur des Régimes de retraite |
| 194 | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 199 | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 199.1 | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 202 à 207 | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite, quant à l'avis de conformité (a. 202, 2 ^e al.), la prorogation du délai de 30 jours (a. 205, 1 ^{er} al.), l'approbation d'un complément au projet de rapport terminal (a. 205.1) et l'approbation d'un projet de rapport terminal, et le chef du Service de la surveillance, quant à l'ordonnance de publication (a. 204, 1 ^{er} al.) |
| 210, 2 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 211, 2 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 229, 1 ^{er} al. | le chef du Service de la surveillance |
| 230.4, 2 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 230.5 | le chef du Service de la surveillance |
| 240.2, 4 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 240.3 | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |

| Articles de la loi | Délégués |
|---|---|
| 241 | tout professionnel de la Direction de l'évaluation et de la révision conjointement avec tout juriste de la Direction des affaires juridiques; si les opinions se partagent également sur une question, celle-ci sera décidée par l'un de leurs supérieurs |
| 242 | tout juriste de la Direction des affaires juridiques |
| 246, quant au pouvoir de révision conféré par l'article 26 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) | Chacun des supérieurs du délégué qui a rendu la décision |
| 246, 2 ^e par. | le vice-président aux Politiques et aux Programmes |
| 246, 3 ^e par. | le directeur des Régimes de retraite, quant à la décision de faire l'inspection d'un régime de retraite, et tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite, quant à l'inspection |
| 246, 4 ^e par. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 246, 5 ^e par. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 246, 6 ^e par. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 246, 6.1 ^e par. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 247, 3 ^e al. | le secrétaire |
| 247.1 | le directeur des Régimes de retraite |
| 248 | le directeur des Régimes de retraite |
| 249 | le président-directeur général |
| 252, 2 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 254 | le président-directeur général |
| 255 | le président-directeur général |
| 256 | le président-directeur général |
| 307, 1 ^{er} al. | le chef du Service de la surveillance |

| Articles de la loi | Délégués |
|--|--|
| 310.1, 3 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 311.1, 2 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 313 | le chef du Service de la surveillance |
| 314, 2 ^e al. | le chef du Service de la surveillance |
| 318 | le chef du Service de la surveillance |
| pouvoir de transmettre au comité de retraite un avis de son défaut de fournir à la Régie un document ou un renseignement | tout membre du personnel de la Direction des régimes de retraite |
| Articles du règlement | |
| 19, 2 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |
| 29, 3 ^e al. | tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite |

SECTION II DÉLÉGATION DES POUVOIRS RÉSULTANT D'UNE ENTENTE

13. Sont délégués aux personnes qui, en vertu des articles 11 et 12, sont investies de pouvoirs relatifs à des matières correspondantes, les pouvoirs que la Régie détient en application d'une entente conclue en vertu de l'article 249 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite ou visée à l'article 285 de cette loi.

Les pouvoirs qui, résultant d'une telle entente, portent sur des matières visées par une loi émanant d'une autre autorité législative que le Parlement du Québec sans être des matières auxquelles réfèrent les articles 11 et 12, sont délégués au directeur des Régimes de retraite.

Les pouvoirs qui, résultant d'une telle entente, portent sur d'autres matières que celles visées aux alinéas précédents, dont celui de se retirer d'une telle entente, partiellement ou totalement, sont délégués au président-directeur général.

PARTIE III

DISPOSITIONS COMMUNES

SECTION I

POUVOIR D'ENGAGER LA RÉGIE ET DÉLÉGATION DE SIGNATURE

14. Un document qui requiert la signature de la Régie peut être signé par le président-directeur général, à moins que le conseil d'administration n'en décide autrement.

Sont également autorisés à engager la Régie, les personnes mentionnées à la présente délégation et au Plan de gestion financière de la Régie des rentes du Québec en annexe.

Le secrétaire est autorisé à signer les ententes d'échange de renseignements.

15. Un document engage la Régie et peut lui être attribué si la personne qui le signe agit dans l'exécution d'un pouvoir qui lui est délégué.

La signature de tout délégué peut, avec l'autorisation générale ou spéciale de ce dernier, être apposée au moyen d'un appareil automatique sur tout document qui découle de l'exercice de ses pouvoirs. Un fac-similé de sa signature peut également, aux mêmes conditions, être gravé, lithographié ou imprimé.

SECTION II

REMISE DE DETTES

16. Le pouvoir de faire remise d'une dette est délégué de la façon suivante et selon le domaine d'activité des décideurs concernés:

1^o un chef de service, jusqu'à 20 \$ et, en matière de régime de retraite, jusqu'à 250 \$;

2^o un directeur, sur recommandation d'un chef de service, jusqu'à 2 000 \$;

3^o un vice-président, sur recommandation d'un directeur, plus de 2 000 \$.

SECTION III

POUVOIR DE RÉVISION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DES VICE-PRÉSIDENTS

17. Le président-directeur général ou l'un des vice-présidents peut réviser d'office en vertu de l'article 26 de la Loi sur le régime de rentes du Québec toute décision dont le pouvoir de révision n'est pas autrement délégué.

SECTION IV

POUVOIRS D'ENQUÊTE

18. Les pouvoirs d'enquête conférés à la Régie par l'article 30 de la Loi sur le régime de rentes du Québec peuvent être exercés par toute personne que le président-directeur général désigne.

Ces pouvoirs peuvent également être exercés par chacun des membres du Comité de révision du Régime de rentes du Québec et des prestations familiales. Il en va de même quant à chacun des délégués de la Direction de l'évaluation et de la révision et de la Direction des affaires juridiques qui exerce des pouvoirs en révision en matière de régimes de retraite.

SECTION V

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DE DOCUMENTS

19. Le secrétaire peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser une personne qui doit transmettre à la Régie un avis, un rapport, une déclaration ou quelque autre document à le lui communiquer au moyen d'un support magnétique ou d'une liaison électronique.

SECTION VI

RAPPORT D'INFRACTION TENANT LIEU DE TÉMOIGNAGE

20. Tout agent de rentes principal de la Direction des renseignements et tout technicien ou professionnel de la Direction des régimes de retraite est habilité à remplir le rapport d'infraction tenant lieu du témoignage prévu à l'article 62 du Code de procédure pénal.

SECTION VII

AUTHENTICITÉ DE DOCUMENTS

21. En plus des documents visés à l'article 25 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, le secrétaire certifie conformes les transcriptions visées à l'article 25.3 de la loi.

Les copies d'autorisations de communiquer des renseignements médicaux peuvent être certifiées conformes par les agents de bureau et les infirmières du Service de l'évaluation médicale.

22. Toute décision, ou sa copie, peut être certifiée conforme par un membre du personnel de la direction où elle a été rendue.

Toute décision du Comité de révision du Régime de rentes du Québec et des prestations familiales, ou une copie de la décision, est certifiée conforme par un membre du personnel du Service de la révision.

SECTION VIII SUPÉRIEURS ET REMPLAÇANTS

23. Les pouvoirs délégués en vertu de la présente délégation le sont également à chacun des supérieurs des délégataires. La délégation de pouvoirs s'étend, en cas d'empêchement du délégataire, à son remplaçant.

Sous réserve de la subdélégation prévue au troisième alinéa de l'article 1, en cas d'empêchement, les pouvoirs délégués au président-directeur général en vertu de la présente délégation sont exercés par deux vice-présidents. En cas de désaccord, la question est soumise pour décision au vice-président du conseil d'administration. En cas d'urgence, un vice-président peut agir seul.

SECTION IX PRISE D'EFFET ET REMPLACEMENT

24. La présente décision, prise le 9 septembre 1999, prend effet à cette date et remplace:

1^o la Délégation de pouvoirs par la Régie des rentes du Québec en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec, de la Loi sur les allocations d'aide aux familles et de la Loi sur les prestations familiales du 22 août 1997 modifiée le 20 mars 1998;

2^o la Délégation de pouvoirs par la Régie des rentes du Québec suivant les articles 250 et 251 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du 12 février 1999;

3^o les Règles touchant le fonctionnement du Comité de révision en matière de régime de rentes et de prestations familiales et la vérification des décisions en révision du 22 août 1997.

ANNEXE (a. 14)

PLAN DE GESTION FINANCIÈRE DE LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

(Pris en vertu de la délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite)

Pouvoirs généraux d'engager la Régie

1. Les personnes suivantes peuvent engager la Régie comme suit:

- le président-directeur général, jusqu'à 500 000 \$;
- chaque vice-président, jusqu'à 75 000 \$;
- chaque directeur, jusqu'à 25 000 \$;

— chaque chef de service, jusqu'à 10 000 \$;

— le personnel des centres de service en région autorisé par le directeur des Renseignements, jusqu'à 100 \$.

Le conseil d'administration autorise les engagements de plus de 500 000 \$.

Si l'exécution d'un engagement s'étend sur plus d'un exercice, le pouvoir d'engager la Régie est déterminé suivant le total de l'engagement. Il en va de même en cas d'ajout à un engagement.

Pouvoirs particuliers d'engager la Régie

2. Malgré les limites pécuniaires prévues à l'article 1, les personnes suivantes peuvent engager la Régie comme suit:

| Personnes autorisées (par direction) | Pouvoirs particuliers d'engager la Régie |
|---|--|
| Toutes les directions | |
| 1 ^o Les chefs de service | Approuver les factures qui n'excèdent pas le montant de la demande de biens et services ou du contrat. |
| Direction générale et certaines directions | |
| 2 ^o Les personnes autorisées par les règlements et résolutions bancaires | Exercer les pouvoirs prévus par les règlements et résolutions bancaires. |
| Direction des communications | |
| 3 ^o Le directeur des Communications | Approuver les demandes de biens et services pour acheter des brochures, des dépliants ou d'autres publications externes, jusqu'à 50 000 \$. |
| Direction des cotisations et des prestations | |
| 4 ^o Le chef du Service aux cotisants | Autoriser le paiement de la facture du ministère du Développement des ressources humaines du Canada pour utiliser son fichier central. |
| 5 ^o Le chef de l'équipe du Service de l'évaluation médicale | Autoriser les comptes d'honoraires des experts. Autoriser les comptes de frais de déplacement des personnes expertisées à la demande de la Régie. |

| Personnes autorisées (par direction) | Pouvoirs particuliers d'engager la Régie |
|--|--|
| 6 ^o Le chef du Service des prestations-2 conjointement avec un membre du personnel du service | Autoriser l'émission des chèques suivants: — chèques payables en vertu de l'article 229 de la Loi sur le régime de rentes du Québec au compte du ministre désigné à cet article; — chèques payables au compte du Régime de pensions du Canada; — chèques de rentes ou de prestations payables en vertu de Régime de rentes du Québec. |

Direction des programmes d'aide à la famille

| | |
|---|--|
| 7 ^o Le chef du Service des prestations familiales conjointement avec un membre du personnel du service | Autoriser l'émission des chèques d'allocations d'aide aux familles ou de prestations familiales. |
|---|--|

Direction des renseignements

| | |
|---|--|
| 8 ^o Le personnel des centres de service en région autorisé par le directeur des Renseignements | Approuver les demandes d'avance ou de remboursement de frais de déplacement, jusqu'à 500 \$. |
|---|--|

Direction des services à la gestion et au personnel

| | |
|---|---|
| 9 ^o Le directeur des Services à la gestion et au personnel ou le chef du Service des ressources financières, après avis au président-directeur général ou au vice-président aux Services à l'organisation quant aux dépôts à participation | Autoriser les placements en dépôts à terme ou en dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec et retirer ces dépôts. |
| 10 ^o Le chef de l'équipe de la comptabilité et de la trésorerie du Service des ressources financières ou tout professionnel de ce service autorisé par le directeur des Services à la gestion et au personnel | Autoriser les placements en dépôts à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec et retirer ces dépôts. Autoriser le transfert et le décaissement des fonds monétaires et le paiement des frais bancaires. Autoriser les transactions comptables. |

| Personnes autorisées (par direction) | Pouvoirs particuliers d'engager la Régie |
|--|---|
| 11 ^o Le chef du Service des ressources humaines | Autoriser l'émission des chèques de paye, le versement des remises aux organismes percepteurs et des cotisations patronales. |
| 12 ^o Le chef de l'équipe du perfectionnement du Service des ressources humaines ou le personnel autorisé par le chef du service | Approuver les factures pour le perfectionnement du personnel qui n'excèdent pas le montant de la demande d'inscription à l'activité ou du contrat. |
| 13 ^o Le chef du Service des ressources matérielles | Autoriser le paiement des factures relatives aux loyers et des dépenses de postales. |
| 14 ^o Le chef de l'équipe de la gestion immobilière du Service des ressources matérielles | Autoriser les demandes de biens et services de son service, jusqu'à 500 \$. Approuver une facture qui n'excède pas le montant de la demande de biens et services ou du contrat, jusqu'à 500 \$. |
| 15 ^o Le personnel du Service des ressources matérielles autorisé par le chef du service | Approuver une commande d'achat qui ne dépasse pas le montant de la demande de biens et services. Approuver une facture qui ne dépasse pas le montant de la commande d'achat d'origine ou celui de cette commande et du supplément autorisé en vertu de la Politique d'achat de la Régie des rentes du Québec. |
| 16 ^o Les approvisionneurs du Service des ressources matérielles | Signer les contrats de service auxiliaires et les commandes de même nature conformément à la demande de biens et services qui a été approuvée. Le contrat de service auxiliaire est celui où l'entrepreneur réalise un ouvrage matériel ou intellectuel technique ou le prestataire de services fournit un service technique. Sont exclus: le contrat réalisé par un professionnel ou sous sa responsabilité, le contrat de services bancaires ou financiers et le contrat de voyage. Signer les contrats d'achat ou de louage de biens meubles ou les commandes de même nature conformément à la demande de biens et services qui a été approuvée. |

Direction des systèmes d'information

| | |
|--|---|
| 17 ^o Le chef du Service de la technologie | Autoriser le paiement des dépenses téléphoniques et de celles liées à la location et à l'entretien de l'équipement informatique et des produits programmés. |
|--|---|

| Personnes autorisées (par direction) | Pouvoirs particuliers d'engager la Régie |
|--|---|
| Direction du soutien aux opérations | |
| 18° Le chef du Service des normes et de la formation | Approuver les demandes de biens et services pour acheter des formulaires externes, jusqu'à 50 000 \$. |
| 19° Le chef de l'équipe du formulaire du Service des normes et de la formation | Approuver les factures pour acquérir des formulaires externes dont le montant n'excède pas celui de la demande de biens et services, jusqu'à 10 000 \$. |

Virements de crédits

3. Les personnes suivantes peuvent approuver les virement de crédits comme suit:

- le président-directeur général, jusqu'à 500 000 \$;
- chaque vice-président, jusqu'à 75 000 \$;
- chaque directeur, jusqu'à 25 000 \$.

Le conseil d'administration autorise les virements de plus de 500 000 \$.

Crédits supplémentaires

4. Le président-directeur général peut autoriser des crédits supplémentaires jusqu'à 250 000 \$. Il en informe le conseil d'administration à sa réunion suivante. Le conseil d'administration autorise les crédits supplémentaires de plus de 250 000 \$.

Affaires municipales

Gouvernement du Québec

Décret 1023-99, 8 septembre 1999

Loi sur l'organisation territoriale municipale
(L.R.Q., c. O-9)

CONCERNANT une modification aux lettres patentes constituant la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 166 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), le gouvernement a constitué par lettres patentes la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine le 1^{er} janvier 1983;

ATTENDU QUE, en vertu des articles 210.39 et 210.39.1 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) rendus applicables à cette municipalité régionale de comté par l'article 109 de la Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives (1993, c. 65), le gouvernement peut, par décret, modifier les lettres patentes de la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine;

ATTENDU QU'une demande de modification de ces lettres patentes a été faite par le conseil de cette municipalité régionale de comté par sa résolution 82-04-99 du 14 avril 1999;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier les lettres patentes de la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE les lettres patentes constituant la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine soient modifiées:

1^o par le remplacement du troisième alinéa du dispositif par les suivants:

«Une municipalité dispose, au sein du conseil de la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine, d'un représentant pour une première tranche de 12 000 habitants ou moins de sa population et d'un représentant additionnel pour toute population supérieure à 12 000 habitants.

Chaque représentant d'une municipalité au sein du conseil de la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine dispose du nombre de voix calculé selon la formule suivante:

| | |
|--------------------------------|---------|
| — de 0 à 1 500 habitants: | 1 voix; |
| — de 1 501 à 3 000 habitants: | 2 voix; |
| — de 3 001 à 4 500 habitants: | 3 voix; |
| — de 4 501 à 12 000 habitants: | 4 voix; |

Pour toute population supérieure à 12 000 habitants, chaque représentant de cette municipalité dispose d'une voix additionnelle. »;

2^o par le remplacement du septième alinéa du dispositif par le suivant:

«Un comité administratif est constitué, formé de sept membres, dont le préfet. Parmi les six autres membres, nommés par résolution, trois sont choisis parmi les membres du Conseil représentant les municipalités urbaines:

- Ville de Dolbeau-Mistassini;
- Ville de Normandin;

et les trois autres parmi les membres du Conseil représentant les municipalités rurales:

- Municipalité d'Albanel
- Village de Sainte-Jeanne-d'Arc
- Paroisse de Saint-Augustin
- Municipalité de Girardville
- Municipalité de Saint-Thomas-Didyme
- Municipalité de Saint-Eugène-d'Argentenay
- Municipalité de Péribonka
- Municipalité de Saint-Edmond
- Municipalité de Saint-Stanislas
- Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette

Les règles de fonctionnement de ce comité seront celles qui s'appliquent à un comité administratif constitué en vertu du Code municipal du Québec. »;

3^o par le remplacement du deuxième alinéa de l'annexe A par le suivant:

«Cette municipalité régionale de comté comprend les municipalités suivantes: les villes de Dolbeau-Mistassini

et Normandin; le Village de Sainte-Jeanne-d'Arc; la Paroisse de Saint-Augustin; les municipalités d'Albanel, Girardville, Notre-Dame-de-Lorette, Péribonka, Saint-Edmond, Saint-Eugène-d'Argentenay, Saint-Stanislas et Saint-Thomas-Didyme. Elle comprend aussi la partie du Lac-Saint-Jean et les territoires non organisés situés à l'intérieur du périmètre ci-dessus décrit. ».

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32796

Décrets

Gouvernement du Québec

Décret 986-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la désignation du ministre chargé de l'application de la Loi concernant la Société nationale du cheval de course

ATTENDU QUE la Loi concernant la Société nationale du cheval de course (1999, c. 26) a été sanctionnée le 19 juin 1999;

ATTENDU QU'en vertu du décret n^o 985-99 du 1^{er} septembre 1999, cette loi est entrée en vigueur;

ATTENDU QUE l'article 20 de cette loi stipule que le gouvernement désigne le ministre chargé de l'application de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de désigner le ministre chargé de l'application de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre:

QUE le ministre des Finances soit chargé de l'application de la Loi concernant la Société nationale du cheval de course (1999, c. 26).

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32745

Gouvernement du Québec

Décret 988-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la nomination d'un membre du conseil d'administration de la Société du Palais des Congrès de Montréal

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 5 de la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (L.R.Q., c. S-14.1), un conseil d'administration administre les affaires de la Société et que ce conseil est composé notamment de cinq à neuf membres nommés par le gouvernement pour une période d'au plus deux ans, dont au moins cinq sont nommés après consultation des organismes représentatifs du milieu;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 10 de cette loi, chacun des membres du conseil d'administration demeure en fonction malgré l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé à nouveau;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 413-97 du 26 mars 1997, madame Hélène Simard a été nommée membre du conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal pour un mandat de deux ans, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE madame Francine de Montigny-La Haye, associée principale, National Canada et directrice générale du bureau de Montréal, le Cabinet de relations publiques National, soit nommée membre du conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal pour un mandat de deux ans à compter des présentes, en remplacement de madame Hélène Simard;

QUE madame Francine de Montigny-La Haye soit remboursée pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32746

Gouvernement du Québec

Décret 989-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la nomination d'un membre du conseil d'administration de la Société d'habitation du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8), les affaires de la Société d'habitation du Québec sont administrées par un conseil d'administration composé d'au plus neuf membres nommés par le gouvernement pour une période n'excédant pas cinq ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de cette loi, les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement, mais peuvent cependant avoir droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de cette loi, toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre du conseil d'administration est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 8-98 du 7 janvier 1998, madame Pauline Gingras était nommée membre du conseil d'administration de la Société d'habitation du Québec pour un mandat de deux ans, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE monsieur Jean Dupuis, directeur des opérations du Nunavik pour Air Inuit, soit nommé membre du conseil d'administration de la Société d'habitation du Québec en remplacement de madame Pauline Gingras, pour la durée non écoulée de son mandat, soit jusqu'au 6 janvier 2000;

QUE monsieur Jean Dupuis soit remboursé pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes édictées par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32747

Gouvernement du Québec

Décret 990-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la nomination de monsieur Jean-Pierre Payette comme directeur général par intérim de la Régie des installations olympiques

ATTENDU QUE monsieur André Tétrault a été nommé de nouveau membre, président et directeur général de la Régie des installations olympiques pour un mandat de trois ans par le décret 1263-98 du 30 septembre 1998,

qu'il a démissionné de ses fonctions avec prise d'effet le 1^{er} septembre 1999 et qu'il y a lieu de nommer un directeur général par intérim de cette régie;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole et ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE monsieur Jean-Pierre Payette, trésorier et vice-président Administration à la Régie des installations olympiques, soit nommé directeur général par intérim de cette régie à compter des présentes;

QU'à ce titre, une rémunération additionnelle mensuelle de 475 \$ soit versée à monsieur Jean-Pierre Payette.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32748

Gouvernement du Québec

Décret 991-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la nomination de monsieur Alain Riendeau comme président par intérim de la Régie des installations olympiques

ATTENDU QUE monsieur Alain Riendeau a été nommé de nouveau membre de la Régie des installations olympiques pour un mandat de trois ans à compter du 10 février 1999 par le décret numéro 93-99 du 10 février 1999;

ATTENDU QUE monsieur Alain Riendeau a également été nommé vice-président de la Régie des installations olympiques par le décret numéro 398-99 du 14 avril 1999;

ATTENDU QUE monsieur André Tétrault a été nommé de nouveau membre, président et directeur général de la Régie des installations olympiques pour un mandat de trois ans par le décret 1263-98 du 30 septembre 1998, qu'il a démissionné de ses fonctions avec prise d'effet le 1^{er} septembre 1999 et qu'il y a lieu de nommer un président par intérim de cette régie;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole et ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE monsieur Alain Riendeau, membre et vice-président de la Régie des installations olympiques, soit

nommé également président par intérim de cette régie à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32749

Gouvernement du Québec

Décret 992-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la signature par la Commission de la capitale nationale du Québec d'un contrat de construction de 3 181 830 \$ pour la réfection d'un tronçon de la Grande Allée et des espaces urbains limitrophes

ATTENDU QUE la Commission de la capitale nationale du Québec a été instituée en vertu de la Loi sur la Commission de la capitale nationale (L.R.Q., c. C-33.1);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 31 du Règlement cadre sur les conditions des contrats des ministères et des organismes publics adopté par le décret n^o 1166-93 du 18 août 1993 et ses modifications subséquentes, la Commission de la capitale nationale du Québec ne peut conclure un contrat d'un million de dollars ou plus, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, après recommandation du Conseil du trésor;

ATTENDU QUE le projet de réfection d'une partie de la Grande Allée, comprise entre la porte Saint-Louis et la rue des Parlementaires, et des espaces urbains qui la bordent s'inscrit dans le cadre des travaux de mise en valeur de la colline Parlementaire;

ATTENDU QUE les propriétaires des lieux à réaménager, soit la Ville de Québec, l'Assemblée nationale du Québec et la Société immobilière du Québec ont convenu avec la Commission de la capitale nationale du Québec d'un concept d'aménagement pour ce projet et s'apprêtent à signer avec la Commission un protocole d'entente précisant les responsabilités et les engagements financiers de chacun;

ATTENDU QUE la Commission de la capitale nationale du Québec a été mandatée par ses partenaires pour agir comme maître d'ouvrage du projet et que, à cette fin, elle a la responsabilité d'adjuger le contrat de construction;

ATTENDU QUE le contrat de construction sera adjugé à Terrassement portugais inc., le plus bas soumissionnaire conforme, au terme d'un appel d'offres public;

ATTENDU QUE le contrat est de 3 181 830 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et ministre responsable de la région de Québec:

QUE la Commission de la capitale nationale du Québec soit autorisée à adjuger à Terrassement portugais inc. un contrat de construction de 3 181 830 \$ pour la réfection d'une partie de la Grande Allée, comprise entre la porte Saint-Louis et la rue des Parlementaires, et des espaces urbains qui la bordent.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32750

Gouvernement du Québec

Décret 993-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de QuébecTel pour le projet SUNOQUE – Installation de deux câbles de télécommunication par fibre optique à travers le fleuve Saint-Laurent entre Rimouski et Baie-Comeau et entre Rimouski et Forestville

ATTENDU QUE la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) prévoit une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour certains projets de construction, certains ouvrages, certaines activités, certaines exploitations, certains travaux exécutés suivant un plan ou un programme, dans les cas visés par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 9) et ses modifications subséquentes;

ATTENDU QUE le paragraphe *b* de l'article 2 du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement assujettit à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement tout programme ou projet de dragage, creusement, remplissage, redressement ou remblayage à quelque fin que ce soit dans un cours d'eau visé à l'annexe A dudit règlement ou dans un lac, à l'intérieur de la limite des hautes eaux printanières moyennes, sur une distance de 300 mètres ou plus ou sur une superficie de 5 000 mètres carrés ou plus;

ATTENDU QUE QuébecTel a l'intention de réaliser le projet SUNOQUE – Installation de deux câbles de télécommunication par fibre optique à travers le fleuve Saint-Laurent entre Rimouski et Baie-Comeau et entre Rimouski et Forestville;

ATTENDU QUE, à cet effet, QuébecTel a déposé auprès du ministre de l'Environnement et de la Faune, le 6 mai 1998, un avis de projet conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE QuébecTel a déposé auprès du ministre de l'Environnement, le 19 mai 1999, une étude d'impact sur l'environnement concernant ce projet, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE cette étude d'impact a été rendue publique par le ministre de l'Environnement, le 7 juin 1999, conformément aux dispositions de l'article 31.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE ce projet a franchi l'étape d'information et de consultation publiques prévue par le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement;

ATTENDU QUE durant la période d'information et de consultation publiques, aucune demande d'audience publique n'a été adressée au ministre de l'Environnement relativement à ce projet;

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement a soumis son rapport sur l'analyse environnementale de ce projet;

ATTENDU QUE ce rapport conclut que ce projet est acceptable sur le plan environnemental à certaines conditions;

ATTENDU QUE l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit que le gouvernement peut, à l'égard d'un projet soumis à la section IV.1 du chapitre I de cette loi, délivrer un certificat d'autorisation pour la réalisation d'un projet avec ou sans modification et aux conditions qu'il détermine, ou refuser de délivrer le certificat d'autorisation;

ATTENDU QU'il y a lieu de délivrer un certificat d'autoriser en faveur de QuébecTel pour le projet SUNOQUE – Installation de deux câbles de télécommunication par fibre optique à travers le fleuve Saint-Laurent entre Rimouski et Baie-Comeau et entre Rimouski et Forestville;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement:

QU'un certificat d'autorisation soit délivré en faveur de QuébecTel pour le projet SUNOQUE — Installation de deux câbles de télécommunication par fibre optique à travers le fleuve Saint-Laurent entre Rimouski et Baie-Comeau et entre Rimouski et Forestville, aux conditions suivantes:

Condition 1:

Réserve faite des conditions prévues au présent certificat, le projet SUNOQUE – Installation de deux câbles de télécommunication par fibre optique à travers le fleuve Saint-Laurent entre Rimouski et Baie-Comeau et entre Rimouski et Forestville, autorisé par ledit certificat, doit être conforme aux modalités et mesures prévues dans les documents suivants:

— QUÉBECTEL. Projet SUNOQUE – Installation de deux câbles de télécommunication reliant les deux rives de l'estuaire maritime du fleuve Saint-Laurent — Étude d'impact environnemental déposée au ministre de l'Environnement et de la Faune — Document principal, préparé par ÉEM inc., Montréal, décembre 1998, 142 p. et 4 annexes;

— QUÉBECTEL. Projet SUNOQUE – Installation de deux câbles de télécommunication reliant les deux rives de l'estuaire maritime du fleuve Saint-Laurent — Étude d'impact environnemental déposée au ministre de l'Environnement et de la Faune — Résumé, préparé par ÉEM inc., Montréal, mai 1999, 16 p.;

— QUÉBECTEL. Projet SUNOQUE – Installation de deux câbles de télécommunication reliant les deux rives de l'estuaire maritime du fleuve Saint-Laurent — Étude d'impact environnemental déposé au ministre de l'Environnement et de la Faune — Addendum, préparé par ÉEM inc., Montréal, mai 1999, 86 p. et 7 annexes;

— QUÉBECTEL. Erratum s'appliquant au Document principal, au Résumé et à l'Addendum de l'Étude d'impact environnemental déposée au ministre de l'Environnement et de la Faune du Projet SUNOQUE – Installation de deux câbles de télécommunication reliant les deux rives de l'estuaire maritime du fleuve Saint-Laurent, préparé par ÉEM inc., Montréal, mai 1999, 6 p.

Si des indications contradictoires sont contenues dans ces documents, les plus récentes prévalent;

Condition 2:

Que QuébecTel présente au ministre de l'Environnement deux rapports sur le succès de la reprise de végétation aux sites des travaux des trois points d'atterrissage des câbles, le premier en octobre 2000 et le second en octobre 2001;

Condition 3:

Que QuébecTel exécute, durant l'année suivant chaque rapport, les correctifs de remise en végétation nécessaires au maintien de la stabilité de la berge, dans le cas où lesdits rapports illustrent une déficience dans la reprise de la végétation.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32751

Gouvernement du Québec

Décret 996-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la nomination du président et des membres du conseil d'administration de la Société Innovatech du sud du Québec

ATTENDU QUE l'article 4 de la Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec (1998, c. 22) stipule que le conseil d'administration de la Société est composé notamment de huit membres nommés par le gouvernement pour une période d'au plus trois ans;

ATTENDU QUE l'article 7 de cette loi prévoit que le gouvernement nomme, parmi les membres du conseil d'administration, le président du conseil;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 9 de cette loi, à la fin de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 10 de cette loi prévoit que les membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 11 de cette loi prévoit que toute vacance qui survient en cours de mandat parmi les membres du conseil d'administration est comblée suivant les règles de nomination prévues à l'article 4;

ATTENDU QUE l'article 43 de cette loi prévoit notamment que les membres du conseil d'administration de la Société, en poste le 29 juin 1998, demeurent en fonction jusqu'à l'expiration de leur mandat;

ATTENDU QUE, en vertu du décret n^o 734-95 du 31 mai 1995, monsieur Paul Lambert était nommé membre et président du conseil d'administration de la Société Innovatech du sud du Québec, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE, en vertu du décret n^o 734-95 du 31 mai 1995, messieurs Pierre Beaudoin, Pierre Bernard et Michel Roberge étaient nommés membres du conseil d'administration de la Société Innovatech du sud du Québec, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE, en vertu du décret n^o 734-95 du 31 mai 1995, messieurs Guy Fouquet et Jocelyn Huot étaient nommés membres du conseil d'administration de la Société Innovatech du sud du Québec, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

ATTENDU QUE deux postes de membres sont actuellement vacants au conseil d'administration de la Société Innovatech du sud du Québec et qu'il y a lieu de les pourvoir;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre de l'Industrie et du Commerce et du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce:

QUE monsieur Paul Lambert soit nommé de nouveau membre et président du conseil d'administration de la Société Innovatech du sud du Québec, pour un mandat de trois ans à compter des présentes;

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du conseil d'administration de la Société Innovatech du sud du Québec, pour un mandat de trois ans à compter des présentes:

— monsieur Pierre Beaudoin, directeur général, MESOTEC Inc., pour un nouveau mandat;

— monsieur Pierre Bernard, associé, Raymond Chabot Grant Thornton, pour un nouveau mandat;

— monsieur Michel Roberge, comptable agréé, pour un nouveau mandat;

— monsieur Wilfrid Morin, vice-président directeur général, Le Groupe Teknika, en remplacement de monsieur Guy Fouquet;

— monsieur Jean Nicolas, vice-recteur à la recherche, Université de Sherbrooke, en remplacement de monsieur Jocelyn Huot;

— monsieur Jean-Yves Dubé, président, Groupe Dubé;

— madame Chantal L'Espérance, conseillère municipale, Ville de Sherbrooke;

QUE les personnes nommées membres du conseil d'administration de la Société Innovatech du sud du Québec en vertu du présent décret soient remboursées pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32752

Gouvernement du Québec

Décret 997-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT une assistance financière du gouvernement pour la promotion et le développement touristique de la région de Québec pour les années 1999-2000 et 2000-2001

ATTENDU QU'en 1996 le gouvernement du Québec s'associait à la Communauté urbaine de Québec dans la création d'un Fonds de développement et de promotion touristique de la région de Québec doté d'une enveloppe de 6 M\$ sur trois ans;

ATTENDU QUE le Fonds de développement et de promotion touristique a entraîné une présence accrue et systématique de la région de la capitale sur les marchés hors Québec et a permis des interventions ciblées dans des créneaux tels la saison hivernale et le tourisme d'affaires;

ATTENDU QUE le Fonds a généré des investissements globaux évalués à plus de 7 M\$ en promotion touristique et a servi de levier à des investissements de plus de 30 M\$ en développement touristique dans la région de Québec;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a décidé de reconduire ce fonds pour une période additionnelle de cinq ans pour un montant de 10 M\$, dont 2 M\$ par année pour les années 1999-2000 et 2000-2001;

ATTENDU QU'une somme de 2 M\$ est prévue au programme 03, élément 02 des crédits du ministère de l'Environnement pour l'exercice financier 1999-2000;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le versement à la Communauté urbaine de Québec d'une subvention de 2 M\$ pour chacune des années 1999-2000 et 2000-2001 aux fins de développement et de promotion touristique de la région de Québec;

ATTENDU QUE les modalités de gestion et d'application de ces sommes feront l'objet d'un protocole d'entente à intervenir entre la Communauté urbaine de Québec, le ministre de l'Environnement et ministre responsable de la région de Québec, le ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministres de l'Industrie et du Commerce et le ministre délégué au Tourisme;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et ministre responsable de la région de Québec, du ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre de l'Industrie et du Commerce et du ministre délégué au Tourisme:

QUE soit versée à la Communauté urbaine de Québec une subvention de 2 M\$ pour l'exercice financier 1999-2000, prise à même les crédits votés au programme 03, élément 02 du ministère de l'Environnement et une subvention de 2 M\$ pour l'année 2000-2001.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32753

Gouvernement du Québec

Décret 998-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT l'octroi d'une subvention au Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium pour les exercices financiers 1999-2000 à 2001-2002

ATTENDU QU'en vertu de l'article 2 de la Loi sur le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie (1999, c. 8), le ministre a pour mission de promouvoir la recherche, la science, la technologie et l'innovation;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 4 de la loi, le ministre peut prendre toutes mesures utiles à la réalisation de sa mission et peut notamment apporter, aux conditions qu'il détermine, son soutien financier à la réalisation de projets touchant les domaines de sa compétence;

ATTENDU QUE le Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium est une personne morale légalement constituée en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38);

ATTENDU QU'il est opportun pour le gouvernement de favoriser la recherche appliquée dans la production et la transformation de l'aluminium;

ATTENDU QU'en soutenant le Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium, le gouvernement vise à favoriser, en partenariat, la recherche appliquée dans la production et la transformation de l'aluminium;

ATTENDU QUE le Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium a reçu, en vertu du décret n^o 666-96 du 5 juin 1996, à titre de centre de liaison et de transfert, une subvention maximale de 5 500 000 \$ répartie sur les exercices financiers 1996-1997 à 1998-1999;

ATTENDU QUE le Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium a fait l'objet, en 1999, d'une évaluation de l'atteinte des objectifs et des impacts de ses activités de même que d'une évaluation de la qualité scientifique des projets de recherche et que les rapports de ces deux évaluations recommandent de renouveler l'octroi de la subvention du gouvernement;

ATTENDU QUE le Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium a déposé auprès du gouvernement son plan triennal 1999-2002 et son plan d'action 1999-2000 dans lesquels il s'engage à donner suite aux recommandations des deux rapports d'évaluation;

ATTENDU QU'il y a lieu de verser au Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium une subvention maximale de 6 950 000 \$ pour les exercices financiers 1999-2000 à 2001-2002 dont 2 250 000 \$ en 1999-2000, 2 350 000 \$ en 2000-2001 et 2 350 000 \$ en 2001-2002;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r. 22), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 M\$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie:

QUE le ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie soit autorisé à verser au Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium une subvention maximale de 6 950 000 \$ pour les exercices financiers 1999-2000 à 2001-2002 dont 2 250 000 \$ en 1999-2000, 2 350 000 \$ en 2000-2001 et 2 350 000 \$ en 2001-2002;

QUE le ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie soit autorisé à signer avec le Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium une convention de subvention à cet effet.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32754

Gouvernement du Québec

Décret 999-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT un transfert de personnel au ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie

ATTENDU QUE la Loi sur le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie (1999, c. 8) a été sanctionnée le 8 juin 1999;

ATTENDU QUE le Conseil de la Science et de la Technologie a été institué en vertu de l'article 20 de la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., c. D-9.1);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 44 de la Loi sur le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, le gouvernement détermine, parmi les membres du personnel du ministère de l'Industrie et du Commerce, du ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que du ministère du Conseil exécutif qui exercent des fonctions se rapportant aux compétences attribuées au ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, ceux qui deviennent membres du personnel du ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie;

ATTENDU QUE certaines dispositions de la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec ont été intégrées à la Loi sur le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, dont notamment celles concernant le Conseil de la Science et de la Technologie, et ce, en vertu de l'article 16 de la Loi sur le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie;

ATTENDU QUE le décret numéro 1506-98 du 15 décembre 1998 établit que le Conseil québécois de la recherche sociale et le Conseil d'évaluation des technologies de la santé relèvent du ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévoir le transfert du personnel concerné du ministère de l'Industrie et du Commerce, du ministère de la Santé et des Services

sociaux et du ministère du Conseil exécutif au ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie:

QUE les membres du personnel du ministère de l'Industrie et du Commerce, du ministère de la Santé et des Services sociaux et du ministère du Conseil exécutif dont le nom et le statut apparaissent en annexe soient transférés au ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie à compter du 1^{er} septembre 1999.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

LISTE DU PERSONNEL TRANSFÉRÉ AU MINISTÈRE DE LA RECHERCHE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

Du ministère de l'Industrie et du Commerce:

| | | |
|-----------|-------------------------|--------------------|
| Messieurs | Roger Adm | Corps d'emploi 102 |
| | Georges Archambault | Corps d'emploi 630 |
| | André Bérard | Corps d'emploi 105 |
| | Alain Bergeron | Corps d'emploi 105 |
| | Martin Bernard | Corps d'emploi 100 |
| | Roger Bertrand | Corps d'emploi 105 |
| | Albert Bouchard | Corps d'emploi 102 |
| | Jean Boudreault | Corps d'emploi 102 |
| | Serge Boutin | Corps d'emploi 264 |
| | Joseph Caron | Corps d'emploi 105 |
| | Alain Cloutier | Corps d'emploi 102 |
| | Richard Dionne | Corps d'emploi 264 |
| | Janez Dornik | Corps d'emploi 105 |
| | Russel Ducasse | Corps d'emploi 105 |
| | Ahmed Elassal | Corps d'emploi 105 |
| | Philippe Éloy | Corps d'emploi 630 |
| | Richard Gagnon | Corps d'emploi 200 |
| | Pierre-Étienne Grégoire | Corps d'emploi 105 |
| | Alain Grisé | Corps d'emploi 105 |
| | Camil Guy | Corps d'emploi 630 |
| | Daniel Lebeau | Corps d'emploi 105 |
| | Nghiep Le Hong | Corps d'emploi 102 |
| | André Lemelin | Corps d'emploi 105 |
| | Joseph Moffat | Corps d'emploi 102 |
| | André Paradis | Corps d'emploi 105 |
| | Pierre Prince | Corps d'emploi 105 |
| | Pierre Riopel | Corps d'emploi 105 |
| | Michel Robert | Corps d'emploi 105 |
| | Jean Roy | Corps d'emploi 264 |
| | Léon Samuel | Corps d'emploi 630 |
| | Roland Stafford | Corps d'emploi 105 |
| | Jacques St-Pierre | Corps d'emploi 105 |
| | Guy Verret | Corps d'emploi 105 |
| | José Vinals | Corps d'emploi 105 |

| | | |
|----------|-------------------------------|--------------------|
| Mesdames | Fernande Bérubé | Corps d'emploi 105 |
| | Monique Blouin | Corps d'emploi 217 |
| | Francine Breton | Corps d'emploi 217 |
| | Monique Charbonneau | Corps d'emploi 630 |
| | Francine Chouinard | Corps d'emploi 221 |
| | Nicole Dionne | Corps d'emploi 105 |
| | Mylène Kim Fortier | Corps d'emploi 105 |
| | Mariette Guérette | Corps d'emploi 221 |
| | Aline Hinse | Corps d'emploi 221 |
| | Anne Lachance | Corps d'emploi 221 |
| | Marie-Claude Laprise | Corps d'emploi 297 |
| | Hélène Leblanc-Lafrance | Corps d'emploi 221 |
| | Hélène Lessard | Corps d'emploi 105 |
| | Diane McKenven | Corps d'emploi 221 |
| | Renée Moreau | Corps d'emploi 105 |
| | France Morin-Petit | Corps d'emploi 221 |
| | Lise Noreau | Corps d'emploi 221 |
| | Diane Sénéchal | Corps d'emploi 221 |
| | Thérèse Sylvain | Corps d'emploi 221 |
| | Brigitte Van-Coillie Tremblay | Corps d'emploi 630 |

Du ministère de la Santé et des Services sociaux:

| | | |
|-----------|----------------------|--------------------|
| Messieurs | Gilles Lapensée | Corps d'emploi 108 |
| | Gérard Morin | Corps d'emploi 103 |
| | Guy Régnier | Corps d'emploi 105 |
| | Marc-André Thibodeau | Corps d'emploi 217 |
| | Pierre Vincent | Corps d'emploi 112 |
| Mesdames | Marie-Josée Blais | Corps d'emploi 105 |
| | Suzanne D'Annunzio | Corps d'emploi 630 |
| | Huguette Gélinas | Corps d'emploi 124 |
| | Monique Girard | Corps d'emploi 108 |
| | Cécile Grenier | Corps d'emploi 221 |
| | Maria-Édith Jacques | Corps d'emploi 221 |
| | Denise Levasseur | Corps d'emploi 221 |
| | Arlène Murray | Corps d'emploi 111 |
| | Nicole Roy | Corps d'emploi 111 |

Du ministère du Conseil exécutif:

| | | |
|-----------|----------------------|--------------------|
| Messieurs | André Bellemarre | Corps d'emploi 108 |
| | Denis Blanchette | Corps d'emploi 272 |
| | François Douillard | Corps d'emploi 108 |
| | Christian Therrien | Corps d'emploi 104 |
| Mesdames | Chantal Carbonneau | Corps d'emploi 221 |
| | Suzanne Drouin | Corps d'emploi 221 |
| | Lily Duchesne | Corps d'emploi 105 |
| | Jocelyne Genest | Corps d'emploi 221 |
| | Marie-Josée Guérette | Corps d'emploi 105 |
| | Danielle Guillot | Corps d'emploi 221 |
| | Mireille Marchand | Corps d'emploi 264 |
| | Josée Primeau | Corps d'emploi 297 |
| | Claire Vézina | Corps d'emploi 200 |
| | Danielle Vézeau | Corps d'emploi 221 |

Gouvernement du Québec

Décret 1000-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT le programme de services de radio-oncologie assurés rendus hors du Québec

ATTENDU QU'aux termes du premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5), la Régie a pour fonction d'administrer et d'appliquer les programmes du régime d'assurance maladie institué par la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., c. A-29) ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement lui confie;

ATTENDU QU'aux termes du quatorzième alinéa de l'article 3 de la Loi sur l'assurance-maladie, la Régie assume aussi le coût des services et des biens prévus aux programmes qu'elle administre en vertu du premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec selon les conditions et les modalités prévues à ces programmes;

ATTENDU QU'aux termes du premier alinéa de l'article 2.1 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, la Régie récupère, du ministère ou de l'organisme intéressé, le coût des services et des biens qu'elle assume en vertu d'un programme que la loi ou le gouvernement lui confie, dans la mesure où ce programme le prévoit;

ATTENDU QUE la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux désire que soient confiées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec l'administration et l'application du programme de services de radio-oncologie assurés rendus hors du Québec conformément aux dispositions de l'accord que les parties désirent conclure à cette fin;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux:

QUE la Régie de l'assurance-maladie du Québec assume les fonctions relatives à l'administration, à l'application et au paiement du coût du programme de services de radio-oncologie assurés rendus hors du Québec, conformément aux dispositions d'un accord, annexé au présent décret, que désirent conclure la ministre de la Santé et des Services sociaux et la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

ACCORD

ENTRE

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX ET MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
(ci-après appelée la Ministre)

ET

LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC
(ci-après appelée la Régie)

ATTENDU QU'aux termes du premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5), la Régie a pour fonction d'administrer et d'appliquer les programmes du régime d'assurance-maladie institué par la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., c. A-29) ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement lui confie;

ATTENDU QU'aux termes du quatorzième alinéa de l'article 3 de la Loi sur l'assurance-maladie, la Régie assume aussi le coût des services et des biens prévus aux programmes qu'elle administre en vertu du premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec selon les conditions et modalités prévues à ces programmes;

ATTENDU QU'aux termes du premier alinéa de l'article 2.1 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, la Régie récupère, du ministère ou de l'organisme intéressé, le coût des services et des biens qu'elle assume en vertu d'un programme que la loi ou le gouvernement lui confie, dans la mesure où ce programme le prévoit;

ATTENDU QUE la Ministre désire que soient confiées à la Régie les fonctions relatives à l'administration, à l'application et au paiement du coût du programme des services de radio-oncologie assurés rendus hors du Québec, et ce, selon les dispositions dudit accord;

ATTENDU QUE la Ministre et la Régie désirent conclure un accord à cette fin;

EN CONSÉQUENCE, sous réserve de l'approbation du gouvernement, la Ministre et la Régie, à compter de la date de prise d'effet prévue au présent accord, conviennent de ce qui suit:

1. La Régie administre, applique et assume le coût du programme des services de radio-oncologie rendus hors Québec aux conditions ci-après énumérées. Ce pro-

gramme prévoit que la Régie de l'assurance maladie du Québec assume les coûts des services de radio-oncologie rendus hors du Québec à une personne visée ainsi que certains frais qui y sont reliés.

2. Est visée par ce programme une personne qui rencontre les conditions suivantes:

a) elle réside au Québec au sens de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., c. A-29);

b) elle a reçu du Centre national de coordination de radio-oncologie (CNCRO) l'autorisation de recevoir des traitements de radio-oncologie hors du Québec;

c) elle a suivi des traitements hors du Québec dans un centre de radio-oncologie reconnu, qui a été désigné à cette fin par le Centre national de coordination en radio-oncologie et qui a conclu une entente de services avec le ministère de la Santé et des Services sociaux.

3. Sont visés par ce programme les services rendus à une personne visée à l'article 2 ainsi que les frais qui y sont reliés et qui sont ci-après énumérés:

Services hospitaliers – Services rendus dans un centre hospitalier, en interne ou en externe: services diagnostiques, examens, analyses, traitements de radiothérapie, soins infirmiers et psychosociaux et tout autre service nécessaire à l'exécution du plan de traitement en radio-oncologie.

Services professionnels: consultations, interprétations, visites à l'hôtellerie, le cas échéant, soins et autres services rendus par des professionnels de la santé en relation avec les traitements en radio-oncologie.

Services associés: médicaments et fournitures nécessaires aux traitements en radio-oncologie; soins infirmiers à l'hôtellerie, le cas échéant; et soutien psychosocial, pour autant que ces composantes des traitements sont recommandées par l'équipe du centre de radio-oncologie.

Transport ambulancier: si l'état de la personne visée le requiert, le transport du lieu d'hébergement vers le centre désigné ou le transport du centre désigné ou du lieu d'hébergement vers le Québec.

Transport par taxi: le transport entre le lieu d'hébergement ou de séjour et le centre désigné.

Hôtellerie et autres frais de séjour: logement et repas pendant toute la durée du séjour hors du Québec pour recevoir des traitements en radio-oncologie dans le centre désigné.

Sont de plus visés tout autres frais reliés directement aux services rendus dans le cadre du programme et jugés admissibles par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

4. La Régie paie pour le compte de la personne visée à l'article 2, le coût des services reçus dans le centre désigné requis selon le plan de traitement en radio-oncologie autorisé par le CNCRO et visés à l'article 3 selon les modalités et les tarifs prévus aux ententes intervenues entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et le centre désigné. Le paiement sera effectué au centre désigné sur présentation d'une demande de paiement détaillée, signée par le représentant du centre hospitalier, et accompagnée des renseignements et documents dont peut avoir besoin la Régie pour apprécier la demande, entre autres:

— nom de la personne assurée, date de naissance, numéro d'assurance maladie, adresse complète et numéro de téléphone au Québec;

— nom et adresse de l'établissement désigné où les services de radio-oncologie ont été rendus;

— nom du médecin traitant dans le centre désigné;

— description, dates et frais pour les services rendus.

5. La Régie paie aussi les frais d'hôtellerie et de repas, visés à l'article 3, encourus par une personne visée à l'article 2 lors de son séjour hors du Québec pour recevoir les soins couverts par le programme selon les termes des ententes intervenues entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et les établissements hôteliers ou de restauration, que ceux-ci soient ou non rattachés à un centre désigné ou de manière et selon les tarifs indiqués par le ministère de la Santé et des Services sociaux, le cas échéant.

6. La Régie paie le transport ambulancier, si requis et le transport par taxi selon des modalités à déterminer avec le ministère de la Santé et des Services sociaux.

7. Dans le cas où la personne assurée fait face à une maladie subite ou une situation urgente durant son séjour hors du Québec pour des traitements en radio-oncologie dans un centre désigné, la Régie assume le coût des traitements d'urgence sur place si le retour au Québec pour recevoir ces traitements d'urgence serait préjudiciable à ces traitements en radio-oncologie.

8. En cas de décès de la personne visée pendant son séjour hors du Québec, pour recevoir un traitement couvert par le programme, tous les frais encourus à la suite de ce décès et qui sont imputables au fait que le décès se

soit produit hors du Québec seront assumés par la Régie dans le cadre de ce programme (ex.: rapatriement du corps).

9. La Régie s'engage à fournir au ministère de la Santé et des Services sociaux des rapports périodiques sur les montants dépensés en vertu du présent accord et selon les modalités dont ils peuvent convenir.

10. Le ministère de la Santé et des Services sociaux remboursera à la Régie selon les modalités dont ils pourront convenir, le coût des services payé par la Régie dans le cadre du présent accord ainsi que les frais de développement et les frais d'administration correspondants.

11. Le présent accord entre en vigueur le jour de sa signature et prend effet le 1^{er} juin 1999. Il prend fin le 31 mars 2000. Toutefois, les parties peuvent de consentement le reconduire après cette date pour des périodes de trois mois. Chaque partie peut mettre fin à cet accord en tout temps en transmettant à l'autre partie un préavis écrit de 30 jours à cette fin.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____
ce _____^e jour du mois de _____ 1999.

PAULINE MAROIS,
*ministre d'État à la Santé
et aux Services sociaux
et ministre de la Santé
et des Services sociaux*

PIERRE HOUDE,
*président-directeur général
par intérim
Régie de l'assurance maladie
du Québec*

32756

Gouvernement du Québec

Décret 1003-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la nomination de monsieur Marc St-Pierre comme membre, président et directeur général par intérim de la Régie de l'assurance maladie du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de la ministre de la Santé et des Services sociaux:

QUE monsieur Marc St-Pierre, directeur général des services aux personnes assurées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec, cadre supérieur classe I, soit nommé membre, président et directeur général par intérim de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, à compter du 7 septembre 1999;

QU'à ce titre, une rémunération additionnelle mensuelle de 475 \$ soit versée à monsieur Marc St-Pierre;

QUE la Régie de l'assurance maladie du Québec rembourse à monsieur Marc St-Pierre, sur présentation de pièces justificatives, les dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 3 600 \$, conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 1308-80 du 28 avril 1980 et ses modifications subséquentes;

QUE pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, monsieur Marc St-Pierre soit remboursé conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32757

Gouvernement du Québec

Décret 1004-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT l'Accord de réciprocité avec le territoire du Nunavut en matière d'assurance hospitalisation

ATTENDU QUE le Commissaire par intérim du territoire du Nunavut a proposé au gouvernement du Québec de signer un accord de réciprocité en matière d'assurance hospitalisation;

ATTENDU QUE cet accord prévoit l'administration des réclamations rattachées à la fourniture de services assurés en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., c. A-28), que ces services soient fournis aux résidents de ce territoire, admis ou traités en externe dans un établissement au Québec, ou qu'ils soient fournis aux résidents du Québec, admis ou traités en externe dans un établissement du territoire du Nunavut;

ATTENDU QUE la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux désire conclure un accord avec le Nunavut à ce sujet;

ATTENDU QUE la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux désire confier à la Régie de l'assurance maladie du Québec l'administration de cet accord pour le compte du ministère de la Santé et des Services sociaux;

ATTENDU QUE, aux termes du premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5), la Régie a pour fonction d'ad-

ministre tout autre régime ou programme que la loi ou le gouvernement lui confie;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (L.R.Q., c. M-19.2), le ministre de la Santé et des Services sociaux peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec un autre gouvernement ou l'un de ses ministères ou organismes en vue de l'application de cette loi ou d'une loi dont l'application relève de sa compétence;

ATTENDU QU'un tel accord à intervenir constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE soit approuvé l'Accord de réciprocité en matière d'assurance hospitalisation à intervenir entre le Commissaire par intérim du territoire du Nunavut et le gouvernement du Québec, dont le texte est substantiellement conforme à celui annexé à la recommandation du présent décret;

QUE l'administration de cet accord soit confiée à la Régie de l'assurance maladie du Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32758

Gouvernement du Québec

Décret 1005-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT des modifications au programme d'assistance financière relatif au conflit survenu à Listuguj à l'été 1998

ATTENDU QUE le 12 août 1998, le gouvernement, par le décret n^o 1029-98, modifié le 21 octobre 1998 par le décret n^o 1377-98, a établi un programme d'assistance financière pour venir en aide aux salariés, aux entreprises et aux municipalités qui ont subi des préjudices en

raison d'un conflit lié aux revendications de Micmacs de la réserve de Listuguj, conformément aux pouvoirs que lui confère la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre (L.R.Q., c. P-38.1);

ATTENDU QUE certains salariés ayant leur résidence principale au Québec mais travaillant au Nouveau-Brunswick ont dû encourir des frais supplémentaires pour se rendre à leur travail en raison du conflit;

ATTENDU QU'il y a lieu d'apporter des modifications à ce programme d'assistance financière afin d'indemniser certains salariés pour leurs frais de déplacement supplémentaires, de rendre admissibles les municipalités qui ont versé une avance à une entreprise, d'assurer un traitement équitable des demandes d'aide financière de tous les sinistrés admissibles et de faciliter la compréhension du programme;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE le programme d'assistance financière relatif au conflit survenu à Listuguj à l'été 1998 établi le 12 août 1998 par le décret n^o 1029-98 et modifié le 21 octobre 1998 par le décret n^o 1377-98, soit modifié de nouveau à l'annexe 1:

1^o Par le remplacement du deuxième alinéa de l'article 3.1.1 par le suivant:

«La période d'admissibilité à l'aide financière débute le 16 juillet 1998 et se termine le 18 août 1998, sauf pour les particuliers salariés employés par le Centre de préparation GDS inc. de Matane, pour lesquels la période d'admissibilité se termine le 31 août 1998.»

2^o Par le remplacement des premier et deuxième alinéas de l'article 3.1.2 par ce qui suit:

«Une aide financière est accordée à un particulier salarié travaillant au Nouveau-Brunswick ou sur le territoire d'une municipalité régionale de comté désignée à l'annexe 2, faisant usage de son véhicule personnel pour se rendre de sa résidence principale à son lieu de travail principal et qui a dû effectuer un détour directement attribuable au blocage de la route 132.

La période d'admissibilité à l'aide financière débute le 16 juillet 1998 et se termine le 18 août 1998.»

3^o Par le remplacement du deuxième alinéa de l'article 3.1.2 par le suivant:

«La valeur de l'aide financière correspond à cent pour cent (100 %) des sommes versées, jusqu'à concur-

rence de l'aide octroyée, à titre de perte de revenu net, à l'entreprise qui a bénéficié de l'avance. ».

4^o Par l'ajout à la fin de l'article 3.3 de l'alinéa suivant:

«Une aide financière peut également être accordée à une municipalité qui a versé, à titre d'avance, une aide financière à une entreprise en raison d'un manque à gagner subi dans le cadre du conflit survenu à Listuguj au cours de l'été 1998, à condition que ce versement ait été demandé ou agréé par le ministre. La valeur de l'aide financière correspond à cent pour cent (100 %) de la somme versée, jusqu'à concurrence de l'aide octroyée, à titre de perte de revenu net, à l'entreprise qui a bénéficié de l'avance. ».

5^o Par le remplacement du premier alinéa de l'article 4 par le suivant:

«Pour être valide, la demande d'aide financière doit être produite sur les formulaires prévus à cet effet, signés par le sinistré et transmis au ministère de la Sécurité publique dans les soixante-quinze (75) jours suivant l'établissement de ce programme. Toutefois, si le jour d'expiration coïncide avec un jour férié, chômé, un samedi ou un dimanche, celui-ci est automatiquement reporté au jour ouvrable suivant. ».

6^o Par le remplacement de l'article 5 par le suivant:

«5. EXCLUSIONS

Sont expressément exclus de ce programme:

— les préjudices et les mesures d'urgence qui ont fait ou feront l'objet d'une participation financière gouvernementale dans le cadre d'un autre programme administré par un ministère ou un organisme gouvernemental;

— une entreprise de services publics, une institution bancaire ou financière;

— les organismes publics et parapublics, à l'exception des municipalités désignées par le ministre dans le cadre de ce programme. ».

QUE pour les sinistrés concernés par les modifications apportées au programme, le délai fixé pour faire une demande prévu à l'article 4 s'applique à compter du jour suivant l'adoption du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32759

Gouvernement du Québec

Décret 1006-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la promotion d'officiers à la Sûreté du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 46 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13), les officiers de la Sûreté du Québec mentionnés aux paragraphes 2^o et 3^o de l'article 43 de cette loi sont nommés, sur recommandation du directeur général, par le gouvernement qui détermine leur traitement suivant la classification et l'échelle des traitements prévues par les règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 57 de cette loi;

ATTENDU QUE le directeur général de la Sûreté du Québec a formulé, le 16 juin 1999, la recommandation suivante:

QUE l'inspecteur André Sénécal soit promu au grade d'inspecteur-chef;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à cette recommandation du directeur général de la Sûreté du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE l'inspecteur André Sénécal soit promu au grade d'inspecteur-chef, au traitement annuel de 88 195,00 \$, à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32760

Gouvernement du Québec

Décret 1007-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la promotion d'officiers à la Sûreté du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 46 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13), les officiers de la Sûreté du Québec mentionnés aux paragraphes 2^o et 3^o de l'article 43 de cette loi sont nommés, sur recommandation du directeur général, par le gouvernement qui détermine leur traitement suivant la classification et l'échelle des traitements prévues par les règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 57 de cette loi;

ATTENDU QUE le directeur général de la Sûreté du Québec a formulé, les 12 et 13 mai 1999, les recommandations suivantes:

QUE les sergents Claude Blais et Rock Ringuette soient promus au grade de capitaine;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à cette recommandation du directeur général de la Sûreté du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE les sergents Claude Blais et Rock Ringuette soient promus en grade de capitaine, au traitement annuel de 70 470,00 \$, à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32761

Gouvernement du Québec

Décret 1008-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT l'octroi d'une subvention à la Communauté urbaine de Montréal pour la réalisation de mesures visant à enrayer le commerce illégal de boissons alcooliques et l'exploitation illégale d'appareils de loterie vidéo

ATTENDU QUE lors de l'annonce du budget 1999-2000, le gouvernement a réitéré sa volonté de mettre tout en œuvre pour enrayer le commerce illégal de boissons alcooliques et l'exploitation illégale d'appareils de loterie vidéo;

ATTENDU QUE le plan d'action du Comité ACCES visant la lutte à la contrebande de boissons alcooliques et l'exploitation illégale d'appareils de loterie vidéo a été mis en place en 1995 et qu'il se poursuit au cours de l'exercice financier 1999-2000;

ATTENDU QUE l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (L.R.Q., c. M-19.3) confie au ministre de la Sécurité publique le mandat d'assurer l'application des lois relatives à la police et de favoriser la coordination des activités policières;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de la Sécurité publique à verser à la Communauté urbaine de Montréal une subvention dont le montant pourra atteindre 1 440 000 \$ pour sa participation au plan d'action du Comité ACCES;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r.22, tel que modifié par les décrets 1646-88 du 2 novembre 1988, 332-89 du 8 mars 1989, 514-94 du 13 avril 1994 et 1567-94 du 9 novembre 1994) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QU'il soit autorisé à verser à la Communauté urbaine de Montréal, pour l'exercice financier 1999-2000 et sur présentation de pièces justificatives, une subvention pouvant atteindre 1 440 000 \$ pour sa participation au plan d'action du Comité ACCES.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32762

Gouvernement du Québec

Décret 1009-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT le déplacement du siège et de l'un des bureaux de la Régie des alcools, des courses et des jeux

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 14 de la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (L.R.Q., c. R-6.1), la Régie a son siège et deux bureaux aux endroits déterminés par le gouvernement, le siège devant cependant se trouver sur le territoire de la Communauté urbaine de Québec et l'un des bureaux à ce siège;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 14 de cette loi, à moins que le gouvernement n'en décide autrement, l'un des bureaux dessert le territoire formé des districts judiciaires ressortissant à la Cour d'appel siégeant à Montréal et l'autre, celui formé des districts judiciaires ressortissant à la Cour d'appel siégeant à Québec;

ATTENDU QU'en vertu du troisième alinéa de l'article 14 de cette loi, un avis de la situation et de tout déplacement du siège ou d'un bureau ainsi que de toute modification du territoire desservi par un bureau est publié à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE le siège de la Régie et l'un de ses bureaux sont déplacés à compter du 16 août 1999 au 560, boulevard Charest Est, Québec (Québec) G1K 3J3;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE le siège de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que l'un de ses bureaux soient situés à compter du 16 août 1999, au 560, boulevard Charest Est, Québec (Québec) G1K 3J3.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32763

Gouvernement du Québec

Décret 1014-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT l'autorisation pour le ministre des Transports de déclarer que le chemin de mine Frontenac Mines composé des parties du lot 428, 474, 475 et 476, du cadastre du Canton de Gayhurst dans la Municipalité du Lac-Drolet, n'est plus un chemin minier

ATTENDU QUE le chemin de mine Frontenac Mines composé de la partie du lot 428, rang 8, du cadastre officiel du Canton de Gayhurst, circonscription foncière de Frontenac, d'une superficie de 50 615,7 mètres carrés, les parties du lot 475, rang 9 de 9 403,4 et 6 131,1 mètres carrés, la partie du lot 476, rang 9 de 13 320,1 mètres carrés et la partie du lot 474, rang 9 de 5 223,6 mètres carrés, a été approuvé comme chemin de mine en vertu de l'arrêté en conseil 174 du 6 février 1962;

ATTENDU QUE ce chemin de mine a été acquis par le gouvernement du Québec, aux droits du ministre des Richesses naturelles, de Frontenac Mining Corporation, aux termes d'un acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Frontenac, le 14 mars 1962, sous le numéro 77689;

ATTENDU QUE ce chemin de mine est devenu sous la juridiction du ministre des Transports depuis le 1^{er} avril 1973;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 247 de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13.1), le ministre des Transports peut, avec l'autorisation du gouvernement, déclarer qu'un chemin minier n'est plus un chemin minier et qu'il peut le céder de la manière qu'il juge appropriée;

ATTENDU QUE ce chemin minier n'est plus utilisé présentement par le ministre des Transports et qu'il est

de son intérêt de déclarer qu'il n'est plus un chemin minier, afin de le céder de la manière qu'il juge appropriée;

ATTENDU QUE Jean-Luc Therrien a offert la somme de 4 000 \$ pour l'acquisition de la partie du lot 428, rang 8, du cadastre officiel du Canton de Gayhurst, d'une superficie de 50 615,7 mètres carrés et que Le Bel-Érable inc. a offert la somme de 4 500 \$ pour l'acquisition des parties du lot 474, 475 et 476, rang 9, dudit cadastre, d'une superficie respective de 5 223,6 mètres carrés, 6 131,1 mètres carrés, 9 403,4 mètres carrés et 13 320,1 mètres carrés;

ATTENDU QU'il est opportun d'autoriser le ministre des Transports à déclarer que le chemin de mine Frontenac Mines n'est plus un chemin minier à la condition qu'une partie soit cédée à Jean-Luc Therrien et une autre à Le Bel-Érable inc.;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports:

QUE le ministre des Transports soit autorisé à déclarer que le chemin de mine Frontenac Mines, selon les descriptions techniques annexées au présent décret, n'est plus un chemin minier à la condition qu'une partie soit transférée à Jean-Luc Therrien pour la somme de 4 000 \$ et une autre à Le Bel-Érable inc. pour la somme de 4 500 \$;

QUE le ministre des Transports soit autorisé à signer tous les documents nécessaires à cette fin.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

ANNEXE

Description (Jean-Luc Therrien)

Une partie du lot 428, rang 8, du cadastre officiel du Canton de Gayhurst, circonscription foncière de Frontenac, bornée et décrite comme suit:

De figure irrégulière, partant du point 1, étant le coin nord du lot 428 et de là, en direction sud-ouest, en suivant la ligne séparative des lots 428 et 475, selon une orientation de 214°38', sur une distance de 34,21 mètres jusqu'au point 2, point de départ de la présente description;

De là, en direction sud-est, selon une orientation de 126°44', sur une distance de 1 677,63 mètres jusqu'au point 7;

De là, en direction sud-ouest, en suivant l'emprise nord-ouest du chemin public, étant une partie du lot 428 (élargissement), selon une orientation de 216°33', sur une distance de 30,18 mètres jusqu'au point 8;

De là, en direction nord-ouest, selon une orientation de 306°44', sur une distance de 1 676,62 mètres jusqu'au point 9;

Et de là, en direction nord-est, en suivant la ligne séparative des lots 428 et 475, selon une orientation de 34°38', sur une distance de 30,20 mètres jusqu'au point 2, point de départ de la présente description;

Ladite parcelle est bornée vers le nord-est et vers le sud-ouest par une partie du lot 428, vers le sud-est par une partie du lot 428, étant un chemin public et vers le nord-ouest par la partie du lot 475 ci-après décrite de 9 403,4 mètres carrés;

Contenant en superficie 50 615,7 mètres carrés.

Description (Le Bel-Érable inc.)

La partie du lot 474, du rang 9, du cadastre officiel du Canton de Gayhurst, circonscription foncière de Frontenac, bornée et décrite comme suit:

De figure irrégulière, partant du point 4, étant le coin est du lot 474, et de là, en direction nord-ouest, en suivant la ligne séparative des lots 474 et 475, selon une orientation de 306°44', sur une distance de 873,47 mètres jusqu'au point 5, point de départ de la présente description;

De là, en direction ouest, sur une distance de 3,93 mètres le long d'une courbe de 157,17 mètres de rayon jusqu'au point 26;

De là, également en direction ouest, sur une distance de 190,00 mètres le long d'une courbe de 295,20 mètres de rayon jusqu'au point 27;

De là, en direction nord-est, selon une orientation de 19°57', sur une distance de 30,18 mètres jusqu'au point 28;

De là, en direction est, sur une distance de 151,91 mètres le long d'une courbe de 265,02 mètres de rayon jusqu'au point 22;

Et de là, en direction sud-est, en suivant la ligne séparative des lots 474 et 475, selon une orientation de 126°44', sur une distance de 38,09 mètres jusqu'au point 5, point de départ de la présente description;

Ladite parcelle est bornée vers le nord, vers le sud et vers le nord-ouest par une partie du lot 474 et vers le nord-est par la partie du lot 475 ci-après décrite 6 131,1 mètres carrés;

Contenant en superficie 5 223,6 mètres carrés.

Description (Le Bel-Érable inc.)

La partie du lot 475, du rang 9, du cadastre officiel du Canton de Gayhurst, circonscription foncière de Frontenac, bornée et décrite comme suit:

De figure irrégulière, partant du point 1, étant le coin est du lot 475, et de là, en direction sud-ouest, en suivant la ligne séparative des lots 428 et 475, selon une orientation de 214°38', sur une distance de 34,21 mètres jusqu'au point 2, point de départ de la présente description;

De là, dans les mêmes direction et orientation que la ligne précédente, sur une distance de 30,20 mètres jusqu'au point 9;

De là, en direction nord-ouest, selon une orientation de 306°44', sur une distance de 55,64 mètres jusqu'au point 10;

De là, également, en direction nord-ouest sur une distance de 39,50 mètres le long d'une courbe de 189,74 mètres de rayon jusqu'au point 11;

De là, également en direction nord-ouest, selon une orientation de 318°39', sur une distance de 291,56 jusqu'au point 12;

De là, en direction sud-est, en suivant la ligne séparative des lots 475 et 476, selon une orientation de 126°44', sur une distance de 146,01 mètres jusqu'au point 3;

De là, également en direction sud-est, selon une orientation de 138°39', sur une distance de 148,71 mètres jusqu'au point 13;

De là, également en direction sud-est, sur une distance de 33,22 mètres le long d'une courbe de 159,56 mètres de rayon jusqu'au point 14;

De là, également en direction sud-est, selon une orientation de 126°44', sur une distance de 54,53 mètres jusqu'au point 2, point de départ de la présente description;

Ladite parcelle est bornée vers le nord-est par une partie du lot 475 et de la partie du lot 476 ci-après décrite de 13 320,1 mètres carrés, vers le sud-est par la partie du lot 428 ci-haut décrite de 50 615,7 mètres carrés et vers le sud-ouest par une partie du lot 475;

Contenant en superficie 9 403,4 mètres carrés.

Description (Le Bel-Érable inc.)

La partie du lot 475, du rang 9, du cadastre officiel du Canton de Gayhurst, circonscription foncière de Frontenac, bornée et décrite comme suit:

De figure irrégulière, partant du point 1, étant le coin est du lot 475, et de là, en direction nord-ouest, en suivant la ligne séparative des lots 475 et 476, selon une orientation de 306°44', sur une distance de 701,78 mètres jusqu'au point 17, point de départ de la présente description;

De là, en direction ouest, selon une distance de 66,14 mètres le long d'une courbe de 317,75 mètres jusqu'au point 20;

De là, également en direction ouest, selon une orientation de 268°51', sur une distance de 107,20 mètres jusqu'au point 21;

De là, également en direction ouest, sur une distance de 39,42 mètres le long d'une courbe de 157,17 mètres de rayon jusqu'au point 5;

De là, en direction nord-ouest, en suivant la ligne séparative des lots 474 et 475, selon une orientation de 306°44', sur une distance de 38,09 mètres jusqu'au point 22;

De là, en direction est, sur une distance de 17,94 mètres le long d'une courbe de 265,02 mètres de rayon jusqu'au point 23;

De là, également en direction est, sur une distance de 51,64 mètres le long d'une courbe de 187,35 mètres de rayon jusqu'au point 24;

De là, également en direction est, selon une orientation de 88°51', sur une distance de 107,70 mètres jusqu'au point 25;

De là, également en direction est, sur une distance de 18,71 mètres le long d'une courbe de 283,77 mètres de rayon jusqu'au point 18;

Et de là, en direction sud-est, en suivant la ligne séparative des lots 475 et 476, selon une orientation de 126°44', sur une distance de 59,50 mètres jusqu'au point 17, point de départ de la présente description;

Ladite parcelle est bornée vers le nord-est par la partie du lot 476 ci-après décrite de 13 320,1 mètres carrés, vers le sud et vers le nord par une partie du lot 475 et vers le sud-ouest par la partie du lot 474 ci-haut décrite de 5 223,6 mètres carrés;

Contenant en superficie 6 131,1 mètres carrés.

Description (Le Bel-Érable inc.)

La partie du lot 476, du rang 9, du cadastre officiel du Canton de Gayhurst, circonscription foncière de Frontenac, bornée et décrite comme suit:

De figure irrégulière, partant du point 1, étant le coin sud du lot 476, et de là, en direction nord-ouest, en suivant la ligne séparative des lots 475 et 476, selon une orientation de 306°44', sur une distance de 231,75 mètres jusqu'au point 3, point de départ de la présente description;

De là, dans les mêmes direction et orientation que la ligne précédente, sur une distance de 146,01 mètres jusqu'au point 12;

De là, en direction nord-ouest, selon une orientation de 318°39', sur une distance de 121,87 mètres jusqu'au point 16;

De là, également en direction nord-ouest, sur une distance de 210,11 mètres le long d'une courbe de 317,75 mètres de rayon jusqu'au point 17;

De là, également en direction nord-ouest, en suivant la ligne séparative des lots 475 et 476, selon une orientation de 306°44', sur une distance de 59,50 mètres jusqu'au point 18;

De là, en direction sud-est, sur une distance de 283,77 mètres le long d'une courbe de 347,93 mètres de rayon jusqu'au point 19;

Et de là, également en direction sud-est, selon une orientation de 138°39', sur une distance de 264,72 mètres jusqu'au point 3, point de départ de la présente description;

Ladite parcelle est bornée vers le nord-est par une partie du lot 476, vers le sud-est par les parties du lot 476 et 475 ci-haut décrites de 9 403,4 mètres carrés et 6 131,1 mètres carrés;

Contenant en superficie 13 320,1 mètres carrés.

32765

Gouvernement du Québec

Décret 1015-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT le Programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents des Îles-de-la-Madeleine

ATTENDU QUE par le décret n^o 1878-92 du 16 décembre 1992, modifié par le décret n^o 1913-93 du 15 décembre 1993, le gouvernement adoptait un nouveau programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents des Îles-de-la-Madeleine, lequel prenait fin le 31 août 1995;

ATTENDU QUE le décret n^o 1183-95 du 30 août 1995 prolongeait ce programme jusqu'au 31 août 1996;

ATTENDU QUE le décret n^o 1087-96 du 28 août 1996 prolongeait ce programme jusqu'au 31 août 1997;

ATTENDU QUE le décret n^o 1122-97 du 28 août 1997 prolongeait ce programme jusqu'au 31 août 1999;

ATTENDU QU'il y a lieu de maintenir le Programme de réduction de tarifs aériens pour les résidents des Îles-de-la-Madeleine jusqu'au 31 août 2000;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports:

QUE le Programme de réduction des tarifs aériens soit instauré du 1^{er} septembre 1999 au 31 août 2000 pour les résidents des Îles-de-la-Madeleine;

QUE le Programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents des Îles-de-la-Madeleine, annexé au présent décret, soit adopté;

QUE les sommes requises pour ce programme soient puisées à même le budget du ministère des Transports pour un montant de 120 000 \$ sur l'exercice financier 1999-2000 et un autre montant de 70 000 \$ sur l'exercice financier 2000-2001.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

PROGRAMME DE RÉDUCTION DES TARIFS AÉRIENS POUR LES RÉSIDENTS DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

1.1 Permettre de maintenir les prix du transport aérien à un niveau acceptable pour les résidents des Îles-de-la-Madeleine.

2. ADMISSIBILITÉ

2.1 Seuls les résidents de Îles-de-la-Madeleine sont admissibles au programme.

2.2 Sont exclus les fonctionnaires provinciaux et fédéraux et les employés d'Hydro-Québec qui voyagent dans le cadre de leurs fonctions.

2.3 Sont exclus les résidents qui obtiennent déjà un remboursement ou dont le billet d'avion est payé par un organisme, une régie ou une société relevant du gouvernement du Québec ou du gouvernement fédéral.

2.4 Sont exclus les bénéficiaires, les accompagnateurs et le personnel du Centre hospitalier de l'Archipel dont les frais de déplacement par avion sont remboursés par le centre hospitalier.

2.5 Sont exclues les personnes qui, de façon générale, bénéficient d'un billet gratuit et, d'une façon particulière, les employés des transporteurs aériens réguliers qui se déplacent dans le cadre de leurs fonctions.

3. DÉFINITIONS

Est reconnu comme résident des Îles-de-la-Madeleine:

3.1 la personne qui a son domicile aux Îles-de-la-Madeleine;

3.2 l'étudiant à temps plein d'une institution agréée par le ministère de l'Éducation et située à l'extérieur de son lieu de domicile;

3.3 la personne qui a une propriété habitable installée en permanence aux Îles-de-la-Madeleine;

3.4 la personne qui occupe comme locataire, pour une période minimale de 3 mois consécutifs, une propriété habitable installée en permanence aux Îles-de-la-Madeleine.

4. DURÉE DU PROGRAMME

4.1 Le programme entre en vigueur le 1^{er} septembre 1999 et prend fin le 31 août 2000.

5. COÛT DU PROGRAMME

5.1 Le coût du programme est limité à un maximum de 190 000 \$.

6. DEMANDE DE REMBOURSEMENT

6.1 Le programme permet le remboursement d'une partie du coût d'un déplacement par avion.

6.2 Le remboursement s'applique seulement sur les déplacements effectués sur les vols réguliers directs entre les Îles-de-la-Madeleine et le Québec.

6.3 Le remboursement s'applique sur toutes les classes de tarifs en vigueur, avec ou sans restrictions quant aux sièges disponibles, à la période de réservation et au séjour.

6.4 Le remboursement s'applique à un billet aller seul ou aller et retour.

6.5 Pour obtenir un remboursement, la personne (ou l'autorité parentale dans le cas d'une personne mineure) dont le nom figure sur le billet d'avion doit remplir un formulaire à cet effet.

6.6 Lorsqu'une entreprise paie le billet d'avion d'un de ses employés, elle doit faire la demande de remboursement. Toutefois, chaque voyage effectué par un employé dans le cadre de ses fonctions et remboursé à l'entreprise compte pour un des remboursements auxquels l'employé a droit. Cette entreprise doit avoir sa place d'affaires aux Îles-de-la-Madeleine et l'employé doit être résident aux Îles-de-la-Madeleine.

6.7 Il ne peut y avoir qu'un remboursement par personne et par voyage.

6.8 La demande de remboursement doit être adressée au Centre de services du ministère des Transports aux Îles-de-la-Madeleine.

6.9 La demande de remboursement doit être accompagnée de l'original du coupon de billet du passager (feuillet blanc du billet original et non une copie), du formulaire de réclamation rempli par le demandeur et, s'il y a lieu, de la copie de la facture pour le billet.

6.10 Sauf pour des motifs exceptionnels, la demande de remboursement doit être présentée au plus tard 30 jours après la fin du voyage, qu'il s'agisse d'un billet aller et retour ou d'un billet aller simple.

7. CALCUL DU REMBOURSEMENT

7.1 Les résidents admissibles bénéficient d'un remboursement de 20 % du billet aller et retour excluant toutes taxes applicables, jusqu'à un maximum de quatre-vingt-dix dollars (90 \$) par billet. Le remboursement s'applique seulement sur les déplacements effectués sur les vols aller et retour réguliers directs dont l'origine première est située aux Îles-de-la-Madeleine et la destination est située dans d'autres régions du Québec. Seuls les étudiants ont droit à un remboursement sur un billet aller simple et/ou d'origine de d'autres régions du Québec.

7.2 Les résidents admissibles qui font un trajet sur un vol direct en provenance ou à destination des Îles-de-la-Madeleine et qui, au retour (ou à l'aller), font un trajet impliquant un transfert d'appareil, n'auront droit qu'à la moitié du remboursement prévu au paragraphe précédent.

7.3 Au cours de ce programme, un résident ne pourra avoir droit à plus de trois (3) remboursements sur des billets aller et retour.

7.4 Malgré ce qui précède, les étudiants à temps plein d'une institution agréée par le ministère de l'Éducation et qui est située à l'extérieur de leur lieu de domicile, peuvent faire la demande de remboursement sur des trajets allers simples. Pour tout trajet aller simple admissible à un remboursement, le montant établi au paragraphe 7.1 est réduit de moitié et le maximum de remboursements annuels est fixé à quatre (4) pour des trajets aller et retour ou à huit (8) pour des trajets allers simples.

7.5 En aucun cas un remboursement ne peut excéder le coût total d'un billet.

7.6 Tout billet dont le montant aller et retour, excluant toutes taxes applicables, est inférieur à deux cents dollars (200 \$) n'est pas admissible à un remboursement.

7.7 Tout vol exploité par un transporteur en marge de son horaire de vols et, en particulier, tout vol nolisé ou vol d'affrètement à but commun, même s'il est exploité par un transporteur qui offre à sa clientèle des services réguliers, n'est pas admissible à un remboursement.

8. ADMINISTRATION DU PROGRAMME

8.1 Ce programme est administré par le Centre de services du ministère des Transports aux Îles-de-la-Madeleine.

32766

Gouvernement du Québec

Décret 1016-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT un Programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents de la Basse-Côte-Nord

ATTENDU QUE par le décret n^o 1079-95 du 9 août 1995, le gouvernement a autorisé le ministre des Transports à subventionner le transport aérien sur la Moyenne et la Basse-Côte-Nord pour la période du 1^{er} septembre 1995 au 31 août 1997;

ATTENDU QUE depuis le 10 décembre 1996, les résidents de la Moyenne-Côte-Nord ne sont plus admissibles au programme puisqu'ils ont été reliés au réseau routier;

ATTENDU QUE le décret n^o 1121-97 du 28 août 1997, le gouvernement a autorisé le ministre des Transports à prolonger pour une période de deux ans, soit du 1^{er} septembre 1997 au 31 août 1999, le Programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents de la Basse-Côte-Nord;

ATTENDU QU'il y a lieu de maintenir un Programme de réduction des tarifs aériens jusqu'au 31 août 2000 pour les résidents de la Basse-Côte-Nord;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports:

QUE le programme de réduction des tarifs aériens soit instauré pour les résidents de la Basse-Côte-Nord pour la période du 1^{er} septembre 1999 au 31 août 2000;

QUE le Programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents de la Basse-Côte-Nord, annexé au présent décret, soit adopté;

QUE les sommes requises pour ce programme soient puisées à même le budget du ministère des Transports pour un montant de 60 000 \$ sur l'exercice financier 1999-2000 et un autre montant de 55 000 \$ sur l'exercice financier 2000-2001.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

PROGRAMME DE RÉDUCTION DES TARIFS AÉRIENS POUR LES RÉSIDENTS DE LA BASSE-CÔTE-NORD

1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

1.1 Permettre de maintenir les prix du transport aérien à un niveau acceptable pour les résidents de la Basse-Côte-Nord.

2. ADMISSIBILITÉ

2.1 Seuls les personnes domiciliées sur le territoire de la Basse-Côte-Nord, de Kegaska à Blanc-Sablon, sont admissibles au programme.

2.2 Sont exclus les fonctionnaires provinciaux et fédéraux ainsi que les employés d'une société publique, parapublique¹ ou péripublique² qui voyagent dans le cadre de leurs fonctions.

2.3 Sont exclus les bénéficiaires, les accompagnateurs et le personnel du Centre de santé de la Basse-Côte-Nord dont les frais sont remboursés par le Centre.

2.4 Sont exclues les personnes dont le billet est payé par un organisme, une régie ou une société relevant du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada.

3. DÉFINITIONS

On définit comme personne domiciliée dans la région de la Basse-Côte-Nord:

3.1 d'une façon générale, une personne qui a un domicile permanent entre Kegaska et Blanc-Sablon;

3.2 une personne qui occupe comme locataire, pour une période minimale de six mois consécutifs, une propriété située sur la Basse-Côte-Nord.

4. DURÉE DU PROGRAMME

4.1 Le programme entre en vigueur le 1^{er} septembre 1999 et prend fin le 31 août 2000.

5. COÛT DU PROGRAMME

5.1 Le coût du programme est limité à un maximum de 115 000 \$.

6. DEMANDE DE REMBOURSEMENT

6.1 Le programme permet le remboursement d'une partie du coût d'un déplacement par avion.

6.2 Le remboursement s'applique aux déplacements effectués sur les vols réguliers entre deux localités situées à l'est de Pointe-Parent ou entre une de ces localités et Sept-Îles. Les déplacements par vols nolisés en direction ou en provenance de La Tabatière sont admissibles au programme, puisque la piste de l'aéroport ne répond pas aux normes d'aérodrome de Transports Canada pour les vols réguliers.

¹ **Secteur parapublic:** organisme habituellement assujéti à la Loi sur la fonction publique et dont les budgets proviennent en partie ou en totalité de crédits de transfert votés à l'Assemblée nationale à un ministère responsable (ex.: réseau de l'éducation et de la santé).

² **Secteur péripublique:** entreprise d'État à capital-actions non assujéti à la Loi sur la fonction publique et ayant un pouvoir d'emprunt et de financement autonome (ex.: Hydro-Québec, SÉPAQ).

6.3 Le remboursement s'applique sur toutes les classes de tarifs en vigueur.

6.4 Le remboursement s'applique à un billet aller simple ou aller-retour.

6.5 Pour obtenir un remboursement, la personne dont le nom figure sur le billet d'avion doit remplir un formulaire à cet effet³.

6.6 Il ne peut y avoir qu'un remboursement par personne et par voyage.

6.7 La demande de remboursement doit être adressée au Centre de services de Havre-Saint-Pierre.

6.8 La demande de remboursement doit être accompagnée de l'original du coupon de billet du passager (feuillet blanc du billet original, une copie n'est pas acceptée).

6.9 Sauf pour des motifs exceptionnels, la demande de remboursement doit être présentée au plus tard 45 jours après la fin du voyage.

7. CALCUL DU REMBOURSEMENT

7.1 Le remboursement est équivalent à 30 % du coût du billet (avant l'application des taxes), jusqu'à un maximum de 50 \$ par voyage aller simple ou 100 \$ par voyage aller-retour.

7.2 Le maximum est de 300 \$ par année (1^{er} septembre au 31 août).

8. TRANSPORTEURS ACCRÉDITÉS

8.1 Les transporteurs participants doivent offrir des services aériens commerciaux réguliers.

8.2 Les transporteurs doivent fournir au ministère une copie de leur indicateur des vols et de la gamme complète des tarifs en vigueur.

8.3 Les renseignements inscrits sur le billet de transport doivent être les mêmes que ceux apparaissant généralement sur les billets utilisés dans l'industrie du transport aérien.

9. ADMINISTRATION DU PROGRAMME

9.1 La Direction de la Côte-Nord, par l'entremise du Centre de services de Havre-Saint-Pierre, assure la gestion des remboursements prévus par le programme.

9.2 Un système informatisé de gestion facilitera le contrôle de l'application des conditions du programme.

9.3 Le ministère pourra au cours de la période du programme apporter des modifications aux conditions de ce dernier afin de réduire les coûts.

32767

Gouvernement du Québec

Décret 1018-99, 1^{er} septembre 1999

CONCERNANT la nomination d'un membre de la Commission des partenaires du marché du travail

ATTENDU QU'en vertu de l'article 21 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (1997, c. 63), la Commission des partenaires du marché du travail est composée de membres dont certains sont nommés par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 21 de cette loi, la Commission est composée notamment de six membres représentant les entreprises, choisis après recommandation des associations d'employeurs les plus représentatives et nommés par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 23 de cette loi, le mandat des membres de la Commission nommés par le gouvernement est d'au plus trois ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 25 de cette loi, les membres de la Commission nommés par le gouvernement ont droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 486-98 du 8 avril 1998, madame Michèle Perryman était nommée membre de la Commission des partenaires du marché du travail pour un mandat de trois ans, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les recommandations requises par la loi ont été obtenues;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État au Travail et à l'Emploi et ministre responsable de l'Emploi:

QUE monsieur Florent Francoeur, vice-président exécutif de l'Ordre des conseillers en relations industrielles

³ Ou l'autorité parentale dans le cas d'une personne mineure.

du Québec, choisi après recommandation des associations d'employeurs les plus représentatives, soit nommé membre de la Commission des partenaires du marché du travail, pour un mandat de trois ans à compter des présentes;

QUE monsieur Florent Francoeur soit remboursé des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32768

Index des textes réglementaires

Abréviations: **A**: Abrogé, **N**: Nouveau, **M**: Modifié

| Règlements — Lois | Page | Commentaires |
|---|------|--------------|
| Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2000 (L.R.Q., c. A-3.001) | 4318 | Projet |
| Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2000 (L.R.Q., c. A-3.001) | 4317 | Projet |
| Accord de réciprocité avec le territoire du Nunavut en matière d'assurance hospitalisation | 4371 | N |
| Aide financière aux études | 4359 | Projet |
| (Loi sur l'aide financière aux études, L.R.Q., c. A-13.3; 1997, c. 90) | | |
| Aide financière aux études, Loi sur l'... — Aide financière aux études | 4349 | Projet |
| (L.R.Q., c. A-13.3; 1997, c. 90) | | |
| Allocations d'aide aux familles, Loi sur les... — Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite | 4351 | Décision |
| (L.R.Q., c. A-17) | | |
| Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'... — Modification aux lettres patentes constituant la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine | 4359 | |
| (L.R.Q., c. A-19.1) | | |
| Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium — Octroi d'une subvention pour les exercices financiers 1999-2000 à 2001-2002 | 4366 | N |
| Code des professions — Inhalothérapeutes — Modalités d'élection au Bureau de l'Ordre | 4315 | M |
| (L.R.Q., c. C-26) | | |
| Commission de la capitale nationale du Québec — Signature d'un contrat de construction pour la réfection d'un tronçon de la Grande Allée et des espaces urbains limitrophes | 4363 | N |
| Commission des partenaires du marché du travail — Nomination d'un membre ... | 4381 | N |
| Communauté urbaine de Montréal — Octroi d'une subvention pour la réalisation de mesures visant à enrayer le commerce illégal de boissons alcooliques et l'exploitation illégale d'appareils de loterie vidéo | 4374 | N |
| Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite ... | 4351 | Décision |
| (Loi sur le régime de rentes du Québec, L.R.Q., c. R-9) | | |
| Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite ... | 4351 | Décision |
| (Loi sur les allocations d'aide aux familles, L.R.Q., c. A-17) | | |
| Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite ... | 4351 | Décision |
| (Loi sur les prestations familiales, 1997, c. 57) | | |

| | | |
|---|------|----------|
| Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite ... (Loi sur les régimes complémentaires de retraite, L.R.Q., c. R-15.1) | 4351 | Décision |
| Fin d'effet de la loi ... (Loi visant à assurer les services essentiels à l'Office municipal d'habitation de Montréal, 1999, c. 10) | 4315 | N |
| Inhalothérapeutes — Modalités d'élection au Bureau de l'Ordre ... (Code des professions, L.R.Q., c. C-26) | 4315 | M |
| Liste des projets de loi sanctionnés | 4301 | |
| Loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement relativement aux navires de croisières internationales, Loi modifiant la Loi sur les... — Entrée en vigueur ... (1996, c. 8) | 4313 | |
| Maria-Chapdelaine, municipalité régionale de comté de... — Modification aux lettres patentes ... (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, L.R.Q., c. A-19.1) | 4359 | |
| Maria-Chapdelaine, municipalité régionale de comté de... — Modification aux lettres patentes ... (Loi sur l'organisation territoriale municipale, L.R.Q., c. O-9) | 4359 | |
| Ministre chargé de l'application de la Loi concernant la Société nationale du cheval de course — Désignation | 4361 | N |
| Ministre des transports — Autorisation de déclarer que le chemin de mine Frontenac Mines composé des parties du lot 428, 474, 475 et 476, du cadastre du Canton de Gayhurst dans la municipalité de Lac-Drolet, n'est plus un chemin minier | 4375 | N |
| Organisation territoriale municipale, Loi sur l'... — Modification aux lettres patentes constituant la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine ... (L.R.Q., c. O-9) | 4359 | |
| Payette, Jean-Pierre — Nomination comme directeur général par intérim de la Régie des installations olympiques | 4362 | N |
| Prestation des services de soins infirmiers et des services pharmaceutiques, Loi concernant la... (1999, P.L. 72) | 4303 | |
| Prestations familiales, Loi sur les... — Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite ... (1997, c. 57) | 4351 | Décision |
| Programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents de la Basse-Côte-Nord | 4379 | N |
| Programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents des Îles-de-la-Madeleine | 4378 | N |
| Programme de services de radio-oncologie assurés rendus hors du Québec | 4369 | N |
| Programme d'assistance financière relatif au conflit survenu à Listuguj à l'été 1998 — Modifications | 4372 | N |

| | | |
|---|------|----------|
| Projet SUNOQUE — Installation de deux câbles de télécommunication par fibre optique à travers le fleuve Saint-Laurent entre Rimouski et Baie-Comeau et entre Rimouski et Forestville — Délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de QuébecTel | 4363 | N |
| Promotion d'officiers à la Sûreté du Québec | 4373 | N |
| Promotion d'officiers à la Sûreté du Québec | 4373 | N |
| Promotion et développement touristique de la région de Québec pour les années 1999-2000 et 2000-2001 — Assistance financière du gouvernement | 4366 | N |
| Régie des alcools, des courses et des jeux — Déplacement du siège et de l'un des bureaux | 4374 | N |
| Régime de rentes du Québec, Loi sur le... — Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite | 4351 | Décision |
| (L.R.Q., c. R-9) | | |
| Régimes complémentaires de retraite, Loi sur les... — Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite | 4351 | Décision |
| (L.R.Q., c. R-15.1) | | |
| Riendeau, Alain — Nomination comme président par intérim de la Régie des installations olympiques | 4362 | N |
| Services essentiels à l'Office municipal d'habitation de Montréal, Loi visant à assurer les... — Fin d'effet de la loi | 4315 | N |
| (1999, c. 10) | | |
| Société de la faune et des parcs du Québec, Loi sur la... — Entrée en vigueur de certaines dispositions | 4313 | |
| (1999, c. 36) | | |
| Société du Palais des Congrès de Montréal — Nomination d'un membre du conseil d'administration | 4361 | N |
| Société d'habitation du Québec — Nomination d'un membre du conseil d'administration | 4361 | N |
| Société Innovatech du sud du Québec — Nomination du président et des membres du conseil d'administration | 4365 | N |
| St-Pierre, Marc — Nomination comme membre, président et directeur général par intérim de la Régie de l'assurance maladie du Québec | 4371 | N |
| Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2000 | 4318 | Projet |
| (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001) | | |
| Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2000 | 4317 | Projet |
| (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001) | | |
| Transfert de personnel au ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie | 4367 | N |

